



POLITIK

„Wir sind doch schon ambitiös!“

Die EU will, dass Luxemburg mehr Energie spart. Der Energieminister sagt, mit Verboten ginge das

Teil einer Bewegung

Was beschäftigt die EU-Kandidat/innen von déi Lénk? Anastasia Iampolskaia spricht über Antikapitalismus, den Ukraine- und Gazakrieg

„Son expérience en vie réelle“

Diskriminierung gehört für viele Trans-Menschen zum Alltag. Das politische Interesse, daran etwas zu ändern, hat in den letzten Jahren nachgelassen

WIRTSCHAFT

« L'immobilier avant le logement »

Pour l'expert « logement » du think tank Idea, Michel-Edouard Ruben, les mesures votées sont un incitant à construire. Ce qui permettra éventuellement de loger

FEUILLETON

Simon au charbon

La galerie Reuter Bausch expose les hommages aux mineurs peints par Simon Demeuter



La place

IIII Bernard Thomas

« Au bout de quatre siècles d’existence en tant que ‘cité caserne’, la bourgeoisie ne voyait plus sa raison d’être qu’en tant que pourvoyeuse des militaires. Elle avait abandonné toute logique civile », écrit l’historien Guy Thewes à propos du démantèlement de la forteresse décrété en 1867. De nombreux *Stater* ne pouvaient concevoir l’avenir sans la forteresse et sa garnison de « 5 000 consommateurs » : « Une ville fortifiée, placée sur un rocher, destinée à ne jamais être autre chose qu’une ville fortifiée n’aura qu’à perdre dans son commerce et dans ses propriétés », s’exclamait le député Léon Wurth en mai 1868. Les bailleurs des faubourgs se plaignaient de ne plus trouver de locataires : « Il y en a qui annoncent leurs quartiers au tiers de ce qu’ils en recevaient dans le temps ». Rares étaient ceux qui pointaient les avantages du démantèlement, à commencer par « la diminution des dangers de guerre, des risques d’incendie, du chef des dépôts de poudre ». La *Stad* se réinventa en ville ouverte, et l’infrastructure militaire trouvait de nouveaux usages : la fabrique de champagne E. Mercier stockait ses bouteilles dans les caves des Forts Dumoulin, tandis qu’un maraîcher cultivait clandestinement des champignons dans les Casemates. L’industrialisation du pays trouve son origine dans la Ville et non dans la Minett : La sidérurgie (Dommeldange), les manufactures de tabac (Hollerich), les ganteries (Bonnevoie), le textile (Schlâifmillen).

À quoi une reconversion économique pourrait-elle ressembler en 2024 ? Elle est encore plus difficile à imaginer aujourd’hui qu’elle ne l’était pour les bourgeois de 1868 (ou pour les ouvriers sidérurgiques de 1974). « Eis Finanzplaz » s’impose comme horizon indépassable. Une nouvelle forteresse a été érigée, et une nouvelle mentalité d’assiégés s’est formée. À la mi-avril, le *Wort* en a rappelé le credo à ses lecteurs : « Was gut ist für den Finanzplatz, ist gut für Luxemburg ». Luc Frieden a mené campagne en promettant à ses amis de l’ABBL et de l’Alfi de refortifier la place, aussi fiscalement. La rapportrice du budget 2024, Diane Aehm (CSV), a fait l’éloge de l’hégémonie : Le pays serait tellement dépendant du centre financier qu’il n’aurait d’autre choix que d’en exaucer les vœux. Dans la décennie post-Luxleaks, le gouvernement a essayé de passer pour le bon élève. Sous Frieden, le discours s’est de nouveau décomplexé. Le mois dernier, les députés de la majorité ont voté une motion de l’ADR, jurant ne remettre en question « op kee Fall » le principe de l’unanimité en matière fiscale, et faisant passer pour un quasi-apostat le *Spëtzekandidat* libéral Goerens. (Alors qu’ils savent qu’activer l’option nucléaire du veto serait suicidaire.) La posture jusqu’au-boutiste affichée par les députés du CSV et du DP peut paraître contre-productive. Elle présuppose surtout une place financière chétive, dont la survie dépendrait des niches fiscales.

« La souveraineté est un capital dont on peut tirer un rendement », écrivait un jeune économiste nommé Gaston Reinesch en 1987 dans *Forum*. Mais le futur gouverneur de la Banque centrale ajoutait un avertissement : Une telle politique basée sur les niches fiscales et réglementaires serait « précaire parce qu’elle est éliminable à tout moment ». Si le Luxembourg voulait qu’elle « porte ses fruits à long terme », il ne pourrait s’y attarder, mais devrait l’utiliser comme levier pour développer des « economically-based comparative advantages ». Cette transition, le pays pourrait la faire « une fois révolue une certaine période d’apprentissage ».

En 2024, le Vice-Premier ministre, Xavier Bettel (DP), voit une « Dampwaltz » se diriger vers le Luxembourg. Elle serait conduite par nos « grands voisins » et viserait la fiscalité luxembourgeoise. Cela fait trente ans que les lobbyistes crient au loup. Mais force est de constater : Le secret bancaire a été aboli, le pire de l’optimisation fiscale neutralisé, la fabrique à rulings encadrée ; et la place financière est toujours debout. Force est également de constater : Le Grand-Duché joue toujours dans le « top 5 » des paradis pour les multinationales. Selon le dernier « Global Tax Evasion Report », 49 milliards de dollars de bénéfices ont été transférés vers le Luxembourg en 2020. (C’est énorme, mais en-dessous des concurrents néerlandais et irlandais qui en captent plus de 140 milliards chacun.) L’État reste, quant à lui, totalement accro aux recettes des Soparfis qui ont fait entrer 544,6 d’euros millions en IRC et 806,7 millions en impôt sur la fortune en 2023. Mais il y a une autre dynamique qui s’est développée sur les dernières décennies, et elle dépasse la seule fiscalité. Le centre financier a indéniablement atteint une masse critique et une expertise endogène qui sont difficiles à répliquer et à rattraper ; c’est ce qu’on appelle « l’effet de place ». La « période d’apprentissage », évoquée il y a presque quarante ans par Reinesch, devrait être entretemps terminée. Si en l’an 2024, la place financière est toujours essentiellement basée sur des niches fiscales, alors elle est indéfendable. Avec droit de veto ou sans. ●



„Wir sind doch schon ambitiös!“

IIII Peter Feist

Die EU will, dass Luxemburg mehr Energie spart. Der Energieminister sagt, mit Verboten ginge das



Sven Becker

LKW an der Aire de Berchem. Wenn Belgien die Akzisen auf Trucker-Diesel erhöht, könnte der Tanktourismus nach Luxemburg wieder wachsen

„Ambitiös“ war das Wort, das am Donnerstagnachmittag vergangener Woche besonders häufig fiel. Da trafen DP-Energieminister Lex Delles und CSV-Umweltminister Serge Wilmes die parlamentarischen Ausschüsse für Wirtschaft, Energie und Umwelt. Ebenfalls oft erklärte Delles: „Diese Regierung steht nicht für Verbote.“

Vielleicht sagte er das auch deshalb so oft, weil die Sitzung als Livestream übertragen wurde. Wer zuschaute, konnte aus erster Hand erfahren, dass es in Luxemburg kein „Heizungsverbot“ geben wird. Bisher war das eine Option: Als die vorige Regierung im Juni 2023 ein Update des nationalen Energie- und Klimaplan (Pnec) annahm, hielt sie fest, dass der Ersatz von Öl- und Gasheizungen in Gebäuden zunächst freiwillig geschehen soll. Aber bringe das nicht genug, „il est envisagé d’autoriser le remplacement d’installations de chauffage dans le patrimoine existant (pour tous types de bâtiments, aussi bien fonctionnels que d’habitation) exclusivement avec des installations de chauffage qui sont opérées avec un minimum de 70% d’énergies renouvelables“ (S. 132). Dagegen kündigte Lex Delles an: „Das können wir rausnehmen.“ Anreize und Beihilfen reichen. Drei Wochen vor den Europawahlen ist das eine Nachricht, die das Streaming-Publikum sicherlich gerne vernommen hat.

Ob das klappt, muss sich natürlich zeigen. Die Regierung hofft, und das sagte Delles auch, dass bis 2030 die Hälfte der Heizungen mit fossilen Brennstoffen ersetzt sein wird. Wie es bisher läuft, ist nicht ganz klar. Die genaue Zahl der Ölheizungen zum Beispiel kennt niemand. Sie wird aus dem Heizölverbrauch abgeleitet. Schätzungen zufolge heizen von den rund 250 000 Luxemburger Haushalten an die 70 000 noch mit Öl.

Da bleibt viel zu tun. Zumal Luxemburg, wie alle EU-Staaten, mehr Energie sparen soll als bisher geplant. Darüber gibt es einige Aufregung in der Regierung, und darum drehte sich die Diskussion der Kammer-Ausschüsse mit Delles und Wilmes. War bisher öffentlich vom Energie- und Klimaplan die Rede, ging es um CO₂ oder um grüne Energien. Der Plan hat aber noch einen dritten Teil: Der Energieverbrauch soll sinken. Um 40 bis 44 Prozent gegenüber einer „Referenz“, die sich auf das Jahr 2007 bezieht. Das nahm die DP-LSAP-Grüne-Regierung sich vor, als sie 2020 mit der EU-Kommission die erste Version des Luxemburger Pnec abmachte. Im Juni 2023 ging sie ein Stück weiter: Nun sollten es 44 Prozent Einsparung sein. Die CSV-DP-Regierung will zurück auf das Von-Bis von 2020.

[...]

Mobile fossile Heizung bei einem Betrieb. Verboten werden soll so etwas nicht

[Fortsetzung von Seite 3]

Was wie ein technisches Hin und Her aussieht, ist wirtschaftspolitisch höchst bedeutsam. Wie die CO₂-Reduktion und der Ausbau der grünen Energieproduktion ist auch die Energieeffizienz ein EU-Vorhaben. Es gibt für alle drei Bereiche jeweils ein EU-Ziel und eines Lastenteilung unter den 27 Staaten. Das Einsparziel richtet sich auf den Gesamt-Energieverbrauch. In den geht alles ein – die Heizenergie für Gebäude, der Strombedarf sämtlicher Verbraucher, die Spritverkäufe (in Luxemburg inklusive Tanktourismus) und so fort. Während sich seit zwanzig Jahren keine Regierung mehr politisch um den CO₂-Ausstoß von Stahlindustrie, Zementherstellung oder Glasproduktion kümmern muss, weil solche Groß-Emittenden unter den europäischen Handel mit Emissionslizenzen fallen und in nationalen CO₂-Bilanzen nicht mehr auftauchen, schlägt deren Energieverbrauch voll ins Kontor. Das heißt: Mit Vorgaben zum Verbrauch stehen und fallen Wachstumsaussichten.

Und die will die CSV-DP-Regierung sich nicht nehmen lassen. Jedenfalls nicht über das hinaus, was für den Energie- und Klimaplan bisher an die EU-Kommission gemeldet wurde. Im September 2023 trat eine neue EU-Richtlinie zur Energieeffizienz in Kraft. Alle 27 Länder sollen mehr einsparen. Für den Gesamtenergieverbrauch Luxemburgs hatte 2020 die damalige Regierung eine Senkung bis zum Jahr 2030 auf 38 000 bis 35 568 Gigawattstunden veranschlagt. Das entsprach der Spanne von 40 bis 44 Prozent. 2020, zum Vergleich, betrug der Gesamtverbrauch 45 129 Gigawattstunden. Für das Pnec-Update im vorigen Jahr wurde bei 44 Prozent Einparung ein Verbrauch von 35 430 Gigawattstunden bis 2030 ausgerechnet. Die neue EU-Richtlinie gibt für Luxemburg 32 546 Gigawattstunden vor. „Onrealistesche“ und „bal onmégleche“ sei das, erklärte der Energieminister vorigen Donnerstag. Und versprach: „Dëst Zil setze mir net an de Pnec!“ Für diesen Akt des Ungehorsams werde es wohl „eng Remark vun der Kommissioun“ geben. Doch Luxemburg sei „schon jetzt ambitiös“ und habe bereits viel erreicht.

Unrecht hat Lex Delles damit nicht. Der Trend im nationalen Verbrauch zeigt nach unten, von 47 000 Gigawattstunden im Jahr 2015 ging er 2022 auf 43 000 zurück. Den Abgeordneten der Kammer-Ausschüsse zeigte ein Beamter des Energieministeriums eine Grafik, die für das Großherzogtum, neben Lettland, die beste Tendenz aufwies. Am anderen Ende der Skala dagegen lag zum Beispiel Dänemark, eigentlich eine Öko-Nation. Und schon Delles’ Vorgänger Claude Turmes von den Grünen hatte der EU-Kommission beizubringen versucht, dass es unrealistisch sei, von Luxemburg mehr zu verlangen. Außerdem würden EU-Staaten, die schon viel erreicht hätten, gegenüber denen benachteiligt, die in Verzug sind, falls die neue Richtlinie allen diesselbe Zusatzvorgabe macht. Im September geschah das. Da seien „Vorreiter“ wie Luxemburg „angeschmiert“ worden, stellte Lex Delles’ zuständiger Beamter fest.

Das große Aufheben um den Energieverbrauch und die Weigerung, weiterzugehen, hat einerseits damit zu tun, dass es sich wirtschaftspolitisch übersetzen lässt. Ande-

rerseits damit, dass schon das bisherige Effizienzziel nicht leicht zu erreichen sein wird. Der Wirtschafts- und Energieminister ging am Donnerstag gern auf die Frage seiner DP-Parteikollegin Carole Hartmann ein, was in Luxemburg denn unternommen werden müsste, um die verschärfte Vorgabe der EU-Richtlinie tatsächlich zu erfüllen: „Man könnte zum Beispiel“, zählte Lex Delles auf, „die CO₂-Steuer so stark erhöhen, dass der Tanktourismus komplett abgewürgt wird. Oder fossile Heizungen sofort verbieten.“ Darunter auch „Ölheizungen in der Wirtschaft“. Aber für so etwas „stehen wir ganz klar nicht“.

Das war ein Stück liberaler Populismus. Doch Energie einzusparen, gleichzeitig den CO₂-Ausstoß zu senken, am besten mit grünen Energien, kann sich widersprechen. Wird Strom aus Kohle oder Gas durch Solarstrom ersetzt, ist weniger CO₂ im Spiel, aber der Verbrauch bleibt derselbe. Anstelle von Öl- und Gasheizungen in Häuser im großen Stil elektrische Wärmepumpen einzubauen, bringt dagegen tatsächlich einen Effizienzgewinn: „Ist eine Wärmepumpen-Heizung gut geplant und parametrisiert, können bis zu drei Viertel der Heizleistung aus der Umgebungsluft gewonnen werden. Nur ein Viertel entfällt dann auf den Stromverbrauch“, sagt Gilles Reding, Berater bei der Handwerkskammer.

Ähnlich wird die Fahrleistung von Elektroautos mit einem drei bis vier Mal besseren Wirkungsgrad aus dem Treibstoff Strom bezogen als von Verbrennerautos aus Benzin oder Diesel. Dagegen ist es nicht selbstverständlich, dass Energie gespart wird, wenn ein Produktionsprozess in der Industrie, der Wärme braucht, mit Strom betrieben wird, während dazu vorher Gas diente. Und ein LKW mit Wasserstoffantrieb ist wahrscheinlich nicht energieeffizienter als einer mit Diesel.

So kommt es, dass der Weg zu mehr Effizienz nicht völlig klar ist. In der Ausgabe des Pnec vom vorigen Jahr steht sinngemäß, die 44 Prozent weniger Verbrauch sollten zu einem Drittel über „Obligationen“ erreicht werden. Das ist kompliziert. Das können Verpflichtungen für Energieversorger sein, beim Energiesparen zu helfen. Wer seinen Kunden einen Zuschuss zur Wärmepumpe gibt, bekommt einen Punkt. Unter „Obligationen“ fallen aber auch die schon vor Jahren eingeführten *accords volontaires*, die stromintensive Industriebetriebe abschließen: Um einen günstigeren Strompreis zu bekommen, versprechen sie Effizienzanstrengungen. Der dritte große und am Ende klarste Effizienz-Hebel laut dem Pnec vom Juni 2023 ist die CO₂-Steuer. Die vor allem auf dem Sprit wirkt. Daraus folgt: Sinkt der Tanktourismus weiter, sieht es gut aus für Luxemburg, dann wird die Effizienzbilanz besser. Geht der Tanktourismus langsam genug zurück, damit die Akziseneinnahmen nicht einbrechen, ist das noch besser. Nicht rückläufig dagegen ist der Kerosinverbrauch. Sein CO₂ geht in den EU-Emissionshandel ein, sein Energieinhalt und sein Volumen in die nationale Bilanz. 2022 wurde ein Rekord aufgestellt: 782 Millionen Liter, 29 Millionen mehr als 2021. Schon aus den Zahlen von 2021 kam der Pnec vor einem Jahr zu dem Schluss, „la forte croissance du secteur de l’aviation (transport de passagers et fret) contrebalance une partie des améliorations au niveau de l’efficacité énergétique“ im Bereich Transport insgesamt.

Der Verbrauch von Kerosin sinkt nicht. 2022 erreichte er mit 782 Millionen Liter einen Rekord

Dabei steuert der Transport mit rund einem Drittel Anteil das meiste zum Energieverbrauch bei. Dreieinhalb Mal so viel wie die verarbeitende Industrie. In der, so der Pnec von 2023 weiter, das Wachstum, das man wünscht, wohl alle Effizienzgewinne auffressen werde. Die Landwirtschaft falle nicht ins Gewicht. Im Tertiärsektor sei es wie bei den Wohnbauten: Wärmepumpen einbauen!

So dass unter dem Strich das größte Wirkungspotenzial für die politische Aktion vielleicht die Gebäude mit ihrer Wärmedämmung und ihren Heizungen sind. Wie der Heizungsersatz bisher läuft, kann das Wirtschafts- und Energieministerium auf Anfrage nicht mit Zahlen sagen, nur dass die Anträge für den Förderbonus im „Masuttsersatzprogramm“ in den letzten zwei Jahren stark gestiegen seien. Das Umweltministerium, wo die Anträge bearbeitet werden, präzisiert, 2022 seien 464 Anträge für Wärmepumpen-Beihilfen eingegangen, 2023 1 148 und dieses Jahr bis Mitte dieser Woche 766. Die Klima-Agence verzeichnet, wie ihr Direktor Fenn Faber berichtet, seit 2022 ein großes Interesse von Bürger/innen „in erster Linie für die Photovoltaik, aber gleich danach für Wärmepumpen“.

Wie Lex Delles vorigen Donnerstag berichtete, werden verstärkte Anstrengungen unternommen, um kommunale Wärmenetze einzurichten. Ab kommendem Jahr sollen Solarstromanlagen vorfinanziert werden können. Wie das Wirtschaftsministerium dem *Land* mitteilte, werde die Vorfinanzierung „auch für alle anderen Klimabonus-Bereiche gelten, also auch für den Ersatz von Heizungen“. Teure Kredite zum Renovieren würden dann, so das Ministerium, nicht mehr nötig sein oder in kleinerem Umfang.

Eine Herausforderung für sich sind die öffentlichen Gebäude: Von den energetisch renovierungsbedürftigen Gebäuden im Staatsbesitz wurden in den letzten Jahren drei Prozent der Fläche auf den *Nearly Zero Energy*-Standard gebracht. Ungefähr genauso viele müssen es nun jedes Jahr sein, um bis 2030 der neuen EU-Effizienzrichtlinie zu genügen, die für öffentliche Gebäude – auch von Gemeinden über 50 000 Einwohner – vorschreibt, in welchem Rhythmus *Nearly Zero Energy* angestrebt werden soll. Das Energieministerium teilt dem *Land* mit, „die Regierung wird ihre Bemühungen, alle öffentlichen Gebäude auf den künftigen Mindeststandard zu bringen und mit Photovoltaik auszurüsten, beschleunigen“. So werde der Staat seinem „Vorbildcharakter“ gerecht, von dem immer wieder in den letzten Jahren die Rede war. Wer will, kann in dem Bekanntnis zur Beschleunigung eine versteckte Kritik an dem früheren grünen Bautenminister François Bausch lesen, nicht genug unternommen zu haben.

Die Frage, was sein soll, wenn die schönen Ziele nicht erreicht werden, stellt sich natürlich. In erster Linie mit Anreizen und Beihilfen arbeiten wollte auch die vorige Regierung. Das „Heizungsverbot“ war nur ein letzter Ausweg. Einen Zwang, gut funktionierende Öl- und Gasheizungen durch Wärmepumpen zu ersetzen, wollte sie nicht schaffen; obligatorisch hätte der Ersatz nur für Heizungen am Ende ihrer Lebensdauer werden können.

„Wir wollen Wachstum, wir wollen Künstliche Intelligenz, wir wollen Datenzentren. Das wollen wir entwickeln und das kostet alles Strom“, erklärte Lex Delles vorigen Donnerstag im Parlament mit einiger Verve. Am Ende kann er sich wahrscheinlich glücklich schätzen, dass über die CO₂-Steuer Tanktouristen und Grenzpendler die Energie-Transition hierzulande mitfinanzieren. Sonst müsste es vielleicht doch Verbote geben oder Luxemburg könnte weniger „ambitiös“ sein. Eine sehr spannende Frage ist übrigens die, in welcher Höhe ab 2027 in Belgien Trucker-Diesel besteuert wird. Noch ist er billig; billiger als in Luxemburg seit Einführung der CO₂-Steuer und Grund dafür, dass hier der Tanktourismus gesunken ist. Ab 2027 aber gilt eine EU-Regel über CO₂-Preise im Transport, und dann könnte sich das wieder umkehren. Beziehungsweise Luxemburg seine Steuer empfindlich erhöhen müssen. Auch deshalb versucht die Regierung sich mit ihren Effizienzverpflichtungen Spielräume zu wahren und sagt dann schon mal, „dat do geet guer net“.

Die Luftfahrt ist mit ihrem CO₂-Ausstoß Teil des Emissionshandels in der EU. Die verbrauchte Menge an Kerosin dagegen schlägt national ins Kontor



B L O G

POLITIK

Parti-fantôme

Passé de l'ADR à Liberté-Fräiheet!, l'employé des CFL Steve Schmitz annonce être désormais président de son propre parti : la Biergerpartei Lëtzebuerg. Schmitz, résidant à Troisvierges, a publié un « programme fondamental » dont de larges parties sont tellement génériques qu'elles auraient pu être rédigées par *ChatGPT*. D'autres passages sont plus extravagants, voire contradictoires. Le parti veut ainsi introduire « un taux d'imposition unique (flat tax) ». Quelques lignes plus loin, il exige « l'ajustement de la progressivité de l'impôt pour obtenir une répartition plus équitable de la charge fiscale ». C'est-à-dire une *flat tax*... progressive ? Pas de pitié pour les membres du gouvernement. Ils devraient être taxés à « cent pour cent » sur leurs revenus et indemnités. Le chapitre « transport et mobilité » parle exclusivement des chauffeurs de bus et de leurs conditions de travail. Quant à la langue luxembourgeoise,

elle devrait être une matière obligatoire « dès l'école primaire jusqu'à l'obtention du diplôme universitaire ». ^{BT}

Aligned no more

Un constat s'impose après cette semaine historique dans le concert diplomatique lié au conflit israélo-palestinien : Le Luxembourg se détache des « like minded states » européens (prétendument) bienveillants à l'égard des Palestiniens et auxquels le ministre Xavier Bettel se disait associé (*d'Land*, 15.3.24). Outre l'ultra-neutralité affichée par le gouvernement vis-à-vis de la procédure engagée à La Haye (voir ci-dessous), relevons l'écart qui se creuse avec les anciens alliés du Luxembourg du temps du ministre Jean Asselborn (LSAP) sur le dossier de la Palestine. L'Irlande et l'Espagne ont reconnu cette semaine la Palestine en tant qu'État (tout comme l'a fait la Norvège, hors UE). Silence côté luxembourgeois. « La diplomatie espagnole a tenté de rallier la Belgique, le Portugal et le Luxembourg, sans succès », révèle *Le*

Monde ce jeudi. « D'Regierung ka nach op der richteger Säit vun der Geschicht stoen, wann se elo der Chamber hir Motioun vun 2014 ëmsetzt a sech daer Initiative uschléisst », écrit le député socialiste Yves Cruchten sur *X* mercredi. Interrogé par le *Land*, Jean Asselborn dit qu'il aurait demandé l'accord de la Chambre pour s'associer à l'Espagne et à l'Irlande sur base de ladite motion. Xavier Bettel se rend au Proche-Orient ces 28 et 29 mai dans un contexte des plus particuliers. La visite est maintenue. Le « programme est en cours de finalisation », répond le ministère à notre demande d'informations à ce sujet. « Le ministre Bettel continue à considérer que le conflit actuel ne peut être résolu qu'à travers le dialogue », précise ses services. ^{PSO}

Gehecks a Gestrëpps

Seine Vorgängerinnen von den Grünen hätten ein „Verhinderungsministerium“ geleitet, sagte CSV-Umweltminister Serge Wilmes am Samstag im *RTL-Radio*. Und nannte als „eng konkret Mesure, wéi et dann an Zukunft méi einfach gemaach ka ginn“, das Prinzip „Natur auf Zeit“. Entsteht auf brachliegendem Bauland ein Biotop, soll der Besitzer es ruhig stehenlassen. Er könnte sicher sein, es entfernen zu dürfen, wenn gebaut werden soll. Heute entfernen Besitzer/innen wild entstehende Hecken meist gleich, um Krach um Naturschutzvorschriften zu vermeiden. Allerdings liegt ein Gesetzentwurf mit „Natur auf Zeit“ schon seit September 2023 im Parlament, deponiert von der damaligen grünen Ministerin Joëlle Welfring.

Inwiefern das eine konkrete Maßnahme von Serge Wilmes sein soll, erklärte auf *Land*-Anfrage nicht er, sondern ein Beamter in Wilmes' Auftrag: Voriges Jahr habe das Ministerium die Biotope auf Bauland noch registrieren wollen. Nun nicht mehr; ein Auge auf die wilde Natur im Perimeter sollen die Gemeinden haben. Wozu vielleicht der Gesetzentwurf nachgebessert werden müsse. Gelten würde die großzügige Regelung aber nur für „Gehecks a Gestrëpps“. ^{PF}

GESUNDHEIT

Zentral einkaufen

Der Regierungsrat stimmte am Mittwoch einem Gesetzentwurf für eine Centrale nationale d'achat et de logistique (Cnal) für Gesundheitsprodukte zu. Angedacht worden war sie schon unter LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert, die das Konzept im Juni 2023 publik machte. Die Cnal soll auch die nationale Reserve von Medikamenten, Impfstoffen und Masken für

den Fall von Pandemien und plötzlichen Knappheiten von Medikamenten verwalten; das ist eine Lektion aus der Covid-Seuche. Durch einen zentralisierten Einkauf soll die Cnal „Skaleneffekte“ bringen. Das liegt nahe, und war für die Spitäler in deren Verband FHL schon vor Jahren Diskussionsthema. Eine Frage war dabei unter anderem die, ob gemeinsamer Einkauf und Skaleneffekte Standards für Produkte wie Prothesen und Implantate voraussetzen. Der Ärzterverband AMMD sah mit Standards eine Einschränkung der Verschreibungsfreiheit kommen und wehrte sich dagegen. ^{PF}

Tabakkonsum

Laut einer Umfrage unter 3 397 Einwohner/innen über 16 Jahren rauchten im Jahr 2023 27 Prozent der Bevölkerung. 18 Prozent gaben an, täglich zu rauchen, neun Prozent gelegentlich; Frauen tendenziell in jeder Alterskategorie weniger, außer in der ab 65, wo sich der Trend umkehrt. Shisha und Vaping haben in allen Alterskategorien zugenommen. Die Hälfte der



Betragten würde aufhören, vor allem aus Sorge um die Gesundheit, 37 Prozent haben es versucht. Fehlschläge erklären 59 Prozent mit dem Stress-Level. Mit mehr als einem Viertel Rauchern liegt Luxemburg im EU-Vergleich im vorderen Drittel. Der immer noch attraktive Preis für Zigaretten regt nicht unbedingt zum Aufhören an: Während die Zahl der Raucher hierzulande stabil bleibt, ist sie in Deutschland seit 20 Jahren rückläufig. ^{SP}

ARMEE

Keine Strafe

Ein „système pénalisant“ sei die Bewertung der Berufsmilitärs, hat die Berufskammer des öffentlichen Dienstes (CHFEP) über einen Verordnungsentwurf der Verteidigungsministerin geurteilt. Denn wer mit *insuffisant* eingeschätzt wird, könne sich nur einmal innerhalb des Monats danach einer zweiten Evaluierung stellen und bei erneutem Nichtbestehen wäre die Karriere im Dienstgrad blockiert (*d'Land*, 17.5.2024). Stimmt nicht, gibt die Verteidigungsdirektion im Außenministerium Bescheid: Laut Armeegesetz wäre die Karriere für ein Jahr blockiert und für die Wiederholung der Bewertung gibt es kein Limit. ^{PF}

|||||

Minimaliste

||||| Pierre Sorlut

Lundi après-midi, Karim Khan, procureur de la Cour pénale internationale (CPI, héritière du Tribunal de Nuremberg), a demandé l'émission de mandats d'arrêts à l'encontre de trois dirigeants du Hamas et de deux d'Israël, dont le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant. Les cinq sont accusés d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité « sur le territoire d'Israël et dans l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) depuis le 7 octobre 2023 ».

Les diplomaties occidentales se sont rapidement positionnées. « La Belgique soutient le

travail de la CPI (...) et continuera d'apporter son appui à l'indispensable travail de la justice internationale pour assurer que les responsables de tous crimes rendent des comptes », a d'emblée posté la ministre belge Hadja Lahbib. Plus tard dans la soirée, la France a publié une déclaration de soutien au travail de la CPI tout en précisant la nécessité pour sa chambre préliminaire de veiller sur le principe de complémentarité (l'enquête de la CPI ne peut se superposer à une instruction israélienne sur les mêmes accusations) avant de se prononcer sur la délivrance des mandats. Mêmes éléments côté allemand lundi soir, sauf qu'on regrette

en sus un « unzutreffender Eindruck einer Gleichsetzung », alors que le tribunal doit évaluer les « sehr unterschiedliche Sachverhalte » détaillés par le procureur. « Si la CPI n'avait annoncé l'inculpation que des Israéliens ou des Palestiniens, on aurait crié à la partialité. Concomitance mais pas équivalence », a tweeté l'ancien ambassadeur de France en Israël Gérard Araud.

Et le Luxembourg ? Pas de communication des ministères sur leurs sites ou sur les réseaux sociaux à ce sujet. Silence du ministre Xavier Bettel, en congé. Il a fallu attendre mercredi soir pour connaître la position du gouverne-

ment. Et elle est minimaliste : « Le Luxembourg prend note de la décision du procureur auprès de la CPI », introduit la réponse conjointe des ministères d'État et des Affaires étrangères avant d'expliquer brièvement le mécanisme. « Conformément à l'importance que nous attachons à l'indépendance de la CPI, nous ne nous prononçons pas sur une procédure judiciaire en cours. Tout commentaire est susceptible d'être perçu comme de l'ingérence, » concluent les services de Luc Frieden et Xavier Bettel. Ce jeudi, le socialiste Alex Bodry rappelle sur X que le Luxembourg est un des rares pays à reconnaître explicitement la CPI dans sa (nouvelle) Constitution.●



Teil einer Bewegung

IIII Stéphanie Majerus

Was beschäftigt die EU-Kandidat/innen von déi Lénk? Anastasia Iampolskaia spricht über Antikapitalismus, den Ukraine- und Gazakrieg

Déi Lénk bestreitet diesen EU-Wahlkampf mit einer jungen Kandidat/innen-Liste. Der Altersdurchschnitt liegt bei knapp über 30 Jahren. Eine der sechs Kandidaten ist Anastasia Iampolskaia. Die 25-jährige Studentin hat dem Land am Dienstagnachmittag ein Treffen am Hamilius vorgeschlagen. „Da er nicht so weit von meiner Arbeit entfernt liegt.“ Sie stapelt zehn Stunden pro Woche Material im Nationalarchiv. „Zusätzlich bin ich derzeit mit Rundtischgesprächen und Parteitreffen beschäftigt – da bleibt kaum Zeit, meine Masterarbeit fertig zu schreiben.“ An der Universität-Maastricht hat sie in den vergangenen Jahren Europawissenschaft studiert. Ihre noch nicht abgeschlossene Arbeit befasst sich mit „Maskulinitätsauffassungen des EU-Militäreinsatzes im Mali“. Es handelt sich um eine Schreibtisch-Recherche: „Ich analysiere anhand von offiziellen Dokumenten, wie der Anspruch der Intervention und deren Ausführung in Bezug auf Genderfragen auseinanderklafft.“ In erster Linie wolle sie das Feld dokumentieren und enthalte sich einer normativen Aussage. Sie bezeichnet sich als abinär, für diesen Text könnten allerdings weibliche Pronomen verwendet werden.

Anastasia Iampolskaia ist in Beggen aufgewachsen. Ihre Kindheit ist geprägt von Turn-, Eiskunstlauf- und Ballettunterricht. Hobbys, die vor allem ihre aus der früheren Sowjetunion emigrierten Eltern für sie ausgewählt haben. „Dort traf ich auf viele andere russischsprachige Kinder und Trainer.“ Sonntags nahm sie zudem regelmäßig am russischen Sprachunterricht teil, der vom Puschkin-Zentrum organisiert wurde. Vor über zwanzig Jahren ließen sich ihre Eltern scheiden. Ihr Vater ist ein jüdisch-stämmiger Russe, der vor seiner Emigration in Transnistrien lebte. Er hatte sich dort im Ingenieurwesen einen Namen gemacht. Ihre Mutter hat einen kaukasischen Hintergrund und arbeitete vor dem Fall der Sowjetunion als Kindergärtnerin. In Luxemburg war sie zeitweise Kassiererin; was ihr Vater derzeit arbeitet, wisse sie nicht.

Anastasia Iampolskaia ist in Luxemburg geboren, hat aber zugleich den moldawischen Pass. „Religion spielte bei uns keine Rolle, wir feierten den 6. Januar, das orthodoxe Weihnachten als kulturelles Fest.“ Als Jugendliche besuchte sie das Lycée Aline Mayrisch und engagierte sich im Schülerkomitee, Jugendparlament und europäischen Jugendparlament. Sie beschreibt sich als eher introvertierte Person, die von sozialer Ungerechtigkeit umgetrieben wird, und sich deshalb zur Politik hingezogen fühlt. „Ich will Teil einer politischen Bewegung sein und nach Lösungen für soziale Probleme suchen.“ Im Dezember 2020 entschloss sie sich, Mitglied bei déi Lénk zu werden: „Für mich steht die Partei für soziale und ökologische Gerechtigkeit.“

Am Dienstag Morgen war Anastasia Iampolskaias Mitstreiterin, die Bibliothekarin Tania Mousel (34), im *RTL Radio* zu Gast. Zum Ukrainekrieg sagte sie, sie „stehe der Nato kritisch gegenüber“. Bevorzugen würde die

Auch wenn déi Lénk „net benzeg op e Sëtz“ in Straßburg ist, so ist die Partei doch gewillt, sich europäisch zu vernetzen

Linke ein gemeinsames Verteidigungsbündnis, das unabhängig von der Nato und den USA handlungsfähig sei. Die aktuelle Ausrüstung betrachte man als politische Sackgasse, die EU müsse sich verstärkt für Friedensverhandlungen einsetzen. Ana Correia da Veiga (41) gab eine ähnliche Position im *Radio 100,7* wieder: „Mir fannen et schwéier d’Demokratie müssen am Härtekampf ze verteidigen.“ Als der Journalist sie darauf hinwies, dass der Kreml diese Haltung nicht beeindrucke, meinte sie, deshalb sei déi Lénk auch nicht gegen Waffenlieferungen. „Awer Waffen dohigeheien, wäert de Problem net léisen“, betont Anastasia Iampolskaia im Gespräch mit dem *Land*. Den Eindruck kann man zu diesem Zeitpunkt haben. Aber wie könnten die Friedensverhandlungen aussehen? Und was wenn Wladimir Putin Verhandlungsangebote systematisch ausschlägt? Darauf gibt sie eine überraschende, weil nicht strategische Antwort: „Mir sinn all Mënschen.“ In Russland leben einige Verwandte von ihr, aber der Kontakt ist wegen der geografischen Distanz mit der Zeit abgebrochen. Könnte sie sie heute noch besuchen? „Theoretisch schon, praktisch eher nicht.“

Im Wahlkampf für das nationale Parlament im Oktober 2023 versuchte die Linke, den Ukraine-Krieg zu umschiffen. Auf einem Wahlfest im September sprachen die Spitzenkandidat/innen über alles Mögliche aber nicht über den russischen Angriff auf die Ukraine – weil das Nationalkomitee keine einheitliche Position gegenüber Waffenlieferungen fand. Im EU-Wahlkampf ist die Verteidigungspolitik nun Dauerthema.

Neben Anastasia Iampolskaia und Tania Mousel ringen die beiden politischen Koordinatoren der Partei Alija Suljic (28) und Ben

Muller (26) sowie der freischaffende Historiker André Marques (28) mit um Stimmen für den 9. Juni. Dass sich déi Lénk für eine junge Liste entschieden hat, dafür gebe es mehrere Gründe, führte Tania Mousel im *RTL-Radio* aus. Man wolle den politischen Nachwuchs fördern – so könnten sie erste Erfahrungen an der vordersten Debattenfront sammeln. Und vielleicht würden sich junge Menschen dazu ermutigt fühlen, der Partei beizutreten. Im Gegensatz zu den anderen Parteien geht die Liste ohne Spitzenteam ins Rennen. Eigentlich sollte Ana Correia da Veiga die Liste anführen. Sie hat als ehemalige Stater Gemeinderätin politische Erfahrung gesammelt und konnte sich bei den Kammerwahlen als Zweite auf der linken Zentrumsliste hinter David Wagner platzieren. In anderthalb Jahren wird sie deshalb aufgrund des Rotationsprinzips in die Kammer nachrücken. Trotzdem hätte sie eine solche Sonderposition als „irgendwéi net stëmmeg“ empfunden, wie sie im *Radio 100,7* erklärte.

Um an einen Sitz im EU-Parlament zu kommen, müsste die Partei ihr Resultat von 2019 mehr als verdoppeln. Damals errang sie 4,83 Prozent der Stimmen. Die Fraktion „die Linke“ (GUE/NGL) ist mit 37 Parlamentsmitgliedern derzeit die kleinste Fraktion im europäischen Parlament. Vorsitzende der Fraktion sind die Französin Manon Aubry von La France insoumise (LFI) und Martin Schirdewan von der deutschen Linken. Die Gruppierung hofft, durch den Wähler-Zuspruch zum LFI, Podemos in Spanien, der Kommunistischen Partei Österreich (KPÖ) und dem Parti du travail de Belgique (PTB) einem Zusammenschlupfen zu entkommen.

Vor sechs Wochen nahmen die déi Lénk-Kandidaten an einer Konferenz des PTB-Spitzenkandidaten Marc Botenga teil, seine Partei ist laut einigen Hochrechnung aktuell zweitstärkste Kraft im Nachbarland. Botenga steht für den neulinken Flügel der Partei. Die Partei zählt aber ebenfalls Altkommunisten in ihren Reihen, weshalb sie zugleich einen Austausch mit der hiesigen Linken und der KPL pflegt. Vor einem Monat nahmen außerdem zwei Kandidat/innen an einem Seminar von der KPÖ teil. Dessen Mitglied und Vorsitzender der Europäischen Linken, Walter Baier, war letztes Wochenende bei der hiesigen Linken zu Besuch. Seit 2022 ist Ana Correia da Veiga im exekutiven Vorstand der europäischen Linken und hat das Kaderwahlprogramm mit abgestimmt. Auch wenn déi Lénk „net benzeg op e Sëtz“ in Straßburg ist, wie Ana Correia dem *Radio 100,7* mitteilte, so ist die Partei doch gewillt, sich europäisch zu vernetzen.

Ökologische Themen sind den jungen déi Lénk-Politikern wichtig. Eine Gewisse Verzweiflung spricht aus Anastasia Iampolskaia, wenn sie *Paperjam* anvertraut: „Meine Generation hat in unserer kurzen Zeit auf diesem Planeten zu viele Krisen erlebt. Krisen wie der Klimawandel werden sich zu unseren Lebzeiten nur noch verschlimmern, wenn nicht sofort etwas unternommen wird. Was mich aus

dem Bett treibt, ist das Gefühl, dass die Dinge noch schlimmer werden, wenn ich nichts unternehme.“ Auf Smartwielen ist sie für die Aufhebung von „Subventionen in der Massentierhaltung“ und ein vollständiges Verbot von Glyphosat. „Für importierte Waren aus Drittländern“ sollte die EU „strengere Umweltstandards verlangen“. In dem 17 Seiten langen Manifest, das die Partei Ende März am Parteikongress als Wahlprogramm verabschiedet hat, fordert die Linke Klimaneutralität bis 2045. Und weil die Transition sozialgerecht ablaufen soll, sollen die größten Umweltverschmutzer und „die Milliardäre“ stärker besteuert werden. Weil déi Lénk kaum Chancen auf einen Sitz und zudem eine ökologische Ausrichtung hat, hat der Brüsseler Wort-Korrespondent Diego Velazquez ihr diese Woche auf X empfohlen, sie hätte mit den Grünen eine gemeinsame Liste erstellen sollen. André Marques antwortet daraufhin, „verschidden Aussoen a Perséinlechkeeten maachen esou eng Zesummenaarbecht net méiglech“.

Und déi Lénk geht in wirtschaftspolitischen Fragen viel weiter als die luxemburgischen Grünen. Sie will einen *System Change*. „Der Kapitalismus und seine Profitmaximierung ist auf Ressourcenausbeutung ausgerichtet“, kritisiert Anastasia Iampolskaia. Um sich von der LSAP abzugrenzen, unterstrich Tania Mousel diese Woche, neben der KPL würde die Linke sich konsequent gegen den Kapitalismus positionieren. Im Manifest heißt es zu wirtschaftspolitischen Themen, man bringe sich gegen die Privatisierung von Spitälern und Bildungseinrichtungen ein. Zusätzlich bedürfe es europäischer Strategien, wie beispielsweise in der Energieversorgung, skizzierte André Marques während einer Pressekonferenz vor zwei Wochen. Nicht untypisch für Linke verbindet Anastasia Iampolskaia Kapitalismuskritik mit identitätsbewegtem Aktivismus – so schreibt sie auf *Instagram*, der „Kampf gegen Kapitalismus“ und „weiße Vorherrschaft“ beginne auf lokaler Ebene.

Der Gazakrieg treibt sie derzeit um: Unter dem Spruch „EU Shame on you for supporting a genocide“, berichtete sie auf *Instagram* von ihrer Teilnahme an einer Demo letzte Woche vor dem europäischen Parlament auf Kirchberg. In ihrer *Instagram*-Biografie verkündet sie mit einer Wassermelone, sie setze sich für „Free Palestine“ ein. Welche politische Lösung erachtet sie als wünschenswert? „Ich bevorzuge die Option eines einheitlichen Staates, in dem alle Einwohner unabhängig von ihrer Religion und ethnischen Zugehörigkeit die gleichen Rechte genießen.“ Eine Zwei-Staaten-Lösung sei für sie auch denkbar. Den Staat Israel in seiner jetzigen Form bezeichnet sie als „zionistisches Projekt, in dem eine Ethnie die Vorherrschaft über andere ausübe“. Ohne der Vielschichtigkeit des Konflikts historisch nachgehen zu wollen, urteilt sie: „Vor der Entstehung des israelischen Staates 1948 hat in der Region ein friedliches Zusammenleben geherrscht.“ Vielleicht spielt hierbei ihr Wunsch, Teil einer Bewegung zu sein, mit rein. ●

„Son expérience en vie réelle“

IIII Luc Laboulle

In ihrer alten Schule durfte die heute 21 Jahre alte Helena beim Sportunterricht nicht mit den Mädchen in die Umkleide, weil die Direktion sonst offenbar die Eltern der anderen Mädchen darüber hätte informieren müssen. Weil die Jungs das Transmädchen nicht in ihrer Umkleide wollten und sie sich nicht als Junge fühlte, entschied sie sich für einen separaten Raum – eine dritte Option –, in dem sie alleine duschen und sich umziehen konnte. Mit 16 wechselte sie an eine neue Schule. Weil sie inzwischen ihr „Passing“ hinter sich hatte (sie wurde von ihrer Umwelt als dem Geschlecht zugehörig wahrgenommen, mit dem sie sich selbst identifiziert), wollte sie selbstverständlich in die Frauen-Umkleide. Doch zwei Sportlehrer sprachen sie vor der Tür an und wollten vor allen anderen Schüler/innen von ihr wissen, wieso sie in die Mädchenumkleide gehe, wo es doch „eindeutig sei“, dass sie kein Mädchen sei. Sie müsse zu den Jungs, verlangten die Lehrer. Niemand habe verstanden, wieso die beiden älteren Männer sie vor allen anderen „fertig gemacht haben“, schildert Helena, weder sie selbst noch die anderen Schüler/innen.

Schon mit drei Jahren habe ihr Kind sie gefragt: „Mama, firwat sinn ech kee Jong?“, berichtet die Mutter eines Transjungen. Weil es dem Kind emotional immer schlechter ging, erlaubten seine Eltern ihm, als er zwölf war, mit der Einnahme von Hormonblockern zu beginnen. Sie fuhren mit ihm zu einer Endokrinologin an eine Uniklinik in Deutschland, um sich professionelle Unterstützung zu holen, die sie „in Luxemburg nicht bekamen“. Im Lycée durfte das Kind sich anschließend als Junge einschreiben, die Verwaltung ließ

Am Donnerstag wurde die Frage aufgeworfen, ob Geschlechtszuweisungen bei der Geburt überhaupt sinnvoll sind. Eine Alternative wäre, Kinder ihr Geschlecht ab einem bestimmten Alter selbst wählen zu lassen

seinen neuen Vornamen in die Dokumente und auch ins Klassenbuch eintragen. Die Lehrer/innen wussten über seine Trans-Vergangenheit nicht Bescheid: „Was gut war“, sagt die Mutter, die Schule habe sich vorbildlich verhalten. Doch ein Jahr nach dem Einnahmebeginn der Hormonblocker musste der 13-Jährige zum *contrôle médical*. Der Kontrollarzt war skeptisch und fragte die Eltern: „Wissen Sie, was Ihr Kind da für Medikamente nimmt?“ Die ebenfalls anwesende Psychologin sagte dem Jungen Dinge wie: „Du bist und bleibst dein Leben lang ein Mädchen, denn du hast weibliche Gene“ oder: „Du musst dich vor deinen

Freunden outen, sonst lebst du dein ganzes Leben lang eine Lüge“. Nach diesen entwürdigenden Kommentaren sei ihr Kind am Boden zerstört gewesen, sagt die Mutter. Heute studiert ihr Junge in Berlin und möchte sich einem geschlechtsangleichenden Eingriff unterziehen. Damit die CNS die Kosten dafür übernimmt, muss er erst ein Jahr lang zum Psychiater, der einen Bericht „documentant le suivi de la personne protégée au cours de son expérience en vie réelle“ erstellt, wie es in den Statuten der Gesundheitskasse heißt. „Mein Junge ist nicht krank, wieso soll er zum Psychiater?“, fragt die Mutter.

Beide Betroffenen-Aussagen wurden bei einem politischen Rundtischgespräch getätigt, das die Vereinigung Intersex & Transgender Luxembourg am Donnerstag vergangener Woche im Rainbow Center von Rosa Lëtzebuerg veranstaltete. Sie veranschaulichen nur ansatzweise, dass die Transition oft ein langer Leidensweg mit vielen Rückschlägen ist. Wünsche nach Selbstbestimmung werden von Personen in Machtpositionen häufig nicht respektiert, sei es im schulischen, erzieherischen oder medizinischen Kontext. Unter dem Vorwand, die Person zu schützen, handeln sie bevormundend und manchmal herablassend. Ein Sozialpädagoge berichtete am Donnerstag, wenn junge Menschen Fragen zu Geschlechtervielfalt hätten, bekämen sie oft keine Auskunft, weil das Schulpersonal nicht viel darüber wisse und überfordert sei. Insgesamt fehle es an Weiterbildungsmöglichkeiten, beziehungsweise seien Lehrer/innen und Erzieher/innen nicht über ihre Optionen informiert. Es gibt Ausnahmen, doch die Unwissenheit über Bedürfnisse

und Wünsche von Transpersonen ist auch im medizinischen Bereich nach wie vor weit verbreitet (bei unseren Recherchen hat sich herausgestellt, dass es nur sehr wenige Allgemeinärzt/innen und Psychiater/innen gibt, die sich mit dem Thema auskennen, was sie selbst mit den geringen Fallzahlen begründen).

In dem vom europäischen LGBTIQ+ Dachverband Ilga jährlich veröffentlichten Rainbow-Index stagniert Luxemburg seit zwei Jahren auf dem siebten Rang. 2020 war das Großherzogtum vom 18. auf den dritten Platz gestiegen, danach aber wieder zurückgefallen. Der Grund dafür: Bis 2018 hatten DP, LSAP und Grüne Anti-Diskriminierungsgesetze und die sogenannte Homo-Ehe eingeführt, seit dem noch unter Justizminister Felix Braz (Grüne) in Kraft getretenen Gesetz zur Vereinfachung der Namens- und Personenstandsänderung war die Dreierkoalition jedoch untätig geworden. Das im Regierungsabkommen von 2018 versprochene Verbot von Zwangsoperationen bei Intersex-Kindern wurde genauso wenig umgesetzt wie die dritte Geschlechtsoption im Personenstandsregister und die Untersagung von Konversionstherapien. Nicht zuletzt hatten die vier großen Parteien DP, LSAP, Grüne und CSV sich im Rahmen der Verfassungsreform darauf geeinigt, die Gleichheit zwischen den Geschlechtern im Grundgesetz auf die binären Kategorien Frau und Mann zu begrenzen.

Im von der Uni Luxemburg erstellten Evaluationsbericht des „nationalen Aktionsplans LGBTI“, den die DP-Ministerin für Gleichstellung und Diversität Yuriko Backes vor einem Monat veröffentlichte, werden die legislativen Versäumnisse mit dem Zeitverlust infolge der Corona-Pandemie begründet. Vieles deutet aber darauf hin, dass es innerhalb der Dreierkoalition in manchen Fragen keinen politischen Konsens gab. Das Rundtischgespräch vergangene Woche wäre für DP, LSAP und Grüne eine gute Gelegenheit gewesen, mit mutmaßlichen Missverständnissen aufzuräumen und Bedenken oder Unsicherheiten anzusprechen. Jedoch schickten LSAP und Grüne nicht die ehemalige Gesundheitsministerin Paulette Lenert und die frühere Justizministerin Sam Tanson, die in der letzten Legislaturperiode für die Umsetzung des Verbots von Zwangsoperationen bei Intersex-Kindern und die Einführung einer dritten Geschlechtsoption zuständig gewesen wären, sondern die noch eher unerfahrenen Abgeordneten Claire Delcourt und Joëlle Welfring, die sich mit dem Thema Geschlechtervielfalt bisher kaum auseinandergesetzt hatten, wie aus ihren Interventionen hervorging. Beide zeigten sich zwar durchaus emphatisch mit den Betroffenen, betonten jedoch, sie seien gekommen, um zuzuhören und zu lernen. Von der DP, die mit der früheren Familienministerin Corinne Cahen und der aktuellen Diversitäts- und Gleichstellungsministerin Yuriko Backes seit 2013 ununterbrochen in der Regierung für die Anliegen der LGBTIQ+ Community zuständig ist, kam keiner zu der Veranstaltung im Rainbow Center – die Abgeordnete Barbara Agostino, die angekündigt war, hatte sich nicht einmal abgemeldet. Schon alleine daran lässt sich erkennen, welchen Stellenwert die großen Parteien Trans-Themen beimessen.

Eine Ausnahme stellte die CSV dar, deren Abgeordnete Nathalie Morgenthaler als frühere Direktorin des Zentrums für Gleichbehandlung (CET) sich seit Jahren mit Diskriminierung – auch von Intersex- und Trans-Personen – beschäftigt, und dementsprechend konstruktive Beiträge zur Diskussion am Donnerstag leisten konnte. Sie und der Piraten-Abgeordnete Sven Clement waren die einzigen, die sich ernsthaft auf das Rundtischgespräch vorbereitet hatten. Die Linke hatte mit Anastasia Iampolskaia (siehe S.6) keine Abgeordnete, sondern eine Euro-



Safe Spaces - Lynn Kelders (2023)

Strukturelle und andere Formen von Diskriminierung gehören für viele Trans-Menschen zum Alltag. Das politische Interesse, daran etwas zu ändern, hat in den letzten Jahren etwas nachgelassen

pakandidatin geschickt, die sich selbst als abinär definiert und folglich mit dem Thema vertraut ist, auch wenn sie sich „eine andere, weniger fachkundige Art von Diskussion“ erwartet hatte, wie sie gestand. Die ADR war nicht eingeladen, um ihr keine Bühne für transfeindliche Äußerungen zu bieten, mit ihrer Abgeordneten Alexandra Schoos will ITGL sich zu einem späteren Zeitpunkt gesondert treffen.

Die Abwesenheit früherer und aktueller Ministerinnen und insbesondere der für Gleichstellungsfragen und Bildung verantwortlichen Regierungspartei DP war umso bedauerlicher, weil am Donnerstag mehrere Betroffene von konkreten Diskriminierungen berichteten, die sie im Alltag erfahren, und damit ihre auf Außenstehende vielleicht manchmal abstrakt wirkenden Probleme konkret veranschaulichten. Vor zwei Jahren hatte die damalige DP-Familienministerin Corinne Cahen in einer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage der Grünen-Abgeordneten Djuna Bernard dargelegt, das für LGBTIQ+ Fragen zuständige interministerielle Komitee (das Yuriko Backes nun erweitern will) sei 2020 zu dem Schluss gekommen, dass es für die langjährige Forderung der Interessenverbände nach einem Verbot von Konversionstherapien keinen Bedarf gebe, weil die Rechte von Trans- und anderen LGBTIQ+ Personen durch Antidiskriminierungs- und Anti-Hatespeech-Gesetze bereits ausreichend geschützt seien. Viele Betroffene sahen das am Donnerstag anders.

ITGL-Präsident Erik Schneider sprach etwa von „Konversionserziehungsmaßnahmen“, beispielsweise an Schulen, und berichtete von einer Person mit langen Haaren, die sich weiblich fühlte, und wegen des Umkleideproblems nach dem Sportunterricht immer nur als Letzte duschen und ihre Haare föhnen durfte. Gleichzeitig wurde ihr verboten, mit feuchten Haaren zum Essen zu erscheinen. Deswegen habe sie regelmäßig das Essen verpasst. Immer wieder sei versucht worden, „auf diese Art und Weise den Menschen dazu zu bringen, seine Haare zu schneiden“, legte Erik Schneider dar, um zu veranschaulichen, dass Konversion nicht nur in medizinischen Therapien, sondern auch im erzieherischen Bereich stattfindet: „Wir brauchen ein Gesetz, das das unterbindet.“

Als weitere Konversionsmaßnahme gilt das sogenannte „Deadnaming“ – wenn Verwaltungen sich weigern, in Dokumenten den Vornamen zu benutzen, den eine (sich in der Transition befindende) Person sich wünscht, bevor sie den Schritt unternimmt, ihren Namen und ihren Personenstand durch einen Antrag beim Justizministerium ändern zu lassen. Manchmal erfolgt die offizielle Namens- und Personenstandsänderung erst am Ende der Transition, doch Betroffene wünschen sich oft schon in einem früheren Stadium, dass sie unter dem selbstgewählten Namen leben dürfen. Ihnen diesen Wunsch zu erfüllen, auf ihre Bedürfnisse einzugehen, wäre ein wichtiger Schritt, zu dem die Verwaltungen (etwa an Bildungseinrichtungen) nicht gesetzlich verpflichtet sind, der jedoch von Menschlichkeit, Inklusion und pädagogischer Kompetenz zeugen würde.

Wie schon seit Jahren wurde am Donnerstag erneut Kritik an den CNS-Statuten geäußert, die Trans-Personen als an einer „dysphorie de genre“ Leidende pathologisiere und als Voraussetzung für die Kostenübernahme einer geschlechtsangleichenden Operation eine einjährige psychiatrische Begleitung „au cours de son expérience en vie réelle“ fordert. Was die CNS genau unter „expérience en vie réelle“ versteht, ist nicht bekannt. Wenngleich auch bei Betroffenen Übereinkunft darüber herrscht, dass Beratung zur Verfügung stehen soll, wenn sie gebraucht wird – insbesondere für Minderjährige –, wird die Verpflichtung

zur psychiatrischen Begleitung in vielen Fällen als entwürdigende und wenig zielführende „Konversionsmaßnahme“ empfunden. Was nicht zuletzt daran liegt, dass die meisten Trans-Menschen sich schon intensiv mit (anderen Aspekten) ihrer Transition auseinandergesetzt haben, bevor sie sich unter Umständen für eine OP entscheiden (nur ein Teil der Trans- und abinären Menschen wünscht sich tatsächlich eine OP). Deshalb fordert ITGL eine entpathologisierte Beratung, die auf die Bedürfnisse der Betroffenen eingeht und etwa auch von Psychotherapeuten angeboten werden könnte. In Deutschland wurden 2022 rund 2 600 geschlechtsangleichende Eingriffe registriert, die meisten Betroffenen waren zwischen 20 und 40 Jahre alt, zwei Drittel waren Trans-Frauen.

Neben struktureller und institutioneller Diskriminierung nehmen aber laut Untersuchungen auf europäischer Ebene und Einschätzung von Aktivist/innen auch die persönlichen Angriffe und die Gewalt gegen LGBTIQ+ Menschen zu – sowohl in den sozialen Netzwerken als auch in der alltäglichen Realität. Trans-, Inter- und nicht-binäre Menschen seien davon besonders betroffen, sagte Andy Maar von Rosa Lëtzebuerg vergangene Woche dem *Tageblatt*. Statistiken dazu gibt es in Luxemburg bislang keine, Diskriminierungen werden nur in den seltensten Fällen zur Anzeige gebracht. Von den 43 Beschwerden, die 2022 beim CET wegen des Motivs Geschlecht eingingen, kamen neun von Transpersonen. Um ihnen (und anderen Angehörigen der LGBTIQ+ Community) die Möglichkeit zu bieten, ihre Diskriminierungserfahrungen vertraulich und anonym mitzu-

teilen, hat das Centre Cigale vergangene Woche offiziell das Luxembourg Institute for LGBTIQ+ Inclusion (Lili) ins Leben gerufen, das quantitative und qualitative Erhebungen zu Homo- und Transfeindlichkeit durchführt.

Hassreden gegen Transpersonen (und die LGBTIQ+ Community insgesamt) werden insbesondere von Konservativen und der neuen Rechten verbreitet, die unlängst darin Unterstützung von Papst Franziskus erhielten (*d'Land*, 12.4.2024). Ungeachtet des in den Sozial- und Kulturwissenschaften weit verbreiteten performativen Ansatzes von Geschlecht als gesellschaftlich konstruierter Rolle, wird die populärwissenschaftliche Behauptung, aus biologischer Sicht gebe es nur zwei Geschlechter, inzwischen auch von „genderkritischen“ Feministinnen, Linken und Liberalen (wieder) benutzt, um Trans-Menschen ihr Recht auf Selbstbestimmung abzusprechen. Dass es unzählige Variationen von Geschlecht gibt, ist aber auch in der Biologie inzwischen weitgehend anerkannt.

Die CSV-DP-Regierung hat in ihrem Koalitionsprogramm keine spezifischen Maßnahmen für Trans-Menschen vorgesehen. Wie die Vorgängerregierung sieht sie allerdings die Einführung eines „neutralen“ Geschlechtseintrags im Personalausweis für abinäre oder non-binäre Menschen (die sich nicht oder nur teilweise mit einem der beiden binären Geschlechter identifizieren) und das strafrechtliche Verbot von Konversionstherapien vor. Abinäre Menschen sollen auch in die offiziellen An-

tidiskriminierungsstrategien aufgenommen werden, die Regierung will sie künftig besser schützen. Etwas weniger eindeutig positionieren CSV und DP sich hinsichtlich des Verbots von Zwangsoperationen bei Intersex-Personen: „Il (le Gouvernement) œuvrera en sorte à ce que les modalités applicables à la réassignation sexuelle ainsi qu'à l'assignation de sexe chez les personnes intersexuées soient évaluées et adaptées aux besoins.“

Am Donnerstag im Rainbow Center wurde die Frage aufgeworfen, ob Geschlechtszuweisungen bei der Geburt überhaupt sinnvoll sind. Eine Alternative wäre, Kinder ihr Geschlecht ab einem bestimmten Alter selbst wählen zu lassen, wenn sie das Bedürfnis haben, sich einer Kategorie zuzuordnen. Zum jetzigen Zeitpunkt würde eine politische Debatte darüber vielleicht noch auf Unverständnis stoßen. Die dritte Option wäre schon ein gesellschaftspolitischer Fortschritt und auch ein Paradigmenwechsel gegenüber dem weitgehend binären Ansatz der Vorgängerregierung. Im Rahmen der Reform von 2018 hatte Felix Braz veranlasst, dass Menschen, bevor sie ihren Personenstand ändern können, in der Öffentlichkeit dem gewünschten Geschlecht entsprechend auftreten müssen („de se présenter publiquement comme appartenant au sexe revendiqué“). Was der Minister sich konkret darunter vorstellte, wird in dem Text nicht präzise ausgeführt. Ihn nach der Einführung eines „neutralen“ Geschlechtseintrags auf abinäre Personen zu übertragen, dürfte für die neue Regierung eine weitere Herausforderung werden. ●



ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Kurze Freude

Vergangene Woche tagte der parlamentarische Petitionsausschuss. Er beschloss, die Zahl seiner öffentlichen Anhörungen drastisch zu senken.

Das Parlament erlaubt, über seine Internetseite Unterschriften zu bestimmten Anliegen zu sammeln. In zehn Jahren wurden 3 164 Petitionsanträge eingereicht. Fast die Hälfte (43 %) beschäftigte sich mit Sozialem: Gesundheit, Arbeit, Familie, Erziehung, Wohnen, Sozialversicherung. 16 Prozent handelten von Verkehrsfragen. Weitere Themen waren Umwelt (6 %), Institutionen (6 %), Steuern (5 %).

Laut Artikel 166 des Kammerreglements kann der Ausschuss eine Petition wegen mangelnden „intérêt général de son objet“ ablehnen. Seit Anfang des Jahres lehnte er ein Drittel ab, 38 von 115 Petitionen.

Erhält ein Anliegen binnen sechs Wochen 4 500 Unterschriften, muss das Parlament eine öffentliche Anhörung veranstalten. Die Volksvertreter schenken den Petentinnen Aufmerksamkeit. Für bescheidene Reformvorschläge zeigen sie Verständnis. Weiter gehende Forderungen zerreden sie.

Ursprung des repräsentativen Parlamentarismus war die industrielle Arbeitsteilung der Gewalten: Der Adel regierte. Das Bürgertum legte im Parlament die Steuern fest. Die Konkurrenzwirtschaft verlangte eine neutrale Justiz. Gemeinsam gewährleisten sie die Trennung von Ökonomie und Politik. So bindet das allgemeine Wahlrecht die besitzlosen Klassen ein. Ohne die Eigentumsverhältnisse zu bedrohen.

Ab und zu verweigern Teile der Wählerschaft den Gehorsam: 2009 wurden Großraumlimousinen und Geländewagen höher besteuert. 30 000 Autofahrer traten in einen Steuerstreik. 2021 randalierten Tausende gegen Hygienevorschriften während der Covid-Seuche.

Der Anteil der Wählerinnen ohne Vertrauen in das Parlament wächst kontinuierlich. 2004: sieben Prozent, 2009: zehn Prozent, 2013: 15 Prozent, 2018: 23 Prozent (*Elect*, 2009, S. 256; 2013, S. 238; 2018, S. 9). Nichtwähler, ADR- oder Piraten-Wählerinnen drücken einen Protest gegen Institutionen aus, von denen sie sich nicht vertreten fühlen.

„Mehr direkte Demokratie“ soll das Symptom kurieren. Ohne dass sie auf Kosten der indirekten Demokratie der Abgeordneten geht. Referenden, öffentliche Petitionen, Ideenwettbewerbe, Fokusgruppen sollen abtrünnige Wähler in die Institutionen einbinden.

Direkte Demokratie ist oft eine kurze Freude. Ein Initiativkomitee sammelte 2009 Unterschriften gegen die Entmachtung des Großherzogs. Daraufhin wurden die Bedingungen für Verfassungsreferenden geändert.

Aus der „großen öffentlichen Debatte“ über die neue Verfassung wurden Werbeveranstaltungen. Die Wähler durften hastig Revisionsvorschläge nachreichen. Das Referendum von 2015 wurde zum Desaster. Daraufhin wurde das versprochene Verfassungsreferendum abgesagt.

Der Klima-Biergerrot, das Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 waren Debattierklubs: kostspielig, bevormundet, folgenlos (*Evaluation Report* KBR, S. 19, *Evaluation Report* BK, S. 77).

Das Parlament führte die Petitions- und Anhörungsprozedur 2014 ein. CSV-Berichterstatte Marco Schank erklärte die Absicht: „Mat där neier öffentliche Petitioun ass eis Chamber méi no bei d’Leit geréckelt, ganz sécher, no un d’Uleies vun de Leit, no un d’Stëmm vum Vollek“ (17.5.15).

In den letzten drei Jahren verdoppelte sich die Zahl der Anhörungen: von einem halben Dutzend jährlich auf ein Dutzend. Nun erhöht der Petitionsausschuss die erforderliche Mindestzahl an Unterschriften von 4 500 auf 5 500.

Binnen zehn Jahren fanden 73 Anhörungen statt. Hätte die Schwelle bei 5 500 gelegen, hätten nur 35 Anhörungen stattgefunden. Die Zahl der Anhörungen wird jetzt halbiert. Die Petenten lernen: Rechte überdauern am besten, wenn sie ungenutzt bleiben. ● ROMAIN HILGERT

Treize listes

IIII Bernard Thomas

Dimanche dernier sur *Radio 100,7*, la campagne des Européennes a atteint son point bas (provisoire). « Boutcha, c’est un *fake* des fascistes de Kiev », a vociféré Jean-Marie Jacoby, vêtu de son hoodie rouge. Ce fut la pire mais pas la seule sortie outrancière du chef de Mir d’Vollék dans le studio : « Eigentlech bass du een Aarsch ! », « du Fläschekapp ! », hurlait-il à l’encontre de Frank Engel (Fokus). Jacoby est porteur d’une carte de journaliste, salarié de la *Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek*. (Son rédacteur en chef, Ali Ruckert, assure que Jacoby n’écrirait plus que sur des sujets ne touchant pas à ses « théories du complot ».) Avec Peter Freitag, Jean-Marie Jacoby tente de prolonger ses « 15 minutes of fame » parmi la frange la plus conspirationniste des antivax. Il s’est réinventé en défenseur de Poutine... et en expert climatique : « Le CO₂ n’est pas un problème ». La protection du climat serait « Schissi », expliquait-il sur *RTL-Radio*. Le réchauffement serait causé par l’énergie solaire, « den Afloss vun der Jupiterbunn an änelech lëschtteg Saachen... ». Pour étayer ces thèses, le programme de Mir d’Vollék se réfère au tome 4 de *Meyers Konversations-Lexikon*, édition de 1844.

Treize partis concourent aux Européennes. Le pullulement de micro-listes n’est pas un phénomène purement luxembourgeois. En France, 37 listes comptent utiliser le scrutin comme vitrine médiatique, d’« Esperanto Langue Commune » à « Forteresse Europe – Liste d’unité nationaliste ». En Allemagne, 35 listes se présentent, dont la « Partei für schulmedizinische Verjüngungsforschung ». Ce foisonnement d’extravagances politiques est lié à la facilité de déposer des listes. Au Luxembourg, il suffit de trouver six candidats et de récolter 250 signatures. Pour toucher des aides publiques, les partis doivent atteindre deux

pour cent des voix aux Européennes : Ils ont alors droit à 5 000 euros, une somme qui monte jusqu’à 74 500 euros pour les listes dépassant les 25 pour cent. (Une définition quasi-officielle de micro-parti serait donc une liste recueillant moins de deux pour cent.)

David Foka a tenté sa chance au LSAP, puis chez les Verts, sans voir sa carrière politique avancer. Dépité, le Camerouno-Allemand a fini par créer son propre parti, Zesummen – d’Bréck. On y retrouve un autre frustré des partis établis, le fonctionnaire européen Athanase Popov. En 2019, il avait posé sa candidature pour devenir président des Verts (tout comme David Gawlik qui a fini, lui, sur la liste ADR pour les législatives). Le programme de Zesummen – d’Bréck est très court (14 pages) et très vague. Le parti veut promouvoir « un humanisme universel », évoque en passant « un projet fédéral cohérent d’États-Unis d’Europe » et propose de « créer une zone tampon au Sahel, laquelle sera la Silicon Valley africaine ». Sur *Radio 100,7*, David Foka a estimé que c’était « une grave erreur de se tourner vers les voitures électriques », évoquant les enfants congolais exploités dans les mines de cobalt. « La solution miracle », ce serait la « Grande muraille verte africaine ». (Le projet de verdissement entre le Sahara et le Sahel s’enlise pourtant depuis quelques années.)

L’ADR a produit une flopée de *spin-offs* : La Biergerlëscht (Aly Jaerling), la PID (Jean Colombero), Liberté-Fräiheet (Roy Reding). Déi Konservativ, le club de supporters de Joe Thein, est le seul à se représenter encore et encore aux élections. (En octobre dernier, le parti avait obtenu 0,37 pour cent des voix dans la circo Sud.) Entièrement imprimé en majuscules, le programme se veut « conservateur-patriotique », et mélange

l’apologie des « marchés libres » avec la célébration d’un nébuleux « owendländesche Kulturkosmos ». L’UE ce serait le « centralisme et le socialisme », pire une politique d’« économie planifiée communiste », écrit Thein, qui saupoudre le tout de références antivax et d’une critique des sanctions économiques contre la Russie. À ce bricolage, le populisme sert de ciment. Thein oppose « dat ordinärt Vollek », ces « gesetzestrei, rechtschaffend Bierger », au « biergerfriemen politeschen Establishment ».

Le parti « paneuropéen » Volt a fini dernier aux législatives d’octobre : 0,24 pour cent à l’Est et 0,34 pour cent au Sud. Son programme pour les législatives n’aura sans doute pas aidé : « Le Luxembourg aurait un intérêt économique à stocker les déchets nucléaires d’autres pays dans un dépôt final », y lisait-on à la page 110. Comme les Pirates, Volt est une franchise, mais contrairement à ces premiers, elle n’a pas percé au Luxembourg. (Volt compte deux députés aux Pays-Bas et un en Bulgarie.) Son programme pour les Européennes est le même dans tous les pays. Il s’avère proche de la gauche libérale, avec un *edge* fédéraliste. Mais la présence de Volt dans la campagne (tout comme celle de l’équipe de David Foka) a un avantage : la langue française rentre enfin dans le débat politique, après que son usage au Parlement est tombé en désuétude au cours des années 1980.

Le record a été atteint en 1989 : Seize listes se présentaient alors aux législatives. La *Revue* se plaignait d’une « regelrechte Kandidaten- und Listenschwemme » qui aurait dégradé la campagne en « farce ». Or, c’est oublier qu’à partir des micro-partis peuvent émerger des partis de gouvernement. En 1979, les maoïstes lancèrent leur « Alternativ Lëscht – Wiert Iech ! ». Elle recueillit à peine un pour cent aux législatives. (Petite consolation pour les maos : C’était trois fois plus que la liste trotskiste.) « Jedoch kann man festhalten, dass mit der Alternativ Lëscht der erste Grundstein für die Bildung einer grünen Partei in Luxemburg gelegt wurde », notait Frédéric Krier en 2008 dans *Forum*. L’Histoire est imprévisible. ●





L'économiste Michel-Edouard Ruben mardi dans les bureaux d'Idea rue Érasme

« L’immobilier avant le logement »

III Entretien : Pierre Sorlut

Pour l’expert « logement » du think tank Idea, Michel-Edouard Ruben, les mesures votées par la Chambre la semaine passée sont un incitant à construire. Ce qui permettra éventuellement de loger

D’Land : Michel-Edouard Ruben, que vous inspire le paquet de relance pour le logement voté la semaine passée au Parlement ?

Michel-Edouard Ruben : Qu’analyser l’économie immobilière est très simple. Vous avez de l’offre, vous avez de la demande, vous avez des prix, vous avez des quantités, vous avez des subventions, vous avez de la taxation. Ça, c’est ce que je fais et c’est très simple à faire. Par contre, conduire une politique du logement, c’est extrêmement compliqué.

Et si l’on revenait aux chances de réussite du paquet voté ?

Sincèrement, je n’en sais rien. On le saura éventuellement plus tard. La réussite des mesures votées dépend d’ailleurs de conditions associées : l’évolution des taux d’intérêt, les augmentations de salaires et le fait qu’éventuellement promoteurs et vendeurs particuliers mettront de l’eau dans leur rieseling.

C’est-à-dire ?

Qu’ils accepteront de baisser les prix exigés et permettront que se loger soit moins cher... tout ça entrera en jeu en plus du paquet. On ne pourra donc jamais vraiment savoir quel rôle exact il aura joué.

On peut éventuellement procéder objectif par objectif. Le communiqué de la semaine dernière parle « de faciliter l’accès au logement et, par la même, de soutenir le secteur de la construction ».

Entre 2017 et 2022, les ventes d’appartements, de maisons et de terrains ont représenté environ 8,2 milliards d’euros par an ; en 2023 ce chiffre est tombé à 4,3 milliards. Il y a ainsi une sorte d’*investment gap* de l’ordre de quatre milliards d’euros. Le paquet de relance, c’est 200 à 250 millions d’euros par an sur la table en comptant large, dont 120 au titre des achats de Vefa (ventes en l’état futur d’achèvement) déjà votés dans le cadre du budget.

Les ressources budgétaires sont limitées...

C’est vraiment compliqué. D’un côté, on peut se dire que 200 à 250 millions, vu l’*investment gap*, ce n’est pas assez ! Mais il faut aussi se poser la question de la préservation des intérêts du fisc. Entre l’amortissement accéléré qui est réaménagé, le *Bëllegen Akt* qui double, le crédit d’impôt location pour les investisseurs locatifs, l’augmentation de la déductibilité des intérêts d’emprunts, on peut d’un autre côté se poser la question des effets d’aubaine.

N’y a-t-il pas un risque de creusement des inégalités ?

C’est un sujet d’avenir, cela ne fait aucun doute. Il semble acquis et admis que le Luxembourg va cesser d’être une démocratie de propriétaires et devenir un territoire plus locatif ; forcément, les inégalités de patrimoine vont augmenter entre ceux qui ont pu accéder à la propriété et ceux qui sont condamnés à demeurer locataires et verser une partie de leurs rémunérations à des bailleurs. C’est le revers de ce genre de médaille. La question de l’impôt foncier, qui est un impôt sur la fortune immobilière, va donc probablement se poser de façon encore plus bruyante, y compris celle d’un impôt foncier véritable sur la résidence principale.

Le chantier des impôts (impôt foncier, impôt national sur les logements non-occupés, impôt à la mobilisation des terrains) a été ouvert par l’ancienne ministre de l’Intérieur, Taina Bofferding (LSAP)...

Oui, mais c’est un chantier technique, compliqué et de très longue haleine. Il est écrit dans l’accord de coalition que ce chantier-là sera poursuivi. Il reste à voir dans quels délais. Ce n’était évidemment pas un sujet dans le contexte de ce paquet de relance de court terme. Là on est sur des vieilles recettes fiscales connues, activables rapidement. Pour paraphraser les propos du vice-Premier ministre (Xavier Bettel, DP, ndlr) dans une interview (*d’Land*, 15.3.24) : il fallait faire quelque chose. C’est ce

qu’on a trouvé. Est-ce que c’est utile ? On peut se poser la question, mais on ne peut pas dire que ça ne sert à rien.

Est-ce que faire quelque chose, c’est faire n’importe quoi ici ?

Je ne dirais pas ça. Honnêtement, le signal envoyé n’est pas mauvais. C’est : Investisseur, investissez, on est là pour vous soutenir. Aspirant propriétaire-occupant, si vous le pouvez, achetez, on est là pour vous soutenir et garantir que la valeur de votre investissement ne s’effondre pas. Pareil pour les entreprises du secteur de la construction. On ne veut pas perdre la capacité de production de logements, donc on vous soutient. Ce n’est pas dans ce paquet-là, mais il avait été décidé avant de faciliter l’accès au chômage partiel (pour les entreprises du bâtiment, ndlr).

Et les locataires dans tout ça ?

On les aide par les subventions de loyer, la prime locative, l’exonération à 90 pour cent sur la gestion locative sociale et puis l’amortissement accéléré... Beaucoup de gens ne peuvent pas devenir propriétaires et à chaque locataire, il faut un bailleur. Donc, d’une certaine façon, soutenir les bailleurs, factuellement,

[...]

[Suite de la page 11]

c'est une mesure en faveur des locataires en bout de chaîne. Encore, une fois ce signal de soutien, de confiance.

Ce serait utile donc...

En tout cas, on ne peut pas dire que ça ne sert à rien. Pour filer une métaphore. Si vous deviez chauve et que je vous disais de manger cinq fruits et légumes par jour, on pourrait dire que ça ne sert à rien. Or, manger cinq fruits et légumes par jour, ce n'est quand même pas mauvais. Cela favorise le bien-être et éventuellement ralentit la chute des cheveux. Là, c'est un peu pareil. Ces mesures, c'est bon pour le moral et la confiance.

Ne nous trouvons-nous pas essentiellement dans une logique de marché ? L'aspect « gens » paraît sous-considéré. Par exemple, le plafonnement des loyers est mis de côté. Ce qui peut également nuire à l'attractivité du pays pour la main d'œuvre étrangère si l'on se place dans une perspective de *Standort*.

Les gens ne le comprennent pas toujours, mais l'investissement immobilier passe avant le logement. C'est cynique, évidemment. Mais vous savez, je suis économiste. C'est une science lugubre. Avec en moyenne 12 000 habitants en plus par an au Luxembourg, il faudrait construire environ 6 000 logements chaque année, comme l'a reconnu le Premier ministre. Il y a besoin donc nécessité de soutenir l'activité de construction. Il y a urgence que le marché de la Vefa, qui s'est effondré de 70 pour cent, reparte.

Mais il faut que des gens puissent accéder à ces constructions. Le pouvoir d'achat immobilier pour les nouveaux arrivants est limité. Idem pour la location...

Effectivement. Quand vous faites les calculs : les prix étant ce qu'ils sont, les taux d'intérêt étant ce qu'ils sont, même en intégrant les aides, vous voyez que la proportion de nouveaux ménages qui peut devenir propriétaire est plutôt faible. La demande de location va par conséquent nécessairement augmenter.

Plus de demande locative, les loyers risquent d'augmenter aussi.

À chaque locataire, il faut un bailleur. L'équation est simple et connue. Le stock de logements locatifs publics étant ce qu'il est, les locataires vont devoir compter sur des bailleurs privés. Il va donc falloir faire preuve d'intelligence et d'innovation pour à la fois soutenir les investisseurs bailleurs qui en temps normal

« Donner 80 000 euros de ristourne à un ménage qui peut acheter un logement d'un million d'euros, c'est un peu un non-sens dans un pays sans taxation de plus-value sur les résidences principales et où vous payez moins d'impôt foncier que de taxe d'aéroport sur un vol long-courrier »

pèsent à hauteur de quarante pour cent dans la Vefa, et empêcher qu'ils ne tondent de trop les locataires !

Avez-vous une proposition en tête ?

Vous avez droit à l'amortissement accéléré pendant six ans, mais pendant cette période-là, voire au-delà, vous devez louer votre bien à un prix qui est sérieusement administré. Il serait aussi possible d'imaginer des clauses de fonction, c'est-à-dire que vous devez louer à des personnes travaillant dans tel secteur en pénurie ou essentiel dont le salaire se situe dans telle fourchette. Bref, l'idée est de créer, en contrepartie des aides conséquentes que le fisc déverse sur les bailleurs, un secteur locatif intermédiaire.

Ce nouveau paquet, en plus des mesures qui existent déjà, n'est-ce pas un peu entretenir une bulle...

Il faut se rendre à l'évidence, si bulle il y a, elle est robuste ! Dans le sens où la correction s'est davantage faite sur les volumes que sur les prix. Franchement, donner 80 000 euros de ristourne de droits d'enregistrement à un ménage qui peut acheter un logement d'un million d'euros, voire plus, c'est un peu un non-sens dans un pays sans taxation de plus-value sur les résidences principales et où vous payez moins d'impôt foncier que de taxe d'aéroport sur un vol long-courrier. Mais, la machine est calée, il faut qu'elle reparte. Dans le contexte actuel, il faut envoyer des signaux de confiance et souhaiter que la machine reparte. Pour revenir à mon analogie de la calvitie, il faut fruits et légumes. Partir en Turquie, on verra plus tard. Et donc c'est plus tard, dans une période plus normale et normalisée qu'il faudra sérieusement se poser la question du caractère inflationniste et anti-redistributif des aides à l'acquisition et du prix indécent à partir duquel il ne faudrait pas soutenir un acquéreur ! Le *Bëllegen Akt*, sans condition de revenu ni de patrimoine, c'est 150 à 200 millions d'euros par an de dépenses fiscales. L'impôt foncier ne rapporte que quarante millions. Le moment viendra, j'imagine, où il y aura une réforme globale de la fiscalité immobilière qui rationalisera tout cela.

Et pour revenir sur la question du logement « abordable » ?

La meilleure façon d'analyser la politique sociale du logement au Luxembourg, c'est de regarder franchement la politique de vente de logements abordables. Quand vous avez un pays aussi riche et que 80 pour cent de la population est éligible pour l'acquisition de logements à coût abordable ou modéré, vous savez qu'il y a un gros problème de conception du modèle. Avant les gens dormaient devant la SNHBM pour s'inscrire. Aujourd'hui, les biens ne partent pas tous. Mais là aussi la bulle est robuste ! Il est intégré par tous qu'on ne peut pas avoir de corrections sur les prix. Les nouveaux plafonds de revenus annuels nets pour accéder à des logements à coûts abordable et modéré sont, pour une personne seule, 59 000 et 69 000 euros. 136 000 et 160 000 pour un ménage avec deux enfants. C'est quand même pour le moins discutable car il est admis de la sorte que les logements abordables ne peuvent pas être abordés par des ménages modestes.

Ces mesures, c'est une fuite en avant ?

Il est souvent dit que les biens qui sont vendus par les promoteurs privés ne reflètent pas nécessairement leur coût de revient, et plus précisément le prix auquel le terrain avait été acheté. Mais regardez les prix auxquels le Fonds Kirchberg vend ses logements abordables sous le régime de l'emphytéose. Dans le cadre du programme Kiem 2050, le mètre carré est vendu entre 9 000 et 10 000 euros sur des terrains achetés 300 000 francs luxembourgeois l'hectare via une procédure d'expropriation voilà cinquante ans. Ce qui est reproché aux promoteurs privés, il me semble que le Fonds Kirchberg le fait au max de sa maxence. Ce n'est pas une critique de ma part. C'est juste



« Espérer qu'il soit construit 6 000 logements par an au Luxembourg, c'est un peu souhaiter un miracle. »

Sven Becker

pour dire que la réalité du marché immobilier luxembourgeois, c'est cela. Un marché où même un logement abordable construit sur un terrain exproprié il y a des décennies est cher, voire hors de prix.

Le système actuel est donc défaillant ?

Poser la question est une preuve que la question se pose ! Cela dit, des défaillances se trouvent à tous les étages. Par exemple depuis 2002, l'État subventionne à hauteur de 75 pour cent des ASBL, puis des SIS (sociétés à impact sociétal), qui développent du logement locatif abordable. Je vois au bout de cette affaire un mystère qui relève de la défaillance. Pourquoi depuis 2002 les principaux employeurs du pays ou les chambres professionnelles qui se plaignent de soucis d'attractivité à cause du logement n'ont pas eu l'idée de créer des ASBL destinées à loger abordablement des salariés locataires. S'il y a une bonne raison à cela, je veux bien la connaître.

Achever 6 000 logements par an comme vous l'évoquiez, est-ce plausible ?

Maximiser le nombre de logements construits chaque année, c'est ce qui devrait être l'objectif principal de la politique du logement. Mais si je devais parier, je parierais que sur les cinq années qui arrivent, pas une seule fois le Luxembourg parviendra à achever 6 000 logements. Augmenter la production de moitié sur la période et passer de 4 000 à 6 000 logements, je ne crois pas cela possible. Mais, vu les perspectives de croissance démographique il y a une impérieuse nécessité de parvenir à approcher ce niveau. Il faudrait peut-être demander au Cardinal Hollerich de demander au Pape François de faire une prière lors de son passage dans le pays au mois de septembre pour que cela adienne ! Après tout, espérer qu'il soit construit 6 000 logements par an au Luxembourg, c'est un peu souhaiter un miracle

Résumé du paquet de relance pour le logement

Augmentation des plafonds de revenus pour toutes les aides individuelles au logement

Adaptation à la hausse de la subvention de loyer pour les ménages ayant des enfants à charge

L'État couvre une partie de la charge des intérêts débiteurs du crédit immobilier subventionné

L'État peut, sous certaines conditions, se porter garant du prêt

Les plafonds d'éligibilité pour les logements réalisés par les promoteurs publics destinés à la vente abordable ou à la vente à coût modéré sont revus à la hausse

Prolongation du programme Vefa

Augmentation de la dotation du fonds spécial pour le logement abordable

Voie de détresse

IIII Pierre Sorlut

Les banques avancent 350 millions pour lancer des programmes de logements

« Mir si pénktlech », introduit le ministre, Gilles Roth, mercredi après-midi à la House of Finance, rue Érasme. La conférence de presse en compagnie des patrons de banques liées à l'État commence même trois minutes avant l'heure prévue. Hâte d'annoncer la mesure. On n'a d'ailleurs pas pris le temps de lui trouver un nom plus sympathique que son appellation technique : le SPV immobilier résidentiel, un *special purpose vehicle* (une société anonyme « facilitateur » entre le promoteur et la banque « pour accélérer la construction de logements », informe le communiqué de presse associé.

Une « bad bank de l'immobilier », terme utilisé par *Paperjam* ? Plutôt un acheteur en dernier ressort pour les programmes en Vefa (vente en l'état futur d'achèvement). Un consortium de banques représentant les deux tiers du financement de l'immobilier luxembourgeois place 250 millions d'euros dans un fonds qui permettra d'accéder plus facilement à la garantie d'achèvement. Les règles de gestion du risque exigent normalement que 80 pour cent des biens soient vendus avant d'accorder le prêt au promoteur pour finaliser la construction. La BIL (dont l'État détient dix pour cent), la Spuerkeess, la SNCI (banques publiques), et Raiffeisen (banque coopérative) se disent prêtes, via ce SPV, à s'engager à partir de cinquante pour cent de pré-commercialisation de ces futurs immeubles d'appartements.

Depuis l'augmentation subite des taux par la BCE, le marché des Vefas est presque à l'abandon et le taux de chômage dans la construction explose. « Deblockéieren ass d'Stéchwuert », résume Françoise Thoma, à la tête de la Spuerkeess. L'initiative « SPV » permettrait de « mettre sur le marché » entre 800 et 1 300 logements, estime l'Association des banques (ABBL) qui l'a coordonnée. De son côté, la BGL (détenue majoritairement par BNP Paribas, en plus de l'État à 34 pour cent) a annoncé mettre à disposition une « enveloppe exceptionnelle » de cent

Plutôt que de baisser leur prix, les promoteurs gagnent du temps et de l'argent via le SPV

millions d'euros, « destinée à financer la construction d'environ 350 nouveaux logements ». En tout, ces initiatives appuieraient plus d'un tiers de la production annuelle de logements.

Il ne sera pas question d'acheter n'importe quoi, précisent les protagonistes. La gouvernance du SPV inclut un comité d'investissement. Ses membres exécutifs représentent les actionnaires fondateurs. Des membres consultatifs sont sélectionnés auprès du CAL 29 (la commission d'acquisition de logements du ministère de Claude Meisch) ou du Liser où officie Antoine Paccoud. Sous sa casquette de chercheur à l'Observatoire de l'habitat, l'intéressé indique face au *Land* avoir produit des statistiques pour déterminer les prix de marché, selon les régions et les transactions. Et les quelques transactions qui sont intervenues dans la Vefa ont permis de constater que les prix n'y avaient pas chuté (contrairement à l'existant).

L'objectif est justement de stabiliser les prix et de donner de la visibilité, martèle Gilles Roth. Le ministre des Finances appuie

le projet. Sa documentation indique que la rue de la Congrégation a donné « l'impulsion ». Contacté par le *Land*, Roland Kuhn (président de la Fédération des entreprises de la construction) informe que le projet a déjà été évoqué à la Table ronde du Logement à Senningen en février et que l'UEL est à l'initiative. Le promoteur se félicite qu'elle soit menée à bien : « C'est une très bonne chose. Il faut remercier là le gouvernement et les banques ».

Le SPV s'engagerait (au lancement du projet) à acheter les biens selon le prix moyen de la région et la qualité de l'actif. « Une décote est ensuite appliquée », explique le nouveau patron de la BIL, Jeffrey Dentzer (sa nomination a été officialisée quelques heures avant la conférence de presse). Le promoteur céderait au SPV le bien environ vingt pour cent moins cher que ce qu'il facturerait au client final. Qu'advient-il du bien ensuite ? Le ministère des Finances souligne que le transfert au SPV ne se matérialisera que si la baisse des taux annoncées et toutes les autres mesures mises en œuvre par ailleurs (notamment le paquet de relance voté la semaine passée) ne permettaient pas une reprise du marché. Le cas échéant, la structure cherchera à se défaire de ces propriétés immobilières auprès d'acquéreurs publics ou privés. « Certaines communes ont déjà signalé de manière informelle leur intérêt. L'État est également prêt à reprendre des objets le cas échéant, mais au prix décoté », informe le directeur du Trésor, Bob Kieffer face au *Land*.

Selon les protagonistes mercredi, il s'agit d'une mesure « temporaire ». Le fonds aurait une durée de vie de deux ans. Gilles Roth précise qu'il ne faut pas être « naïf », les participants à l'initiative « sont des sociétés commerciales et c'est aussi dans leur intérêt ». Les établissements de crédit veillent à ce que les actifs sous-jacents aux prêts qu'ils ont consentis ne perdent pas (excessivement) de valeur. Pour rappel, BGL BNP Paribas a réalisé 577 millions d'euros de bénéfices en 2023, en augmentation de quarante pour cent sur un an. Le profit de la BIL (à 202 millions) a progressé de trente pour cent. Celui de Raiffeisen de 85 pour cent (à 44 millions).

Le SPV immobilier résidentiel réjouit donc les promoteurs, mais il concurrence aussi le programme de rachat ouvert par l'ancien gouvernement où les prix sont tirés vers le bas (notamment par la Ville de Luxembourg) et qui devaient permettre de constituer un stock de logements abordables. Les promoteurs préféreront sans doute passer par la « bulle » du SPV. Ce dernier leur octroie un délai supplémentaire durant lequel ils pourraient trouver acquéreur et de préserver leur marge, plutôt que de baisser le prix pour tout le marché. Au pire, il exercera la vente « à prix coûtant » au SPV. ●

Installation
des parties
prenantes au
SPV immobilier
résidentiel
mercredi à
la House
of Finance



Marges de négociation

IIII Nicole Kerschen & Adrien Thomas

Comment augmenter le nombre et la qualité des conventions collectives de travail au Luxembourg ?



L'extension du domaine de la négociation collective apparaît comme un antidote à l'essor du populisme autoritaire

La directive de 2022 sur le salaire minimum adéquat dans l'Union européenne fixe l'objectif de porter à 80 pour cent le nombre de salariés couverts par une convention collective de travail. Avec un taux de couverture des conventions collectives de 59 pour cent, le Luxembourg est actuellement loin de cet objectif.

Adoptée à l'initiative du commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, Nicolas Schmit (LSAP), la directive voit la négociation de conventions collectives collective comme un moyen de briser le cercle vicieux de la pauvreté au travail. La directive souligne le fait que la proportion de travailleurs à bas salaires tend à être plus faible et les salaires minimaux plus élevés dans les pays où la couverture des conventions collectives est importante.

Chaque État membre de l'UE, qui n'atteint pas le seuil de 80 pour cent, doit établir un plan d'action national pour accroître le taux de couverture des conventions collectives. Dans le cas du Luxembourg, plusieurs pistes méritent d'être explorées afin d'augmenter le nombre de conventions collectives négociées et d'en renforcer la qualité.

Négociations sectorielles

Des conventions collectives peuvent être négociées au niveau des entreprises ou à l'échelle sectorielle entre les syndicats et les entreprises ou associations d'employeurs. Au Luxembourg, les disparités sont importantes entre les secteurs d'activité. Le taux de couverture est élevé, voire très élevé, dans l'administration publique et l'enseignement, dans la santé et l'action sociale, le transport ou la construction. Il est en revanche faible ou très faible dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration ou d'autres activités de services.

Une augmentation substantielle du taux de couverture des conventions collectives passe nécessairement par la négociation de nouvelles conventions collectives au niveau sectoriel. En effet, les pays européens qui ont un taux de couverture supérieur à 80 pour cent font une large part à la négociation sectorielle ou interprofessionnelle dans la régulation des conditions de travail et de rémunération. En particulier, dans des secteurs caractérisés par la présence de nombreuses entreprises de petite ou moyenne taille, comme le commerce ou l'hôtellerie et la restauration, la négociation d'accords collectifs sectoriels, déclarés d'obligation générale par le législateur, apparaît comme une voie privilégiée.

D'après le Code du travail luxembourgeois, les organisations syndicales et les organisations patronales peuvent prendre

l'initiative de demander l'ouverture de négociations. Dans ce cas, la partie sollicitée a l'obligation d'entamer la négociation. Cette disposition est souvent interprétée à tort, à notre avis, comme s'appliquant exclusivement au niveau de l'entreprise. En effet, rien dans la législation ne permet d'exclure a priori son application au niveau sectoriel. Elle pourrait donc constituer un levier pour relancer la négociation au niveau des secteurs d'activité.

Capacité à négocier

Dans la pratique, la négociation collective sectorielle achoppe cependant souvent sur l'absence d'un interlocuteur prêt à négocier du côté des employeurs. Un certain nombre d'organisations d'employeurs considèrent en effet qu'elles n'ont pas vocation à négocier et se positionnent comme de pures organisations de lobbying ou des prestataires de services pour leurs adhérents.

Contrairement à la législation applicable aux organisations syndicales, la loi encadre très faiblement l'acteur patronal de la négociation collective. Afin de garantir la capacité de négocier des organisations d'employeurs ne faudrait-il pas envisager d'aligner les dispositions pour les organisations d'employeurs sur celles applicables aux organisations syndicales tout en les adaptant à leur spécificité ? Une piste de réflexion pourrait aussi être de conférer pour certains secteurs de l'économie des mandats de négociation à la Chambre de commerce ou à la Chambre des métiers, institutions à affiliation obligatoire. En Autriche, la Wirtschaftskammer, également à adhésion obligatoire, est par exemple partie prenante de la négociation collective.

Le nombre de salariés couverts par une convention collective à l'intérieur des différentes entreprises est aussi à prendre en considération. Le Statoc estime le taux de couverture dans le secteur des activités financières et d'assurance à seulement 52 pour cent, malgré l'existence, dans ce secteur, de conventions collectives déclarées d'obligation générale. L'office statistique explique cette situation par la classification de nombreux salariés dans ces activités comme « cadres supérieurs », ce qui les exclut automatiquement de l'application de la convention collective. Les organisations syndicales critiquent fréquemment la classification abusive de salariés dans cette catégorie, évoquant l'existence de « faux » cadres supérieurs. Une disposition du Code du travail, qui passe un peu inaperçue, donne pourtant la possibilité aux syndicats de contester cette classification et de revendiquer la réintégration dans la convention collective de salariés qui ne répondent pas aux critères prévus par la législation. Par ailleurs, ils peuvent expressément inclure les

« vrais » cadres supérieurs dans la convention collective ou négocier une convention collective spécifique pour eux. La relance de cette disposition légale pourrait améliorer le taux de couverture des salariés dans le secteur financier et au-delà.

Principe de faveur

La négociation collective n'est pas une fin en soi. Elle vise à améliorer les conditions de travail et de rémunération. Selon le principe de faveur inscrit dans le Code du travail, une disposition conventionnelle « contraire aux lois et règlements est nulle, à moins qu'elle ne soit plus favorable pour les salariés ». En d'autres mots, la dérogation à la loi doit comporter une amélioration pour les salariés. Pour s'assurer de la qualité des conventions collectives négociées il apparaît opportun de relancer le principe de faveur auprès des organisations syndicales et patronales. Ceci implique une réflexion sur les ressources juridiques dont disposent ces organisations, mais aussi sur le contrôle de conformité des conventions collectives avec la loi, prévu dans le Code du travail. En particulier, le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les dispositions conventionnelles devrait être vérifié.

Renforcer le suivi par les autorités publiques de l'état de la négociation collective et de son évolution, ainsi que la recherche sur le processus d'élaboration et le contenu des conventions collectives, peut contribuer à améliorer la qualité des accords conclus et créer une culture sociale favorable à la négociation collective. Ceci implique en premier lieu de rendre accessibles les conventions collectives. Actuellement, les conventions collectives ne sont en effet pas publiques, sauf à être déclarées d'obligation générale. Il est donc nécessaire de mettre en place un répertoire des conventions collectives accessible au public, ainsi que de publier un rapport annuel détaillé sur la négociation collective, à l'instar des rapports annuels Bilans de la négociation collective publiés par le ministère du Travail en France. De plus, l'introduction d'un label pour les entreprises ayant conclu une convention collective d'entreprise ou adhérent à une convention sectorielle pourrait servir d'incitation à la négociation. Renforcer la négociation collective peut être un moyen de contrer la montée des inégalités sociales tout en étendant l'aire de la citoyenneté et de la démocratie au travail. L'extension du domaine de la négociation collective apparaît ainsi comme un antidote à l'essor du populisme autoritaire. ●

La savonnette de l'économie

IIII Georges Canto

Le pouvoir d'achat, une notion difficile à saisir et pourtant exploitée à l'envi par les candidats aux élections

Le pouvoir d'achat est une préoccupation constante des habitants des pays de l'UE, surtout en période d'inflation. Il s'invite régulièrement dans les campagnes électorales, les partis politiques rivalisant de promesses sur la manière de le préserver ou de l'augmenter. Il y a quinze ans en France, Nicolas Sarkozy se présentait ainsi comme « le président du pouvoir d'achat ». La définition de ce concept est aussi simple que sa mesure est compliquée, ouvrant la voie à des interprétations variées. Pour les économistes, « le pouvoir d'achat correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter ».

À ce titre, une mesure fondée sur le seul revenu, comme le PIB par habitant ou le salaire moyen, n'est pas appropriée. Il faut plutôt se pencher sur les dépenses. C'est ce que fait Eurostat pour ses comparaisons internationales, en utilisant la consommation individuelle effective (AIC en anglais, pour *actual individual consumption*). Elle est exprimée en standard de pouvoir d'achat (SPA), sorte de monnaie artificielle gommant les différences de prix et de change entre pays. Une unité permet de se procurer la même quantité de biens et de services dans tous les pays.

En 2022, un Européen a dépensé en moyenne 23 200 SPA. C'est au Luxembourg que le pouvoir d'achat était le plus élevé : avec 32.100 SPA par habitant, le niveau de consommation au Grand-Duché était supérieur de 38 pour cent à la moyenne de l'UE. Pour compléter le Top 5 venaient ensuite l'Autriche (27 500 SPA), l'Allemagne (27 400 SPA), les Pays-Bas (26 900 SPA) et la Belgique (26 700 SPA). À l'autre bout de l'échelle, les habitants des pays d'Europe centrale et orientale avaient un pouvoir d'achat nettement plus modeste : 16 100 SPA en Bulgarie ou 16 400 SPA en Hongrie. L'étude montrait une nette augmentation du pouvoir d'achat depuis 2010 : 35 pour cent en moyenne, avec des chiffres souvent plus élevés (doublement en Bulgarie).

La mesure du pouvoir d'achat par le biais des SPA est intéressante mais trop abstraite et peu « parlante » pour le grand public. Les économistes, les hommes politiques et les médias préfèrent utiliser une autre méthode, beaucoup plus simple. Elle ne prétend pas mesurer le pouvoir d'achat à un instant t, mais son évolution, ce qui est finalement l'essentiel pour les consommateurs. Elle consiste à comparer l'évolution du revenu

(généralement le salaire mensuel moyen) à celle de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Dans son édition du 10 mai, le quotidien *Les Échos* consacrait une pleine page à la question, en révélant qu'en France, « les salaires augmentent désormais plus vite que l'inflation » avec comme conséquence que « les ménages devraient enfin regagner du pouvoir d'achat ». Une heureuse nouvelle sachant que depuis le début 2021, la hausse des prix mesurée sur une base trimestrielle avait toujours été supérieure à celle du salaire mensuel de base. C'était la première baisse du pouvoir d'achat enregistrée depuis 2011. La tendance est la même dans les pays de l'UE où les données sont disponibles.

Cette mesure commode présente néanmoins des inconvénients, en raison notamment du mode de construction des deux indicateurs-clés. En France par exemple, le « salaire mensuel de base » correspond au salaire brut avant déduction des cotisations sociales et avant versement des prestations sociales. Il ne comprend ni les primes ni les heures supplémentaires. De plus il s'agit d'une moyenne, et en pratique il n'est perçu que par une minorité de salariés, les autres ne se reconnaissant pas dans son montant.

Les IPC sont calculés sur la base d'un panier moyen de biens et de services, avec une composition et des pondérations* correspondant à un consommateur moyen auquel il est souvent difficile de s'identifier. La conséquence est que, comme pour les températures, le « ressenti » des consommateurs peut être très éloigné de la statistique officielle, les laissant dubitatifs face à des annonces d'une augmentation du pouvoir d'achat. Pour Éric Hayer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) « dans l'idéal, il devrait exister un panier de biens spécifique pour chaque type de ménage ». De plus, selon les économistes, l'évolution du pouvoir d'achat ne peut être convenablement appréciée que sur une durée supérieure à un an, voire davantage, ce qui ne cadre pas avec l'agenda court-termiste des hommes politiques et explique pourquoi les campagnes axées sur la défense du pouvoir d'achat sont généralement vouées à l'échec. Même quand la hausse du pouvoir d'achat est avérée, personne ne s'en rend compte.

En se plaçant sur une période plus longue (au moins dix ans) le moyen le plus sûr de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat est d'utiliser le



Shopping en 2024

Sven Becker

Les campagnes axées sur la défense du pouvoir d'achat sont généralement vouées à l'échec. Même quand la hausse du pouvoir d'achat est avérée, personne ne s'en rend compte.

concept de prix réel, développé par l'économiste français Jean Fourastié (1907-1990). Il consiste à exprimer le prix d'un bien ou d'un service par le nombre d'heures de travail nécessaires à son acquisition. Dans son ouvrage *Le grand espoir du XX^e siècle*, publié en 1949, Fourastié estimait que le progrès technique allait provoquer une forte hausse de la productivité, qui permettrait à la fois une augmentation des salaires et une baisse des coûts de revient, donc des prix de vente, permettant ainsi aux salariés d'acheter davantage de produits, signant ainsi la croissance de leur pouvoir d'achat. Sa prévision s'est réalisée au-delà ce que l'on pouvait espérer, notamment pour les produits manufacturés.

Dans une interview au *Wort* le 27 avril, Charles Pletsch, vice-président de Spuerkeess rappelait qu'il y a soixante ans, il fallait 500 heures de travail à un employé non qualifié pour acheter une machine à laver. Aujourd'hui à peine 55 heures de travail lui sont nécessaires, pour un appareil de bien meilleure qualité. Le prix réel d'un lave-linge a été pratiquement divisé par dix. La forte progression de l'équipement des ménages en est la conséquence. Toutefois, selon Jean Fourastié les produits peu affectés par le progrès technique (c'est surtout le cas des services) connaîtraient une baisse plus limitée de leurs prix réels, voire pas de baisse du tout, ce qui a été confirmé par les statistiques.

De plus, les produits dont le prix nominal n'est pas directement lié au coût de revient, car il dépend

avant tout de la confrontation entre l'offre et la demande (immobilier) ou de l'intervention publique (carburants, timbres-poste) ne sont pas soumis à cette « loi d'airain » de la baisse tendancielle des prix réels. À Paris en 1973, un salarié payé au salaire minimum devait travailler 493 heures pour acheter un m² de logement. Cinquante ans plus tard en 2023, il aurait dû effectuer 876 heures (soit 78 pour cent de plus) pour la même transaction. Même si les prix de l'immobilier dans la capitale française sont hors normes, une tendance identique peut être observée dans toutes les grandes villes européennes.

Reste à savoir si les consommateurs peuvent apprécier ces évolutions. Lorsque le prix nominal du bien diminue, ce qui a été le cas des équipements électroniques et informatiques depuis les années 90, les acheteurs s'en rendent forcément compte. Mais quand le prix nominal augmente, en période d'inflation, la baisse du prix réel est plus difficile à apprécier, d'autant qu'il faut s'inscrire dans la durée. Prenons un exemple avec une voiture bien connue. Au moment de sa sortie en 1961, la Renault 4 (dite « 4L ») valait 5 000 francs français dans sa version milieu-de-gamme. Cela représentait alors 2 965 heures du salaire minimum français. En 1975, elle était toujours sur le marché avec peu de modifications, et coûtait 15 000 francs, soit trois fois plus. Mais à ce moment il ne fallait plus que 1973 heures pour l'acquérir. Son prix réel avait donc diminué de 33,5 pour cent, mais selon un sondage réalisé à l'époque les Français n'avaient absolument pas conscience que le « vrai prix » de la voiture avait baissé.

L'évolution des prix réels est le meilleur indicateur de l'évolution du pouvoir d'achat (il existe une très vaste base de données, dont certaines remontent à 1875, à l'École d'économie de Toulouse où enseigne le prix Nobel Jean Tirole), mais la méthode a l'inconvénient de ne pas être globale : l'analyse ne peut se faire que bien par bien. Il n'existe pas d'indice d'évolution des prix réels fondé sur un « panier moyen » qui serait difficile à construire. ●

*différentes d'un pays à l'autre, d'où l'utilisation d'un IPCH – indice des prix à la consommation harmonisé – pour les comparaisons internationales

PPP et PPA

Les amateurs de comparaisons internationales de niveaux de vie sont familiers des sigles PPP (*purchasing power parities*), en français PPA (parités de pouvoir d'achat). Au sein de la zone euro, des comparaisons de PIB par habitant en euros courants ou constants n'ont guère de sens compte tenu des niveaux de prix très différents d'un pays à l'autre. Si on veut comparer avec d'autres pays comme les États-Unis, le Japon ou la Suisse, il faut en plus tenir compte de la variation continue des taux de change. Pour cela l'OCDE calcule en général annuellement (la dernière livraison a eu lieu début avril) des PPA calculées sur la base des prix d'un panier commun et complet de biens et de services. Les PPA ne servent qu'aux comparaisons internationales. Les calculs peuvent modifier sensiblement la hiérarchie établie en monnaies courantes, car selon les pays le PIB par habitant par exemple, exprimé en PPA, peut être supérieur ou inférieur au PIB par habitant en euros courants. Ainsi au Luxembourg en 2022, selon la Banque Mondiale, le PIB par habitant était de 118 706 euros courants et de 139 085 euros PPA, soit 17 pour cent de plus. En Suisse ce serait l'inverse. GC



Une galerie de portraits de fiers mineurs

Simon au charbon

IIII France Clarinval

La galerie Reuter Bausch expose les hommages aux mineurs peints par Simon Demeuter

Dans l'exposition *Love is a burning thing*, il y a deux ans, on avait découvert des cowboys allumant leur cigarette, dessinés par Simon Demeuter à gros traits colorés. Inspirés des publicités Marlboro des années 1970, ces personnages laissaient apparaître une forme d'ultra virilité proche des standards homoérotiques à la George Quaintance ou Tom of Finland, tout en s'éloignant du réalisme de ces derniers. Dans d'autres séries, l'artiste aborde d'autres symboles traditionnellement associés à la masculinité : le grand-père, les sculptures grecques, les gladiateurs...

La série *Charbon*, actuellement exposée chez Reuter Bausch, puise dans la même veine. Le personnage du mineur est placé dans l'obscurité, ici un fond bleu nuit. Là où les cowboys étaient éclairés par leur cigarette, les mineurs sont mis en lumière par les lampes des galeries. Dans les deux cas, l'artiste travaille avec des couleurs unies. Les aplats vifs, rose, jaune, vert ou rouge soulignent la simplicité des traits. On se souvient alors aussi des toiles plus abstraites, *Windows on Fire* qui prouvent que la couleur est l'outil primordial de l'artiste pour évoquer une émotion, une impression, une sensation, une humeur ou un état physique ou mental.

La couleur ne va pas sans le trait. Inspiré par les arts populaires, le cinéma ou la musique, Simon Demeuter, qui a étudié le graphisme,

Les visages des mineurs se réduisent à quelques traits, mais sont pourtant tous différents

s'intéresse autant aux techniques qu'à la composition : Il se dit ravi d'avoir trouvé de la peinture fluo de qualité pour faire ressortir les lignes tracées au pastel à l'huile et prend confiance

en expérimentant diverses techniques. « Je garde une sorte de complexe de ne pas avoir étudié la peinture et de l'avoir explorée seul. Mais plus le temps passe, plus je l'apprécie. »

La pratique picturale de Simon Demeuter est guidée par la recherche d'une simplification extrême des formes, comme des représentations idéalisées, « peuplées de corps doux et robustes », selon les mots de l'artiste. Les visages des mineurs se réduisent à quelques traits pour dire les yeux, la bouche, la moustache, la cigarette, le casque. Un dessin qui évoque Cocteau ou Matisse, que Simon Demeuter cite volontiers : « À travers mes tableaux, je cherche, grâce à mon regard, de faire surgir, d'extraire, des beautés cachées. Il y a des fleurs partout pour qui veut les voir, disait Matisse. Maintenant, je les vois aussi ».

Né en 1991 à Soignies (non loin de La Louvière, en Belgique), Simon Demeuter puise ici dans ses souvenirs d'enfance. Les paysages de cette région sont marqués par son passé minier. La terre noire des terrils est aujourd'hui recouverte de verdure mais ces monticules restent les stigmates d'une industrie autrefois florissante. « Je n'ai jamais eu d'attachement particulier à ma région natale. Son charme échappait à ma perception, alors que d'autres y voyaient une beauté singulière », relate-t-il. Son parcours de vie l'a éloigné de cette terre, ses études l'ont

amené à Bruxelles, il travaille aujourd'hui dans un atelier à Paris. « Mais le temps nous rappelle à nos origines, notre passé reste inscrit en nous. » Puisant alors dans une certaine mélancolie d'un autre temps, Simon Demeuter rend hommage à ces hommes et ces femmes, souvent immigrés, qui sont venus en Belgique à la recherche d'une vie meilleure. Malgré une esthétique dépouillée, les personnages sont bien différents les uns des autres, comme une vraie galerie de portraits : une barbe ici, des lèvres épaisses là, un bonnet ou un casque, une pioche ou une pelle, une cigarette, une bouteille ou une pipe.

La nostalgie est souvent présente dans le travail de Simon Demeuter. « Le passage du temps et la disparition inexorable de tout sont des thèmes récurrents dans mes œuvres », explique l'artiste. Il part d'un objet, d'un personnage ou d'un paysage pour le travailler, par couches et par effacement, avec des variations gestuelles, de couleurs ou de tailles, pour retrouver la trace de ses émotions. Ainsi, il parle des œuvres de Munch où il voit « une sorte de mélancolie, de tristesse et de gravité qui m'ont toujours marqué. » Les mineurs sont sortis de dessous la terre, ils nous regardent fièrement. ●

Charbon de Simon Demeuter est à voir à la galerie Reuter Bausch à Luxembourg jusqu'au 1^{er} juin



Les œuvres de Raynaud sur les bancs d'école de Prouvé

Jean-Pierre Raynaud retourne à l'école

IIII Loïc Millot

Charmant village situé aux abords de Metz, Vantoux est devenu, le temps d'une soirée, l'épicentre de l'art contemporain dans le Grand Est. Jeudi 16 mai, il y avait en effet foule dans l'enceinte de l'école communale conçue en 1950 par Jean Prouvé, dans le contexte de reconstruction menée par l'État français en matière de logements et d'infrastructures. Avec sa structure éphémère, démontable et mobile, et ses parois criblées de hublots dignes d'un vaisseau des mers, le lieu étonne autant par sa modernité que par son élégance aux lignes épurées. Tout droit sortie des Ateliers Prouvé, alors installés à Maxéville, près de Nancy, l'école de Vantoux constitue un « modèle industrialisable d'école rurale à une classe, avec logement d'instituteur, dont les éléments doivent pouvoir être fabriqués en grande série, facilement montés et sur n'importe quel site », nous apprend le site de référence dédié à l'illustre architecte et constructeur français. L'école avait finalement été pérennisée, remplissant sa fonction pédagogique jusqu'en 2014. S'ensuit une longue période de restauration de l'édifice, jusqu'à son incroyable conversion aujourd'hui en galerie d'art privée, dix ans après sa mise à l'arrêt.

Ce n'est pas cependant pour la seule valeur patrimoniale de l'édifice que l'on se précipitait ce soir-là à Vantoux. Artistes, collectionneurs, professionnels de la culture et édiles, bien sûr, se sont donné rendez-vous au vernissage de l'exposition *Prouvé-Raynaud. Alphabet pour adultes* de Jean-Pierre Raynaud, première exposition de la toute nouvelle galerie Nathan Chiche, du nom du nouveau maître des lieux (et fils de la galeriste Patricia Chicheportiche, également co-fondatrice de la présente galerie). La presse spécialisée parisienne fut dépêchée sur place pour immortaliser

l'événement. Même l'artiste Jean-Pierre Raynaud, âgé de 85 ans, a fait le déplacement. Pour cet événement, la communication de la galerie a évidemment joué sur le thème de la « Rentrée des classes ». Le catalogue remis au public revêtait l'aspect d'un carnet d'école, où quelques notes de Raynaud sont inscrites sur un papier à petits carreaux, comme si l'artiste retrouvait les bancs de l'école. On découvre également dans le fascicule la photo en noir et blanc d'une classe d'élèves assidus, en plein effort, sous le regard sévère de l'instituteur, incontestable autorité du village aux côtés du curé et du maire. Plus de 200 personnes se sont jointes aux festivités, parcourant le préau, la salle de classe, la librairie et les alentours où paissent quelques chèvres. Signe des temps, l'avènement d'une galerie d'art d'envergure à Vantoux conforte l'attrait des campagnes dans le milieu de l'art contemporain, à l'instar de la Synagogue de Delme, de l'Atelier Meisenthal ou encore de la récente implantation de la maison d'édition Macula dans un village de Meuse.

De son usage scolaire initial ont été conservés, outre la structure d'ensemble où l'on retrouve le style caractéristique de l'architecte, le tableau noir du malheur et les bancs appariés des écoliers. Tout l'enjeu de l'exposition consiste à établir un dialogue entre Prouvé et Raynaud, entre le patrimoine et l'art contemporain, entre un lieu et son actualisation en espace d'exposition. Ce rapprochement est du plus bel effet. L'école Prouvé s'avère un écran parfait pour les œuvres sérielles et minimales de Raynaud, artiste que l'on sait particulièrement sensible à l'habitat. (À La Celle-Saint-Cloud, à l'ouest de Paris, il entama en 1969 la construction d'une maison sans fenêtre et entièrement recouverte de carrelage blanc).

L'exposition établit un dialogue entre Prouvé et Raynaud, patrimoine et art contemporain

Ingénieusement, les bancs ont été utilisés comme supports d'exposition, présentant les œuvres à l'horizontale. Aux hublots de Prouvé répondent, symétriquement, les carreaux de faïence de Raynaud, tous frappés d'un crâne en guise de vanité. À la répétition sérielle d'un même motif sur céramique, l'artiste a ajouté une combinaison aléatoire de signes (trois lettres ou trois chiffres) différenciés par une couleur primaire (jaune d'or, bleu céleste, vert profond ou rouge vif, couleur fétiche de l'artiste depuis son obsession précoce pour les panneaux sens interdit), donnant ainsi à chacune des pièces un caractère unique. Raynaud rassemble ses forces autour de son œuvre propre, puisque les carreaux exposés ici proviennent du pavillon français qu'il a conçu pour la 45^e Biennale de Venise. C'était en 1993, et le plasticien reçut cette année-là le prix d'honneur de la manifestation italienne.

Enfance et finitude : voici les deux extrémités de la vie réunies en une même image, en un même objet, une contraction temporelle héritée de l'iconographie chrétienne. Mais cette réf-

rence à la tradition occidentale des images est rendue figée, comme morte. Et même doublement morte : par le recours à un cliché iconographique (le crâne de la vanité, motif sécularisé que l'on voit désormais partout, jusque sur des T-shirts) et à un moyen de reproduction répétant ce motif à l'identique. La vie est dès lors du côté de l'enfance, qui se présente à nous dans toute sa simplicité, au moyen d'un joyeux enchevêtrement de lettres, de chiffres et de couleurs primaires. *Alphabet pour adultes* livre à la fois la méditation d'un homme proche de la mort et offre une célébration de la vie, de l'enfance, des hasards qui façonnent une existence. Un parti pris poétique qui semble bien correspondre à la vie même du plasticien, qui s'est toujours demandé ce qui définissait un artiste. Lui qui, débarrassé de tout modèle, a investi comme jamais les pots de fleurs (dont le plus célèbre, doré, a durablement trôné sur le parvis du Centre Pompidou) et des panneaux de sens interdit. Lui qui a fait des toiles-drapeaux et s'est retrouvé à fréquenter les principaux hérauts du Nouveau réalisme (Tinguely, Spoerri, Klein, Arman), encouragé notamment par Eva Aeppli. Lui qui a élevé enfin la destruction au rang d'œuvre d'art à part entière.

Ce soir-là, les couleurs choisies par Raynaud prédominaient sur le site et le paysage alentour. À l'intérieur de l'école, le rouge de la structure portante, le jaune paille des bancs d'écolier. Dehors, le bleu du ciel et le vert éclatant des prés. ●

L'exposition *Prouvé-Raynaud. Alphabet pour adultes*, est à voir à la galerie Nathan Chiche à Vantoux jusqu'au 26 août. nathanchiche.com



Wahrnehmungs-Spiel und Verzerrung

IIII Anina Valle Thiele

Das Mudam spiegelt mit den Ausstellungen von Lawrence Abu Hamdan und Sin Wai Kin den Zeitgeist in der Kunstwelt wider. Der Erwerb des Werks *Air Conditioning* für die Sammlung ist ein Statement

Die 60. Kunstbiennale in Venedig hat sich unter der Leitung eines erstmals queeren Kurators, des Brasilianers Adriano Pedrosa, dezidiert dem Antikolonialismus verschrieben und zeigt in diesem Jahr vor allem Werke aus dem sogenannten globalen Süden. Als Nebenerscheinung des Nahostkriegs wurde vom Kollektiv Art not genocide alliance (ANGA) zum Boykott des israelischen Pavillons aufgerufen, obwohl die Künstlerin Ruth Patir, die diesen ursprünglich mit ihrer Ausstellung „(M)otherland“ bespielen sollte, kritisch gegenüber der Regierung Netanjahu eingestellt ist und mit ihrem Beitrag keine nationalistische Position vertritt, sondern das Primat der Mutterschaft hinterfragt.

Die beiden Ausstellungen im Mudam, *Portraits* von Sin Wai Kin und *Air Conditioning* von Lawrence Abu Hamdan im Untergeschoss lassen sich als Echo dieser internationalen Kunstdtrends lesen. Die quietschbunten Portraitvideos der Kanadierin Sin Wai Kin, die die nicht-binäre Künstlerin eigens für das Foyer des Mudam konzipiert hat, wirken harmlos verspielt und doch irritierend. Sie greift in der Serie auf bekannte kunsthistorische Motive wie die Mona Lisa zurück, ihre Arrangements, wie in einer Darbietung vor Vorhängen installiert (Kuratorin: Marie-Noël-

le Farcy), hinterfragen Identität und spielen mit der Wahrnehmung. Die als Loop montierten Bilder der von Sin Wai Kin verkörperten Figuren zitieren Werke verschiedener Epochen und bieten Imaginationsflächen für Identitäts- und Realitätsvorstellungen. So spiegelt sich in einem Werk, Bezug nehmend auf Caravaggios *Narziss*, ein Jüngling mit rotem Haar in einem See. Vorab stoßen die Besucher/innen im Foyer des Untergeschosses auf eine weiße Kopfbüste mit orangener Perücke auf grasgrünem Boden. Zwischen Künstlichkeit und David Lynch wirken die Videos bedrohlich und anziehend zugleich. Die verlangsamten Bewegungen ihrer Protagonist/innen sprengen die Grenzen des Porträts, insofern sie dazu ermutigen, zu reagieren und die Blicke gar zu erwidern.

Mit *Air Conditioning* von Lawrence Abu Hamdan geht das Mudam noch einen Schritt weiter als die Biennale, wiewohl sein Buch *Dirty Evidence* im Shop der großen Kunstschau in Venedig auch direkt neben ihrem Katalog beworben wird. Der Titel bezieht sich auf Abu Hamdans Definition von „Beweisen“, die ihren Wahrheitswert aus ihrer Unzulässigkeit vor dem „Gesetz“ beziehen. Gerade der figurative Schmutz und die verstörende Schmutzigkeit der Beweise sollen hier die

Erkenntnis eröffnenden Anstöße geben. Der Raum der Kunst ist für ihn ein Ort, an dem die Aufmerksamkeit auf reale gesellschaftspolitische Bedingungen gelenkt werden kann, um diese infrage zu stellen.

Die über 54 Meter lange Installation *Air Conditioning*, die derzeit (und noch bis zum 9. Juni) im Untergeschoss zu sehen ist (Kuratorin: Vanessa Lecomte), geht auf die Zeit zwischen Mai 2020-2021 zurück. Anhand langwieriger Recherchen untersuchte und kompilierte der Künstler offen verfügbare Daten aus der digitalen Bibliothek der Vereinten Nationen, um die „Verletzungen“ des libanesischen Luftraums durch die israelische Luftwaffe über einen Zeitraum von 15 Jahren (von 2007 bis 2021) zu kartografieren. Bettina Steinbrügge, seit April 2022 Direktorin des Mudam, hat das Werk des jordanischen Künstlers vor Kurzem für die Sammlung des Hauses erworben.

Jeder der 365 Zentimeter langen Fotoabzüge steht für ein Jahr, jeder Zentimeter entspricht einem Tag. Höhe und Dicke der Wolkenschicht geben Anzahl der Flugzeuge beziehungsweise Dauer der Flüge wieder. Das bedrohliche Dröhnen der Kampffjets, das Brummen der Aufklärungsdrohnen, ein ständiges Surren der Minidrohnen stellt

Abu Hamdan durch die Abtönung und Dichte der Wolken dar. So beleuchte der Künstler „die traumatische Lärmbelästigung auf Menschen, die ihr systematisch und über längere Zeiträume hinweg ausgesetzt sind“.

Der sich selbst als „Audio-Ermittler“ und „Geräuschdetektiv“ bezeichnende Künstler Abu Hamdan dokumentiert mit *Air Conditioning* nach eigenen Angaben die „atmosphärische Gewalt“, die von Israel ausgehe. Auf der Bildserie, die sich kreisförmig über eine lange Wand erstreckt, ist ein schier endloser, von Rauchwolken bedeckter Horizont zu sehen. Besucher/innen können anfangs über Kopfhörer den Geräuschen lauschen.

In der begleitenden Broschüre liest man in einem Interview des Journalisten Finn Blythe mit dem Künstler, dass der aus hunderten von Amateurclips zusammengestellte Film „die täglichen Übergriffe“ neben der Webseite, auf der diese Daten veröffentlicht wurden, „fünfzehn Jahre singularisierter Verbrechen zu einem einzigen unwiderlegbaren Akt staatlich gebilligter Schallkriegsführung“ verdichte. In dem Interview erfährt man zudem, dass der Künstler wusste, „dass er mit dieser Arbeit einen Krieg an mehreren

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Culs-de-sac nationalistes

IIII Jean Lasar

La formation d'un gouvernement comprenant un parti d'extrême-droite aux Pays-Bas préfigure-t-elle un glissement généralisé vers le bord ultra-conservateur du spectre politique en Europe ? Et, si c'est le cas, que peut augurer ce qui se passe chez nos voisins néerlandais pour l'évolution des politiques climatiques sur le Vieux Continent?

Ce qui saute aux yeux, avec la victoire de Geert Wilders aux élections de novembre dernier, c'est l'aisance avec laquelle son parti, ouvertement islamophobe et intolérant, a réussi à déplacer le centre de gravité des débats. Face à la complexité des défis qu'affronte l'humanité, à la remise en question résolue du statu quo et aux décisions radicales qu'elles imposent, le nationalisme et le chauvinisme offrent des réponses simples, qui se présentent comme frappées au coin du bon sens, mais qui surtout promettent à ceux qui les gobent une défense inconditionnelle de leurs privilèges et la restauration d'un « bon vieux temps » fantasmé. Au-delà de la diabolisation des migrants, ancrée plus ou moins ouvertement dans le racisme, cette dérive se traduit aussi habituellement, pour faire bonne mesure, par un positionnement agrarien qui idéalise un mode de production agricole fondamentalement insoutenable. Aux côtés du PVV (Partij voor de Vrijheid), le parti du rhéteur impénitent condamné pour avoir insulté des concitoyens d'origine marocaine, on trouve le BBB (Boer Burger Beweging) qui fait campagne contre les contraintes environnementales et pour une utilisation désinhibée des nitrates. Ces deux partis, de même que le NSC (Nieuw Sociaal Contract) de Peter Omtzigt, sont des mouvements dits de protestation ; seul le quatrième membre de la coalition, le conservateur-libéral VVD (Volkspartij voor Vrijheid en Democratie) emmené jusqu'aux élections de novembre par le précédent Premier ministre Mark Rutte, est une formation « historique ».

Cet attelage hétéroclite et inexpérimenté a annoncé la semaine dernière un accord

prévoyant « la politique d'asile la plus stricte de tous les temps » et l'expulsion à grande échelle des habitants sans permis de séjour. Certes, l'accord de coalition indique que le futur gouvernement, qui sera vraisemblablement dirigé par un technocrate, poursuivra certains projets d'action climatique existants, dont les abondements à un fonds établi l'an dernier pour financer l'adaptation au changement climatique (qui seront néanmoins réduits). C'est une des concessions que le parti de Geert Wilders, qui qualifie d'« hystériques » les efforts de réduction des émissions de CO₂ et dont les positions sur le climat relèvent du déni, a dû faire pour parvenir à un accord de gouvernement. Il n'empêche : par ailleurs, le texte adopté le 16 mai prévoit de réintroduire une vitesse maximale diurne sur les autoroutes de 130 km/h là où c'est possible (au lieu de 100), d'abandonner les objectifs d'installations de pompes à chaleur, de réintroduire à partir de 2027 le subventionnement du diesel aux agriculteurs... Alors que le précédent gouvernement néerlandais s'était distingué par des ambitions relativement fortes sur le climat – motivées, sans doute au moins en partie, par le fait que 26 pour cent de la surface du pays se trouve sous le niveau de la mer –, la nouvelle coalition va chercher à infléchir ce cap. Pas sûr au demeurant qu'elle y parvienne, d'abord parce qu'elle ne dispose pas de la majorité au Sénat, ensuite parce que certaines « exemptions » qu'elle entend arracher à Bruxelles lui seront refusées par la Commission, enfin parce que les organisations environnementales du pays ont bon espoir de parvenir à bloquer certains projets en portant plainte contre eux.

C'est surtout parce qu'elle déplace le cœur du débat politique vers les thématiques de l'exclusion et de la défense des privilèges acquis, à 180 degrés des approches solidaires que requiert la crise climatique, que la victoire du PVV et la formation de ce gouvernement dirigé par l'extrême-droite est aussi,

en pratique, celle du modèle thermo-industriel. Les partis de la droite extrême sont désormais au pouvoir, comme partenaires seniors ou juniors, dans une demi-douzaine des 27 États de l'Union. La plupart des sondages prédisent une poussée notable de ces partis aux élections européennes, y compris pour le PVV. Si les électeurs succombent aux sirènes des Fratelli d'Italia, PiS, Fidesz, AfD, RN et autres Reconquête le mois prochain, la dynamique à l'œuvre à La Haye risque de s'installer aussi dans les instances européennes. S'ils gagnent en influence au Parlement européen, ces partis, aux positionnements plus ou moins eurosceptiques, auront beau jeu d'envenimer les débats et de miser sur la paralysie – alors que la timidité des efforts d'action climatique entrepris à ce jour rendent nécessaire, au contraire, un redoublement d'ambition. S'ils parviennent à s'allier aux conservateurs, remplaçant les libéraux et les sociaux-démocrates, le débat politique européen se transformera rapidement en une foire d'empoigne sur un resserrement des quotas d'asile et un détricotage des directives de protection de l'environnement. Avec à la clé, par ricochet, un escamotage de la problématique de la limitation des émissions de gaz à effet de serre, pour laquelle il deviendra beaucoup plus difficile de trouver des majorités.

Cette perspective est, heureusement, loin d'être inéluctable. Les analystes politiques s'accordent à dire, au vu des grands écarts que ses membres ont dû faire pour entendre, que la nouvelle coalition néerlandaise n'est pas assurée de tenir très longtemps. De même, on peut gager que la tentative des mouvements ultra-nationalistes européens de focaliser l'attention des électeurs sur des questions, désuètes, de préférence nationale et de défense de l'immobilisme fera long feu : les lois de la thermodynamique, qui continueront de faire bouillir notre planète tant que nous ne nous mettrons pas pour de bon à la décarbonation, n'ont que faire du tracé des frontières européennes. ●

Fronten führen würde“. Ferner ist vom „Schweigen der Hisbollah“ die Rede, die 22 000 Gelegenheiten verpasst habe, „um zu beweisen, dass sie die Widerstandskraft ist, die sie vorgibt zu sein“.

Spätestens mit solchen Äußerungen stellt der Künstler sein Werk in einen Kontext, der nicht auf das Leiden der libanesischen Zivilbevölkerung abstellt, sondern auf eine einseitige politische Anklage Israels in einem Konflikt, dessen maßgeblicher Anlass ja die Herrschaft der Terrororganisation Hisbollah in weiten Teilen des Libanons ist. Gäbe es nur eine „Schallkriegsführung“ der Hisbollah gegen Israel, flögen keine israelischen Flugzeuge oder Drohnen über dem Libanon.

Mit den beiden aktuellen Ausstellungen spiegelt Steinbrügge, die vor zwei Jahren als Direktorin mit dem Anspruch angetreten ist, im Mudam das zu zeigen, was es an internationaler Kunst gibt und was gerade diskutiert wird, zweifellos aktuelle Trends der Kunstwelt wider. Auch *Air Conditioning* von Abu Hamdan reiht sich da ein, antiisraelische Agitation ist in der Kunstszene gerade groß in Mode – meist noch im Tonfall eines halluzinierten Tabubruchs. Ob sich eine staatliche Museumssammlung so unhinterfragt hieran beteiligen sollte, scheint eine berechtigte Frage. ●

Die Ausstellungen „Air Conditioning“ von Lawrence Abu Hamdan und „Portraits“ von Sin Wai Kin sind noch bis zum 09. Juni 2024 im Mudam zu sehen.



D'GEDICHT VUN DER WOCH

Reklammen

IIII Jacques Drescher

Fir Dech. Fir Muer. Elo!
Ruffen d’Kandidat*Innen
Vun déi Gréng. Elo gläich oder
Eréischt muer? Wat dann elo?

Mir stinn zesumme géint
Kapital a Krich, behaapten
Déi Lénk. Mee beim Thema Nato
Lafen se gläich auserneen.

Europa bräicht e staarkt Häerz,
Behaapten d’Sozialisten.
Op den Affichen gesäit ee just
De staarke Bauch vum Spätzekandidat.

Lëtzebuerg bräicht eng staark Stëmm
An Europa, behaupt de Luc Frieden
Am Walspot vun der CSV.
Mee seng Stëmm kléngt ganz raschteg.

Notizen aus Cannes (1)

IIII Marc Trappendreher

In Cannes soll die Filmqualität im Vordergrund stehen, Politik nur auf der Leinwand ausgetragen werden, nicht auf dem das Festivalgelände. Obwohl Festivaldirektor Thierry Frémaux bei der Filmauswahl eine Normierung nach Geschlechtergleichheit vehement ablehnt und ausschließlich Qualitätsansprüche als Maßstab fordert, ist eine Tendenz bei der Auswahl doch erkennbar, die dieses streitbare Moment geschickt zu umfahren versucht: Bisher sind fast alle Filme aus der Frauenperspektive erzählt. Das gilt nicht nur für eine Vielzahl der Filme im Hauptwettbewerb, sondern auch für große Action-Blockbuster, wie zum Beispiel *Mad Max: Furiosa*.

Im Wettbewerb um die Goldene Palme gibt es etwa *Bird*, den neuen Spielfilm der britischen Filmemacherin Andrea Arnold: *Bird* erzählt von der zwölfjährigen Bailey (Nykiya Adams), die mit ihrem Halbbruder bei ihrem Vater (Bary Kheogan) in einem besetzten Haus lebt, während die Mutter mit drei weiteren Kindern nicht weit entfernt mit einem gewalttätigen Liebhaber zusammenlebt. Perspektiven wollen sich für die junge Bailey nicht ergeben. Aufgebrochen wird diese Tristesse, als Bailey auf den mysteriösen Bird (Franz Rogowski) trifft, einen vogelfreien Sonderling, der ihre Neugier weckt und ihr Hoffnung spendet. Der Handlungsort Khent ist für Arnold nicht neu, bereits in *Fish Tank* explorierte sie das Milieu in Bezug auf die Adoleszenz zwischen Reife und Schutzbedürfnis. Arnold reiht sich auch mit *Bird* in eine Tendenz des britischen Kinos ein, das sozial-realistisch ist, aber die Pforte zur Fantasie aufmacht und sehr spielerisch-leicht eine Form des Magischen Realismus bedient. Es ist dieses nahtlose Oszillieren zwischen dem halbdokumentarischen Charakter der Bilder, die auch und besonders durch Smartphone-Aufnahmen gestiftet werden, hin zu poetisch aufgeladenen Einstellungen, die die Natur als Me-

Diamond brut: Agathe Riedinger betrachtet die Ideologie der Werbekörper, die sich mit dem Phänomen der sozialen Netzwerke etabliert hat

tapher für die Freiheit gegen die harte Lebensrealität eines sozial unterprivilegierten Milieus stellen. Dabei hält der Filmtitel sein Versprechen, nicht nur mit dem Namen der Filmfigur, nicht nur über die Bezüge zu allerlei Vogelarten, sondern auch durch den Erzählfluss, der eine nahezu fliegende Bewegung annimmt.

Der Blick auf ein sozial benachteiligtes Milieu bestimmt auch den Erstlingsfilm der Französin Agathe Riedinger. In *Diamond brut* begeben wir uns in die sonnendurchflutete Mittelmeerstadt Fréjus, wo die neunzehnjährige Liane (Malou Khebizi) sich als Influencerin einen großen Namen zu machen erhofft. Sehr viel stärker als Arnold an einer harschen Coming-of-Age-Geschichte orientiert, betrachtet Riedinger die Ideologie der Werbekörper, die sich mit dem Phänomen der sozialen Netzwerke etabliert hat. Liane träumt vom großen Durchbruch, den die Teilnahme an einer Reality-TV-Show in Aussicht stellt. So groß Lianes Illusionen sind, so klarsichtig und desillusioniert blickt Riedinger auf Abhängigkeitsverhältnisse und wie sich die Hoffnungen der einen von den Hoffnungen der anderen nähren, ohne dass jemand sich

über größere Sinnzusammenhänge klar würde – ein ganz toxisches Verhältnis.

Filme, die sich in erster Linie über die Wirkungsmacht der Form, den audiovisuellen Sinneseindruck ins Bewusstsein eingraben, gibt es noch. *Pigen med nålen* (*The Girl with the Needle*) des schwedischen Regisseurs Magnus van Horn ist ein solcher Film: Das historische Drama basiert auf dem Leben der dänischen Serienmörderin Dagmar Overby, die hier von Trine Dyrholm verkörpert wird. Doch es ist die fiktive Frauenfigur der Karoline, an die wir angebunden werden. Kopenhagen in den Wirren der Nachkriegsjahre des Ersten Weltkriegs: Die junge schwangere Karoline nimmt eine Stelle als Amme bei einer älteren Frau namens Dagmar an, um ihren Lebensunterhalt zu bestreiten. Dagmar betreibt unter dem Deckmantel eines Süßwarenladens eine geheime Adoptionsagentur, die benachteiligten Müttern hilft, ihre ungewollten Neugeborenen in Pflegefamilien unterzubringen. Karoline freundet sich mit Dagmar an, doch schon bald wird sie mit der albtraumhaften Realität konfrontiert, in die sie unwissentlich hineingeraten ist. Mit Schwarz-Weiß-Aufnahmen eröffnet Van Horn eine kompromisslose und schonungslose Ästhetik der Trostlosigkeit, die den nur lose zu Grunde liegenden kriminalistischen Plot in Bildwelten Carl Theodor Dreyers oder Ingmar Bergmans überführt. In der Grausamkeit einer Kopenhagener Gesellschaft der unmittelbaren Nachkriegszeit sucht der Film in der Form doppelt – in Strenge und in Konzentration – nach der Schmerzgrenze.

Nicht so bei Coppola: Sein neuer Film lehnt Strenge und Konzentration ab, sein Titel *Megalopolis* indes ist Programm: Das Zügellose einer dekadenten machtrunkenen Stadt soll beschrieben werden. Seit rund vierzig Jahren hat Francis Ford Coppola, der Meisterregisseur von Filmen wie *Apocalypse Now* oder

The Godfather, diesen Film erträumt. Die Gigantomanie der Produktionsumstände spiegelt nahezu den Inhalt dieses neuen Werkes, das womöglich auch Abschiedsfilm ist: Cesar Catilina (Adam Driver) soll die finanziell missliche Lage von New York City durch umweltbewusste Modernisierungsschübe in eine Utopie verwandeln. Doch dem Stadtoberhaupt Franklyn Cicero (Giancarlo Esposito) ist Cesar ein Dorn im Auge. Coppola erzählt viel, das Auseinanderklaffen von Form und Inhalt ästhetisiert er selbstreflexiv. Es ist gerade das Camp-artige des Films, das die Oberhand gewinnt. Dafür genügt schon der Blick auf das äußere Erscheinungsbild des Films, das drei verschiedene Stilebenen nebeneinanderstellt: Da gibt es das antike Rom, das moderne New York der Zwanzigerjahre und ein futuristisches Stadtdesign, das den Tendenzen des *urban carb* nachstrebt. *Megalopolis* will obendrein von der großen Fallhöhe eines visionären Träumers erzählen, der vor orangeroten Sonnenuntergängen über Zeit und Raum philosophiert – es ist diese Dimension des Tragischen, das Coppola immer wieder mit der überbordenden Dekadenz der Macht, die er als zeitlos betrachtet, in Kontrast setzt. Der Film gibt sich keine Blöße, die Grenzen zwischen Kitsch und Camp sind nicht immer klar zu bestimmen, der Formüberschuss indes zeugt von der Eigenwilligkeit und der Überzeugung dieses Veteranen des amerikanischen Kinos, dass Film nur persönlich sein kann, die ganze künstlerische Entscheidungsgewalt hat er für diesen Film auf sich vereinen können.

Mit Blick auf das Überbordende, das Ausfransende erscheint es nun umso spannender, dass der griechische Regisseur Giorgos Lanthimos nach *Poor Things* den großen Siegeszug vom Indie-Kino hin zur Main-stream-tauglichen Amerikanisierung beschritten hat. Als Triptychon angelegt, vereint *Kinds of Kindness* drei einzelne Geschichten in einem Film – allein dies mag ein Indiz dafür sein, dass Lanthimos,



Nykiya Adams und Franz Rogowski in *Bird* von Andrea Arnold



Francis Ford
Coppola
Megalopolis

Le Pacte

der Meister der *Weird Greek New Wave*, der skurril-kreativen Gewalt seiner Einfälle nicht mehr Herr wird. Dabei hat der Regisseur seine festen Themenbausteine aus Machtstrukturen seit den Anfängen nicht aufgegeben: Er passt sie vielmehr an eine starbesetzte, weniger sperrige Strenge an, die er mit Filmen wie *Dogtooth* oder *Killing of a Sacred Deer* bei Michael Haneke oder Stanley Kubrick wirkungsmächtig in die Gegenwart gesetzt hatte. Nun sind es vielleicht die Zeitumstände, die ihn von einer immer größer werdenden Gefolgschaft profitieren lassen. Spätestens mit *Poor Things* war eine Wende markiert, hat der Regisseur das Register gewechselt: Aus der Ernsthaftigkeit der griechischen Tragödie hat er sich in ein Feld der absurd schwarzhumorigen Komödien begeben, die versuchen, möglichst viele heute relevante gesellschaftliche Problemfelder zu betrachten: Dysfunktionale Beziehungen aus toxischer Männlichkeit und Trugbildern scheinen einen roten Faden innerhalb der einzelnen Episoden auszubilden, dazu fügen sich Aspekte des *bodyshaming*, der Sektenbildung und starrer Glaubenssysteme. Es ist gerade dieses Abrufen einer Vielzahl von Elementen, die die Einzelfilme derart ausufern lassen. Die Bezüge zwischen den Filmen müssen immer wieder hergestellt werden, Einzelepisoden wertet man untereinander, die Radikalität und Konzentration von Lanthimos' früheren Werken sind hinter diesem Konvolut verschwunden.

Paul Schrader hat mit *Oh, Canada* den Roman von Russell Banks adaptiert. Es geht um den Sinn eines menschlichen Lebens, das nach dem Maßstab der Äußerlichkeiten bewertet wird. Richard Gere spielt den kranken Dokumentarfilmer Leonard Fife, der im hohen Alter auf sein Leben zurückblickt und es für die Nachwelt in einem langen Interview festhalten will. Der überaus konstruierten Film, der zwischen mehreren Zeitebenen wechselt, zeigt immer neue Facetten aus dem Leben dieses Menschen; verschachtelt in Rückblenden über mehrere Jahre hinweg, gewinnt die Multiperspektivität die Oberhand. Die wichtigste Bezugsquelle dieses Films ist *Citizen Kane*, den Schrader auffällig zitiert. Man könnte *Oh, Canada* wohl als ein Alterswerk sehen, in dem Schrader den autobiografischen Lektüreschlüssel zu seinem filmkulturellen Erbe liefert. Es ist ein sehr theoretisch-intellektuell konstruierter Film – zum Beispiel führt er Susan Sontags Schriften über das fotografische Abbild an. Dies dürfte nicht weiter verwundern, Schrader kommt ursprünglich aus der Filmwissenschaft, bevor er eine Karriere als Drehbuchautor begann und mit *Taxi Driver* berühmt wurde.

Außerhalb des Wettbewerbs stand in Cannes auch großes Blockbusterkino auf dem Programm: *Furiosa* (Anya Taylor Joy) ist eine Westernheldin, die weder zur Zivilisation,

Kinds of Kindness: Giorgos Lanthimos wird der skurril- kreativen Gewalt seiner Einfälle nicht mehr Herr

noch zur Wildnis gehört. Sie ist ein Mischwesen im Dazwischen, heimatlos, man denke an die Schlusseinstellung von *The Searchers* (1956). Ihrer Gemeinschaft entrissen, wird sie von einer Biker-Gang, die von dem Kriegsherrn Dementus (Chris Hemsworth) angeführt wird, aufgezogen; schweigsam, wartend sinnt *Furiosa* auf Rache. Die *Mad Max*-Reihe aktualisiert die Formensprache des Westerns in einem postapokalyptischen Setting. Aus Pferden wurden Motorräder, ansonsten aber wird immer noch viel von Gerechtigkeit und Rache gesprochen. Seit dem Originalfilm

von 1979 mit Mel Gibson führt der Regisseur Chris Miller diese Reihe fort, *Mad Max: Furiosa* ist der zweite Teil einer Neuauflage der Vorgängerkino, die eine weibliche Hauptfigur in ein männerdominiertes Genre integriert. Das Diktat der Handlung ist wortwörtlich zielgerichtet, weil die Bewegungen der Fahrzeuge die Richtung und den Rhythmus des Films vorgeben. Die Action steht im Vordergrund, die zum Motor der Erzählung wird.

Bereits vor dem Festival war von einer zweiten #Metoo-Welle in Frankreich die Rede, die die Filmfestspiele an der Croisette erreichen könnte. Auslöser war eine Rede der Schauspielerin Judith Godrèche bei der César-Verleihung Ende Februar, die die Diskussion um strukturelle Gewalt im Filmgeschäft wieder hat aufkommen lassen. Dass ausgerechnet Quentin Dupieux' Film *Le second acte* das Festival eröffnete, der die politische Korrektheit angreift, mag für empörende Reaktionen sorgen, ein werbewirksames Moment für das Festival ist in diesem Zusammenhang aber gegeben. Auf jeden Fall ist der neue Film eine weitere Steigerung in Dupieux' absurd-selbstreferenziellem kinematografischen Universum. Gerade die scheinbare Sinnlosigkeit legt immer neue Facetten in einem Film frei, der die Schauspielerei und das Filmgeschäft selbst zum Thema hat. ●



**Découvrez chaque vendredi
ce qui fait bouger le pays.
Sur papier et en digital.
Gratuitement pendant un mois.
Faites le test.**

**zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 . 1**



LIKE A JAZZ MACHINE

Entre surperformances et peut mieux faire

IIII Kévin KroczeK

Nos paupières sont lourdes, très lourdes. Le sommeil nous guette comme un prédateur prêt à bondir sur sa proie. Au moment même où nous passons de l'autre côté, les applaudissements sont notre salut et nous sortent de notre somnolence. Claire Parsons, Ziv Ravitz et Eran Har Even viennent de finir le set, fruit d'une résidence de cinq jours. L'auteur de ces lignes est bien incapable d'en faire le compte rendu car n'en garde aucun souvenir. En ce vendredi 10 mai au soir, les amateurs de jazz se sont donné rendez-vous à Opderschmelz pour la douzième édition du festival Like a Jazz Machine. Selon les échos, les concerts de la veille ont été concluants. L'appel sonore s'enclenche et le public venu en nombre s'engouffre dans le grand auditorio. Le Daniel Migliosi Quintet se met à jouer et nous rappelle soudain que nous ne participons pas à une soirée pyjama mais bien à un festival de jazz. Migliosi est à la trompette, Kai Craig à la batterie, Benedikt Göb au piano, Kaisa Mäensivu à la contrebasse et Sean Payne au saxophone alto.

Daniel Migliosi est un pur produit du terroir, biberonné à la musique et ouvert sur le monde. À 19 ans à peine, il présente ce soir son second album déjà, *On The Edge*. Sur scène, avec un style qui tue, Migliosi s'offre des moments de bravoure, imparfaits mais déjà si convaincants. À chaque ovation, la troupe exulte. Le quintet produit une musique de rouleau compresseur, ultra référencée mais qui ne singe pas pour autant ses modèles. Le trompettiste ne partage pas non plus l'ingratitude de certains de ses confrères et prend quelques secondes pour remercier ses sponsors, institutionnels et privés. La soirée se prolonge avec le Dominic Miller Quartet et sa musique d'un tout autre style. Dominic Miller est à la guitare, Nicolas Fiszman est à la guitare basse, Mike Lindup est au piano et Ziv Ravitz, à nouveau, est à la batterie. Instaurant une ambiance posée,

plus terre à terre, Dominic Miller a roulé sa bosse. Compagnon de route de Sting, il porte sur ses épaules le poids de son vagabondage et retranscrit superbement en musique ses expériences.

Le lendemain à quelques minutes du centre culturel, la Kantin propose plusieurs apéros concerts dont celui assez jouissif et passe-partout signé Maxime Bender et Napoleon Gold. Airelle Besson prend ensuite les choses en main. La trompettiste, figure incontournable de la scène jazz européenne, est accompagné par Lynn Cassiers aux chants et aux effets, par Fabrice Moreau à la batterie et par Benjamin Moussay aux claviers. Les quatre artistes surperforment avec *The Sound of Your Voice*, une longue pièce virtuose en trois parties. Les quatre artistes suivants, fleuron du jazz local, font hélas l'inverse. Pascal Schumacher au vibraphone, Marc Demuth à la contrebasse, Jeff Herr à la batterie et Greg Lamy à la guitare, font le job mais ne recevrons ni treizième mois, ni prime de performance. Donnez donc toutes ces gratifications symboliques à Jeff Ballard, qui excelle durant le concert suivant. Le batteur américain et son compatriote pianiste Aaron Parks accompagnent la formation internationale Nova. Comprendre le saxophoniste néerlandais Ben van Gelder, le guitariste brésilien Nelson Veras et le bassiste belge Félix Zurstrassen. Chaudement applaudit à chaque coup d'éclat, la troupe convainc avec un jazz aux sonorités multiples et qui tiennent en haleine.

La soirée se prolonge à la Kantin où les inépuisables Michel Meis, Pol Belardi, Maxime Bender et Jérôme Klein font le show avec un naturel confondant. On regrette toutefois un son qui laisse à désirer et un plan de salle qui restreint chaque mouvement. Lan dernier, l'ancien hall de réparation de locomotives avait fait office de piste de danse étendue et la soirée s'était prolongée dans une euphorie généralisée. Cette

Dominic Miller porte le poids de son vagabondage et le retranscrit superbement en musique

année, on se donne des raisons de rentrer plus tôt. L'Eurovision en fut une suffisante.

Dimanche, Céline Bonacina propose un concert décapant. Avec John Hadfield à la batterie, Chris Jennings à la contrebasse et Grégory Privat aux claviers, la saxophoniste française vient défendre son dernier projet haut en couleur *Jump !*. Sur *Deevela Street*, son imposant saxophone baryton sonne comme un violon. Main gauche sur le clavier du piano, main droite sur celui du synthétiseur, Grégory Privat est emporté dans son élan. Sa performance générale est à mettre dans le haut du panier. Plus tard le Sebastian Rochford Quartet ralentit la cadence. Le batteur britannique, qui avait proposé une expérience étonnante et sensible lors de la dixième édition du festival, est de retour avec Maria-Chiara Argirò au synthétiseur, Isobella Burnham à la basse et David Preston à la guitare. Leur musique à fleur de peau, parfois datée et souvent en avance, emporte et fait sourire. Entre des surperformances et des sessions « peut mieux faire », le festival prend fin et nous laisse dans un état d'éveil incontestable. ●



Le Daniel Migliosi Quintet

E psychologesche Portrait vum Liewen an engem Éisleker Duerf

IIII Claire Schmartz

Mir schreiwen d’Mëtt vum 20. Joerhonnert am klengen Duerf Kromburg, oder Kromber, engem „normalen Éisleker Duerf. Zweeavéierzeg Haiser, dovun eng Dose Bauerenhäff, dräi mat Brennerei. Eng Kierch, e Paschtoueschhaus, e Metzler, e Bäcker, e Schräiner, eng Molkerei, e Veräinsbau, eng Schoul mat der Gemeng uewenop. Dat war et schonn.“ Och, wann dëst Joerhonnert op der ganzer Welt vu groussen technologeschen a politesche Verännerunge gezeechent war, ass dovun nach net vill zu Kromber ukomm. Hei verleeft d’Liewe nach gréisstendeels wéi gewinnt, geschäfteg a buedestänneg, a gëtt voll a ganz vun der Aarbecht op den Häff an dem Alldag vun hire Bewunner ausgefëllt, där hir Bezéiungen a Chancen méi vun hire Familljgeschichten beaflosst gi wéi vun hiren Dreem a Wënsch.

De Roman *Béischten* hellt d’Lieserinnen a Lieser mat op en Tour duerch d’Stroossen, Stufen a Familljgeschichten. Vrun allem awer fokusséiert en sech op d’Geschicht vum Anni Klinger a vum Felix Drengler, déi sech jonk matenee bestueden. Mee obschonn se sech vill erwaart hunn an Dreem fir hiert Zesummeliewen haten, klappt näischt dovun. Net nëmmen ass den Alldag zesummen anescht wéi erwaart, en ass och séier eriwwer, well de Felix am Zweete Weltkrich agezunn an a Richtung Russland geschéckt gëtt, wouropshin hien sech a Loft opléist. Well hie bleift och nom Krich verschwonnen, während seng Fra Anni, dat an der Tëschenzäit Mamm ginn ass, doheem ëmmer méi déif an eng Depressioun geréit. Aus senger Perspektiv gëtt den Alldag am Duerf erzielt, an deem di grouss geschichtlech Verännerungen eng aner Roll spillen wéi an de Geschichtsbicher a sech op eng aner Manéier weisen.

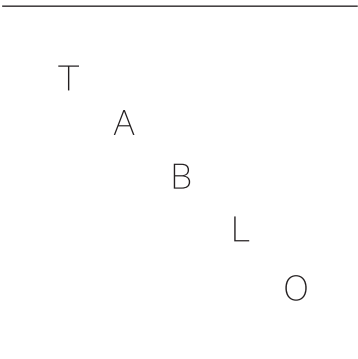
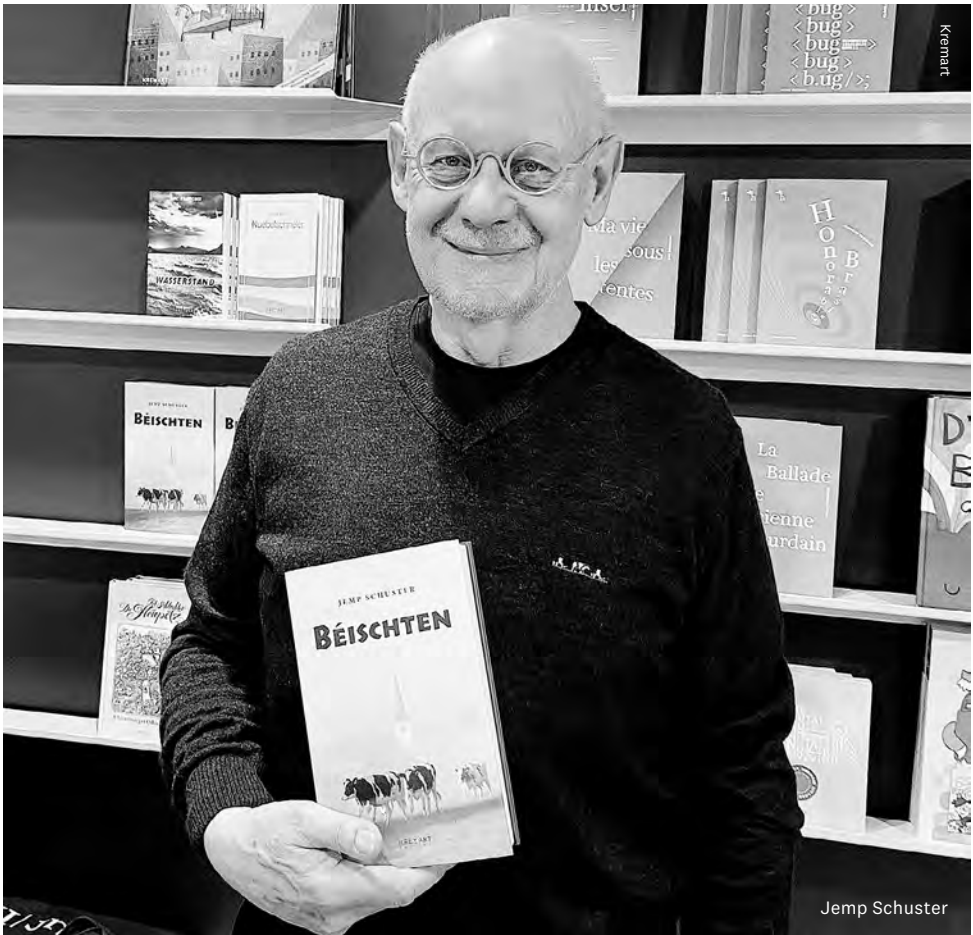
Tëscht dëser op des Figure fokusséierten Haaptgeschicht erlaabt sech de Roman ëmmer erëm Exkursen an d’Liewe vun den anere Leit am Duerf a verzielt mat enger Grëtz Voyeurismus,

aus der Perspektiv vum allwëssenden Erzieler, vun hire Geheimnisser a Suergen – vun deem, wat sech hannert den zouenen Dieren op den Häff zoudréit. Vun deem, wat geschitt ass a verstoppt gouf, wouriwwer net geschwat gëtt. Sou gëtt aus der Geschicht vun dësen zwee jonke Leit séier d’Geschicht vun engem ganzen Duerf an de Joren 1942 bis 1949. Vun immenser Proximitéit, déi an den donkelste Stonne vum Liewen zu erdréckender Geheimniskrämerei féiert. Vun der Gefor, déi an esou enger enker, ageschwuerener Gesellschaft lauere kann, an déi onfräiwëlleg an zanter Generatioune fest verstréckt ass.

„Natierlech konnt hien sech erënneren. E wollt awer net. Da wier erëm alles bei em eropkomm. All Bauerenhaff hat seng eege Geschicht, déi guer net esou eege war, well se iwwerall d’selwecht ofgelaf ass. Et ass ëmmer drëm gaangen, d’Hektaren op d’mannst zesummenzehalen, wann net nach ze vergrësseren. Den Haff konnt nëmmen iwwerliewen, wann e genuch Ställ fir seng Béischten a genuch Scheierplaz fir d’Hee an d’Stréi hat. Wat hannert de Mauere mat de Mënsche geschitt ass, dat sollt och do bleiwen.“

2020 an 2021 hat den Auteur Jemp Schuster mat *Bluttsëffer* an *Oureschlëffer* eng Familljesaga an zwee Deeler erausbruecht, déi och am Norde vum Land spillt, an där hiren éischten Deel 2021 de Lëtzebuurger Buchpräis gewonnen huet. Och säin neie Roman *Béischten* spillt an dëser ländlecher Géigend, an zu där Zäit, zu där den Auteur selwer grouss ginn ass. Roueg erzielt, fokusséiert op d’Haaptfiguren, ass et e gelongene Portrait vun enger bestëmmter Zäit an iwwert den Alldag um Duerf, deem seng Awunner an Awunnerinne virsichteg, awer grëndlech analyséiert ginn. ●

Jemp Schuster: *Béischten*. Kremart Edition 2023. Lëtzebuergesch. 370 S. 25 €



PHOTOGRAPHIE



And the winner is...

Grâce à la présence de l’exposition *The Family of Man*, la commune de Clervaux développe depuis plusieurs années un programme d’expositions de photographies, essentiellement dans l’espace public. Pour enrichir ce programme et valoriser les talents locaux, le Prix de la Photographie, Clervaux Cité de l’image a été lancé en 2022, en collaboration avec le Cercle Artistique de Luxembourg et le Centre national de l’audiovisuel. La deuxième édition a vu la participation de 106 candidats, dont quatorze ont été sélectionnés par le jury : Marie Capesius, Cristina Dias de Magalhaes, Krystyna Dul, Willi Filz, Nazanin Hafez, Filip Markiewicz, Pierre Metzinger, Lukas Ratius, Margit Schäfer, Olivier Schillen, Neckel Scholtus, Giulia Thinnès, Jeannine Unsen et Mohammed Zanboa. Une exposition de l’ensemble des artistes se tient jusqu’au 30 juin au Brahaus.

Après Bruno Oliveira en 2022, c’est Nazanin Hafez qui remporte cette année ce prix, doté de 10 000 euros. Née à Shiraz en Iran (1991), elle est diplômée de la Hochschule der Bildenden Künste Saar à Sarrebruck et poursuit des études postgraduées à la Kunsthochschule de Mayence. La série qu’elle présente, *Discrete*, capture des individus dans leurs espaces privés, la nuit, éclairés uniquement par des écrans. Elle explore ainsi la dépendance de la société à l’égard de la technologie et la solitude face aux machines. Le jury a salué une « approche très précise du sujet » et « la décision de se limiter à des petits formats rafraîchissants, qui ont néanmoins un grand impact visuel ». FC

LITTÉRATURE

La poésie pour tous

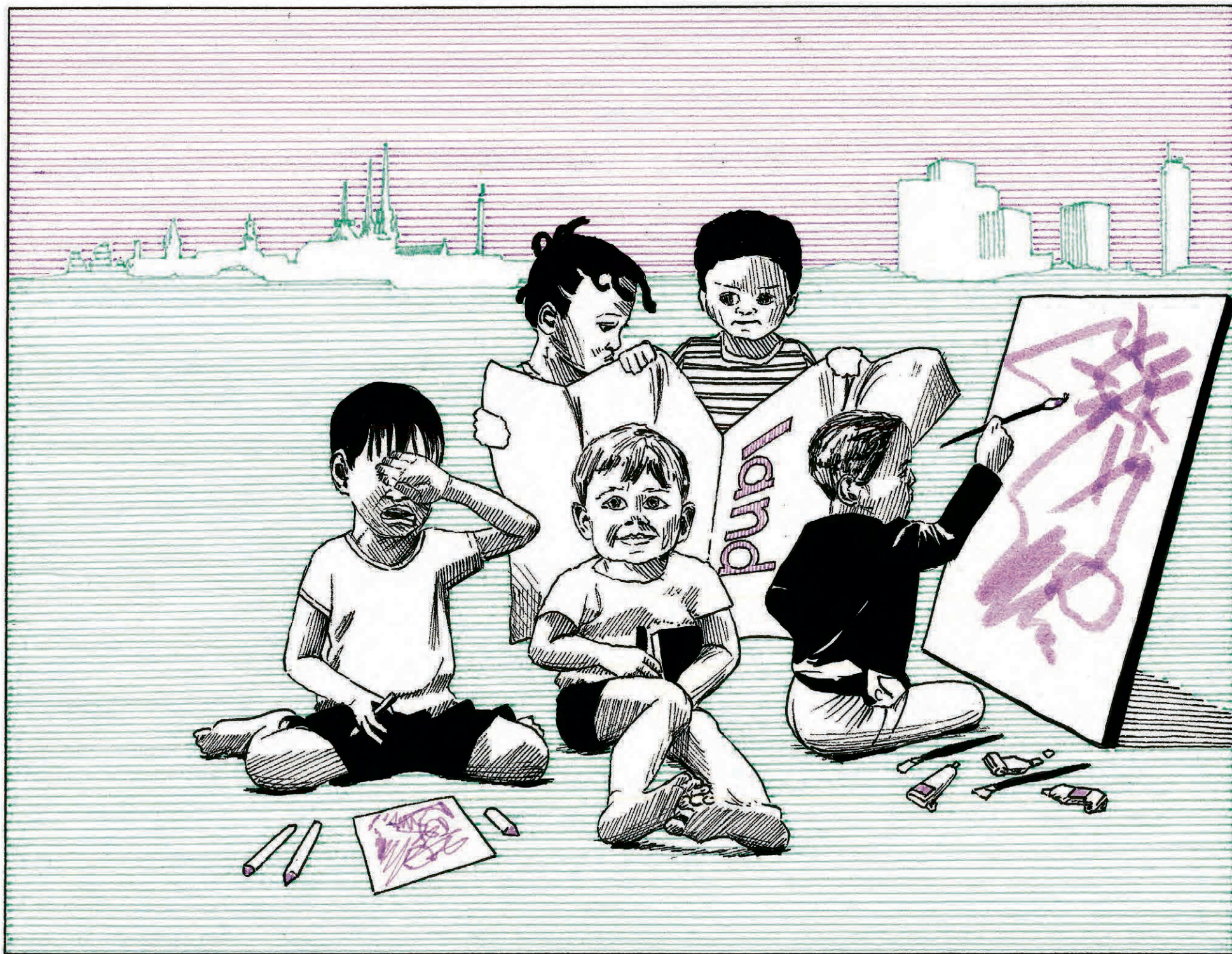
Sur le plateau de *La Grande Librairie*, François Bunel a dit de lui qu’il était devenu « la coqueluche des jeunes », ce qui n’est pas un mince compliment, surtout pour un poète. Jean-Pierre Siméon, lui, se définit comme un « militant de la poésie ». Il a écrit plus de

80 livres, recueils de poésie, romans, livres pour la jeunesse, pièces de théâtre, essais. Son dernier recueil, *Avenirs*, vient de sortir chez Gallimard. Il sera l’invité du Printemps des Poètes, Luxembourg, le 4 juin à 19h à Neimënster. À cette occasion, Jean-Pierre Siméon proposera une lecture de ses textes et sera interrogé par Jérôme Quiqueret, historien et journaliste. Il parlera notamment de son engagement pour la diffusion de la poésie : Il a produit l’émission « Géographie du poème » pour *France Culture*, a créé la Semaine de la poésie à Clermont-Ferrand et a été directeur artistique du Printemps des Poètes durant seize ans. Il est aussi directeur de la collection Poésie/Gallimard depuis 2018. FC

POLITIK

Esch eskaliert

Die Abstimmung über eine Konvention der Stadt Esch/Alzette mit der Fresch asbl. im Gemeinderat am Freitag hätte eine Formalität sein können, denn die 4,5 Millionen Euro, mit denen die Gemeinde die Kulturvereinigung unterstützt, sind bereits im Haushaltsplan veranschlagt. Seit Esch 2022 ist die hauptsächlich von teuren Großevents wie Francofolies, Nuit de la Culture und der neuen „Biennale Architectures“ geprägte Kulturpolitik in Esch umstritten, durch die vom Schöffenrat geplante Ausweisung von Richtung22 aus dem Bâtiment 4 war die Kontroverse zwischen der CSV-DP-Grüne-Mehrheit und großen Teilen der Opposition in den vergangenen Wochen erneut eskaliert. Am Freitag äußerten LSAP und Linke wiederholt Kritik an der Struktur von Fresch, deren Präsident, DP-Kulturschöffe Pim Knaff, neben Vertreter/innen der politischen Parteien auch zwei ihm „weisungsuntergebene“ hohe Beamte in den Vorstand berufen hat, mutmaßlich um sich eine Abstimmungsmehrheit zu sichern, wie Marc Baum (déi Lénk) andeutete. Steve Faltz (LSAP) bemängelte, Fresch sei vor allem gegründet worden, um öffentliche Ausschreibungen zu umgehen. Baum echauffierte sich am Ende zusätzlich, weil die CSV-Rätin Joy Weyrich im Laufe der Diskussion einen Budgetentwurf für Fresch vorstellte, der sich von dem unterschied, der dem Gemeinderat im Vorfeld unterbreitet worden war. Über Andeutungen und Unterstellungen ging die Diskussion allerdings nicht hinaus, Beweise für mutmaßliche Interessenkonflikte und Missstände bei Fresch konnte die Opposition bislang nicht vorlegen. Die Konvention mit Richtung22, die in einer Woche ausläuft, hat Fresch am Freitag nicht verlängert; damit das Kunstkollektiv bereits begonnene Projekte zu Ende führen kann, wurde aber beschlossen, seine Anwesenheit im Bâtiment 4 bis Ende November zu tolerieren. Der Vorschlag, Gespräche über eine längerfristige Zusammenarbeit mit Richtung22 wieder aufzunehmen, wurde vom Fresch-Vorstand abgelehnt. LL



Charl Vintz

EINE PLATONISCHE APOKRYPHE IN DREI AKTEN, BEHUTSAM MODERNISIERT (3/3)

Kritik: L'ex/inception luxembourgeoise

IIII Tom Haas, Don John und Marc Trappendreher

Tom Haas: Verlassen wir mal die platonische Vorlage und reden konkret über Luxemburg. Hier ist die Situation ja nochmal eine völlig andere, da sich die Profession des Kritikers als solche nie herausgebildet hat: Die Kritikerinnen hierzulande sind immer gleichzeitig Journalistinnen, Lehrerinnen oder Künstlerinnen, die nebenbei noch kritisieren. Und ja, das sind generische Feminina, die Männer sind mitgemeint. Ich denke da an meinen Kollegen Jeff Schinker, der zwischen allen Rollen oszilliert und damit auch den kritisierten Künstlern eine dankbare Angriffsfläche bietet. Sie können ihm Interessenskonflikte unterstellen, ohne sich mit seiner Kritik auseinandersetzen zu müssen. Braucht Luxemburg Berufskritikerinnen, um die im Akt zuvor erwähnte Distanz zu wahren? Ist das in diesem ökonomischen Umfeld überhaupt möglich? Brauchen wir eine staatliche Förderung der Kunstkritik im Fahrwasser der angestrebten Professionalisierung und Internationalisierung der Kulturszene? Oder erreicht unsere Kulturszene nicht die notwendige Größe, die einen kritischen Diskurs überhaupt erst ermöglicht?

Marc Trappendreher: Kurz sind die kommunikativen Wege in einer Kulturlandschaft, in der jeder jeden kennt. Schaut man sich etwa die frühe kritische Rezeption des

luxemburgischen Filmschaffens – besonders der Achtziger- und frühen Neunzigerjahre, der Weg aus dem Amateurismus hin zu einer Professionalisierung der Filmindustrie – genauer an, lassen sich zwei grobe Tendenzen ausmachen: Zum einen tönte da der Nationalstolz, dass das eigene Land nun auch das Filmschaffen ex nihilo in Angriff nimmt – entschlossen, risikobereit. Dahinter stand ein Verständnis der filmkritischen Begleitung als Unterstützung: Aufmerksamkeit generieren, Mut machen. Zum anderen gab es eine sehr strenge Betrachtungsweise, die darauf aus war, höhere Ansprüche zu setzen und deren Vertreter entsprechend den Verriss nicht scheuten. Es war der Wunsch, aus der Destruktion eines Werkes sozusagen wieder Neues, Besseres anregen zu wollen.

Don John: Anders gesagt: Luxemburg hat kaum eine Tradition der Kritik. Das ist völlig normal für ein kulturhistorisch gesehen relativ junges Land, das sich in vielen Bereichen noch auf dem Weg zur Professionalisierung befindet. Allzulange galt, dass Rezensionen entweder wohlgemeinte Werbetexte für einen Intendanten, Regisseur oder Verleger, mit dem man die Schulbank gedrückt hat waren – oder aber nüchtern-deskriptive Beamtenberichte. Hauptsache nichts Wertendes, Hauptsache nie-

Brauchen wir eine staatliche Förderung der Kunstkritik im Fahrwasser der angestrebten Professionalisierung und Internationalisierung der Kulturszene?

mandem auf die Füße treten. Problematisch ist aber, dass sich das bis heute nicht grundlegend geändert hat – und man auch nicht den Eindruck hat, dass jemand diese Veränderung will. Wer blasphemisch genug ist, an Luxemburger Szenegötzen Kritik zu üben, bekommt gerne mal eine wütende Textmeldung oder wird nach einem

Glas Wein an der Bar von einem Intendanten gebeten, das Theaterhaus doch bitte schnellstmöglich zu verlassen. Man wäre gerne unter sich.

M.T.: Es fehlt schlicht an kritischer Masse, da diese beiden von mir erwähnten Tendenzen ein Kräfteverhältnis erkennen lassen, das sich gerne auf eine 'one-to-one'-Situation festigt. Jener Künstler tritt in ein enges Rezeptionsverhältnis mit jenem Kritiker. Jener Kritiker ist jenem Künstler besonders wohlgesinnt, weil er an ihn glaubt, ihn persönlich kennt, ihn fördert. Dieser Kritiker will diesem Künstler keinen größeren qualitativen Wert zugestehen, will partout keine Entwicklung bei ihm sehen. Hat sich dieses Kräfteverhältnis denn überhaupt gewandelt?

D.J.: Dieses Unter-sich-Bleiben hat nicht nur den inzestuösen Tonfall einer ADR-Rede von Fred Keup: Es zeugt vor allem von einer kollektiven Unsicherheit gegenüber dem eigenen Schaffen, vom vielseitis theoretisierten Minderwertigkeitskomplex der zwischen den Kulturgiganten Frankreich und Deutschland eingepferchten Zwernation Luxemburg, die ihre kulturelle Jugend – eigentlich ein Vorteil – nicht etwa zur Emanzipierung nutzt, sondern sich in den Schatten der Nachbarn stellt. In diesem Schatten gedeihen Frust und eine Art kranker Stolz, der jede Kritik als feindselig abstempelt. Das daraus wachsende Wir-gegen-Die-Denken, in dem der böse Kritiker höchstens dazu dient, das Team im gemeinsamen Hassgefühl zusammenzuschweißen, verhindert allerdings jeden möglichen Dialog. Um also auf deine Frage zu antworten: Nein, das Kräfteverhältnis hat sich kaum gewandelt.

T.H.: Spannende These, auch wenn du Lacan damit etwas überstrapazierst. Aber nehmen wir diese kollektive Unsicherheit angesichts der kulturellen Impotenz einmal als gegeben an - ist Kritik dann nicht das Potenzialmittel schlechthin? Nichts adelt doch kulturelles Schaffen mehr als der Umstand, dass es jemandem eine Zeitungsseite wert ist, sich darüber auszulassen? Ich glaube, du bist auf der richtigen Spur, aber die Unsicherheit ist tiefer zu verorten: Die kulturelle Jugend umfasst auch die nicht vorhandene Tradition der Kritik, die sich ebenso im Schatten der großen Anderen sieht. Wir reden hier mit unserem importierten Wissen von großen Denkern, denen wir in ausländischen Wissenstempeln Vorlesung für Vorlesung huldigten. Nun echauffieren wir uns, zurück in der Heimat, bei einem Espresso Martini über die hiesige Provinzialität, indem wir die Großen imitieren. Genau wie die Akteure der Kulturszene - und das alles, um erfolgreich Förderungen einzuwerben, die von unseren Behörden und Ministerien verteilt werden wie Schokolade am Sankt Nikolaustag. Ja, in Luxemburg werden Stücke gefördert, die in Deutschland niemand auch nur ansehen würde. Wahr ist aber auch: In welchem Land dieser Welt dürften drei Typen über drei Zeitungsausgaben jeweils eine Doppelseite lang eine kulturtheoretische Debatte versuchen loszutreten? So viel Platz hat Habermas nicht mal im Historikerstreit von der *Zeit* bekommen.

D.J.: In Frankreich wird immer wieder befürchtet, dass die *exception culturelle* ad acta gelegt wird, hierzulande gibt es deiner These nach die *exception luxembourgeoise*: Im Vergleich zum Ausland verfügen wir über unverschämt viel Platz für kulturtheoretische Debatte und über unverschämt viel Geld für Stücke, die woanders allenfalls als unfertige Werkstattinszenierungen gelten würden. Aber was machen wir mit dieser Freiheit? Im Endeffekt recht wenig, ausser dass wir uns in Debatten verzetteln, die meist Lektionen in Sophismus sind. Über Kritik in Luxemburg reden ist fast wie das Durchblättern eines Kataloges an Paralogismen. Letzten Sommer gab es ein vom CNL organisiertes Gespräch über Literaturkritik, wo wilde Thesen wie „Die beste Kritik ist ein Verriss“ (Schmartz) oder „Luxemburgische Literaturkritik ist wie Nietzsches Gott: tot“ (Schinker) als Prämissen einer Debatte dienten. Irgendwann meinte ein auf seine alten Tage immer mehr zum griesgrämigen weißen Mann mutierender Luxemburger Schriftsteller, in Bezug auf eine Rezension einer jungen Kritikerin, die er Monate später im *Land* dann auch pseudofiktional attackierte, ein (in Wahrheit absolut ungenießbarer) Roman eines Kollegen könne gar nicht

als „Macho-Müll“ definiert werden, weil er den Autoren persönlich kenne und wisse, dass dieser im wahren Leben weder ein Macho, noch so misogyn wäre, wie es die Kritikerin im Werk herausgelesen haben wolle. Abgesehen davon, dass es in der Kritik um strukturelle Frauenfeindlichkeit und *rape culture* ging, es zwischen Absicht und Lebenspraxis eine verheerend große Kluft geben kann und der Künstler manchmal eben nicht der Mensch ist, zeigt sich in diesem Fallbeispiel sehr deutlich, wie die fehlende Distanz die Kulturmonaden Luxemburgs zu emotionalen Reaktionen verleitet, bei denen das Werk auf der Strecke bleibt.

M.T.: Kommen also hier zwei Sachen zusammen? Die fehlende Distanz aufgrund der zu engen persönlichen Bindungen und die grundlegende Abwesenheit einer kritischen Masse? Hierzulande besteht ein besonders ausgeprägtes Phänomen des Interessenkonfliktes, das sich aufgrund der angeführten kritischen Masse und der damit verbundenen größeren Unabhängigkeit in dieser spezifischen Form im Ausland nicht stellt. Der Dialog zwischen Kunstproduktion und -rezeption wird so nicht gesünder – der Interessenkonflikt ist dem Künstler dann wieder eine ganz nützliche, aber ganz falsche Hilfestellung, die rhetorische Überhand zu nehmen und die eingangs angeführte Deutungshoheit zu beanspruchen. „Alles kann und wird gegen Sie verwendet werden“ - braucht der Kritiker in Luxemburg bald einen Anwalt?

T.H.: Ich hoffe, der Anwalt bleibt uns erspart, unser Innenminister hat ja neulich erst das ausgeprägte Kultur- und Kritikverständnis hiesiger Spitzenanwälte unter Beweis gestellt.

D.J.: Eine Marktlücke für Gaston Vogel?

T.H.: Der erkennt ja nicht einmal ein Plagiat, wenn man es ihm um die Ohren haut.

D.J.: Apropos Interessenskonflikte: Dass Schriftsteller überall auf der Welt Literaturkritiken veröffentlichen, weil sie über eine gewisse Sensibilität gegenüber dem literarischen Gegenstand verfügen, gegebenenfalls Literaturwissenschaften studiert haben und somit eigentlich am besten über literarische Werke schreiben und urteilen können, stößt hierzulande immer dann auf taube Ohren, wenn es jemandem gerade nicht in den Kram passt, dass dieser oder jener Autor auch Kritiken verfasst. Dann heißt es, als Autor dürfe man sowas nicht. Das wäre ein Interessenskonflikt. Hakt man nach, wie dieser Interessenskonflikt denn in diesem Falle definiert würde, meint die Person, sie würde damit meinen, was sie gerade gesagt habe. Ein wunderbarer paralogistischer Kreis, der in Luxemburg von selbsternannten Deontologie-Experten fern jeder Argumentationskraft zementiert wird. Elise Schmit und Samuel Hamen haben früher selbst auch Luxemburgensia rezensiert - und man kann leider verstehen, wieso sie es mittlerweile nicht mehr tun. Schade ist es trotzdem.

T.H.: Schreibst du deshalb unter Pseudonym? Bist du in Wahrheit etwa Nico Helminger, der sich schon wieder ein Alter Ego zugelegt hat, um nun auch in der Literaturkritik mitmischen zu können?

D.J.: Oder Menn Malkowitsch? Wer ich bin - darüber lasse ich am besten andere diskutieren. So langsam weiß ich es selbst nicht mehr.

T.H.: Vielleicht ist das sogar kurzfristig eine Lösung. Wir sollten die Kritik stärker anonymisieren. Damit ist das argumentum ad hominem aus der Welt geschafft: Niemand kann dem Kritiker vorwerfen, er wolle sich profilieren, wenn er nicht als Person in Erscheinung tritt. Und auch Interessenskonflikte würden sich ins Spekulative verflüchtigen. Damit würden wir die Debatte quasi dazu zwingen, sich auf den Inhalt zu verlegen, ähnlich wie bei den Peer-Reviews in akademischen Veröffentlichungen.

M.T.: Die Beziehung zwischen Künstler und Kritik ist gerne eine der Hassliebe, da einer den anderen braucht. Ist eine Rezension positiv, so nimmt man sie als Künstler dankend an, jede positive Besprechung, egal aus welchem Blickwinkel, trägt zu einem reicheren Diskurs

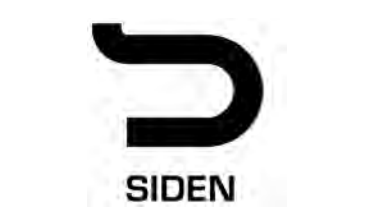
Jener Kritiker ist jenem Künstler besonders wohlgesinnt, weil er an ihn glaubt, ihn persönlich kennt, ihn fördert

bei, wertet die Arbeit in der Folge auf. Ist sie negativ, so nimmt oftmals der Kampf um die Deutungshoheit seinen Lauf - der Künstler unternimmt diesen Versuch der Vormachtstellung indem er mit einem abwehrenden Schutzreflex die negative Kritik ablehnt. Wie könne der Kritiker das Werk besser fassen können als der Autor? Wie kann er sich anmaßen, die Aussage eines Werkes durch seinen Blick selbst zu bestimmen? Überhaupt stehen Interpretationsansätze heute in Verruf, in die Überinterpretation zu gleiten, je mehr sie sich von festen Anhaltspunkten rund um den Künstler, seiner Vita oder seinen eigenen Aussagen etwa, entfernen. Mithin sieht sich die Kritik dann wieder unter höherem Legitimationsdruck.

T.H.: Gibt es denn dafür irgendwelche Gegenbeispiele?

M.T.: Die Beziehung etwa zwischen Alfred Hitchcock und der Presse waren entscheidend für die Rezeption Hitchcocks als großer Filmautor, noch bevor der Begriff in Frankreich überhaupt geboren war. Hitchcock wusste die Presse zu nutzen, um seine eigene Marke zu kreieren – die von der Cinémathèque de la Ville de Luxembourg herausgegebene Publikation *Hitchcock - The Brand* legt davon eindrücklich Zeugnis ab. Es ist das wohl filmhistorisch prominenteste Beispiel eines doch sehr fruchtbaren Spiels der beiden Seiten, das auf die Kunstfertigkeit ausgerichtet war.

D.J.: Ein Luxemburger Gegenbeispiel wäre hier der Fall Serge Tonnar, wütet der doch ständig auf sozialen Netzwerken, wenn er den Eindruck erhält, man würde ihn oder einen seiner Protégés verreißen oder, schlimmer noch, ignorieren. Genauso suspekt erscheint es aber im Dorf Luxemburg, wenn jemand den Fokus auf das Werk eines Kulturschaffenden legt, weil er daran glaubt – siehe den Fall Josée Hansen und Filip Markiewicz, nachzulesen in Hansens *Piccolo mondo*. Liest man sich heute durch das Luxemburger Feuilleton, oder das, was nach den Sparmaßnahmen und Sozialplänen in der nationalen Presselandschaft noch davon übriggeblieben ist, erhält man den Eindruck, dass Kritiker sich kaum noch trauen, zu schreiben, was sie denken, also ihre analytische Arbeit so zu verrichten, wie es ihr Berufsstand eigentlich verlangt. Sie befürchten, dass eine ganze Horde an Produzenten sie öffentlich anprangert (ich denke an den Fall Joy Hoffmann versus *Little Duke*) oder man ihnen eben Favoritismus vorwirft. Anstatt mit dem Kritiker, bei dem Tonfall und Inhalt in der Tat oft fragwürdig sind, in den Dialog zu treten, verbandelt sich eine Masse an Kulturschaffenden, die ihr Herzblut in das Projekt gesteckt haben und sich erbozt zeigen, dass dies nicht überall in der Presse anerkannt wird. Liebe Kulturschaffenden: Wir Kritiker gehen davon aus, dass Ihr Herzblut in eure Arbeit steckt. Das allein verdient aber noch lange keine Lobhudelei – es ist sozusagen die Grundbedingung, damit wir über eure Werke reden. Andernfalls würde nämlich kein Produzent eure Filme finanzieren, kein Verleger eure Bücher veröffentlichen, kein Intendant eure Stücke auf die Bühne bringen. Und auch kein Kritiker euch kritisieren. ●



Syndicat Intercommunal de
Dépollution des Eaux
résiduaire du Nord (SIDEN)

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
28.06.2024 10.00 heures

Lieu :
L'ouverture de la soumission aura lieu dans la salle des soumissions affichée à la
Réception du bâtiment administratif du SIDEN, à Blesbruck, L-9359 Bettendorf.

Intitulé :
Assainissement de la commune de Groussbus-Wal.

Description :
– U1431-21 Construction d’une station de pompage à Rindschleiden et conduite de refoulement vers Grevels avec canalisations d’eaux usées ;
– Travaux de génie civil (lot 1) et d’équipements électromécaniques (lot 2).

Lots 1: Intitulé: Lot 1: Génie civil
– Description :
Travaux de génie civil

Lots 2: Intitulé: Lot 2: Equipements électromécaniques
– Description :
Travaux d’équipements électromécaniques

Critères de sélection :
– Effectif minimum en personnel de l’opérateur économique occupé dans le métier concerné: 100 personnes (LOT 1) ;
– Nombre minimal des références pour des ouvrages analogues et de même nature: 3 références (LOT 1 et LOT 2) ;
– Chiffre d’affaires annuel minimum dans le métier concerné : 500 000 euros (LOT 2).

Modalités visite des lieux/réunion d’information :
La visite des lieux est laissée à l’appréciation du soumissionnaire.

Conditions d’obtention du dossier :
Sous peine de nullité, les documents de soumission sont à télécharger sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre à l’adresse et dans la salle prévue pour l’ouverture de la soumission ou à déposer sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu)

conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l’ouverture. Les offres sous forme papier doivent porter l’inscription « Soumission pour... ».

Autres informations :
Il s’agit d’une adjudication par lots séparés.
Le début des travaux pour le lot 1 est prévu pour octobre 2024 et le délai d’exécution est de 250 jours ouvrables.
Le début des travaux pour le lot 2 est prévu pour octobre 2024 et le délai d’exécution est de 320 jours ouvrables.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401126

Le bureau du SIDEN :
Fernand Mergen, président;
Romain Schroeder, 1^{er} vice-président;
Georges Majerus, 2^e vice-président;
Marc Keilen, Membre;
Annie Nickels-Theis, Membre.



Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
14.06.2024 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé :
Lot sanitaires, chauffage & ventilation, réf. CO1-8.
Description :
L’exécution des travaux d’installations sanitaires, chauffage et ventilation de 2 immeubles résidentiels à Contern.
Conditions d’obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures
N°. avis complet sur pmp.lu :
2401074

Appel à projets pour le Fonds « Asile, migration et intégration »

Le ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l’Accueil

lance un appel à projets dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds « Asile, migration et intégration » (AMIF) qui définit les actions à cofinancer et les

conditions de soumission d’une demande de cofinancement.

L’appel à projets s’adresse aux organisations et organismes privés sans but lucratif, des sociétés d’impact sociétal, des établissements publics et des chambres professionnelles dont le siège se trouve au Grand- Duché de Luxembourg et qui possèdent des qualifications et l’expérience adéquates dans les domaines relevant de l’AMIF. Les ministères et administrations publiques, étatiques et communales, peuvent y participer au même titre.

L’appel à projets vise le financement de projets autour de deux objectifs spécifiques :
Objectif spécifique 1 : Régime d’asile européen commun.

- Action A.2 : Identification et prise en charge par des services psycho-sociaux et de réhabilitation des personnes vulnérables et/ou à besoins spécifiques, dont entre autres les personnes victimes de la traite des êtres humains (600 000 euros) ;
- Action A3 : Sensibilisation de la société d’accueil et des parties prenantes sur l’accueil, l’asile, l’intégration, la migration légale et les politiques de retour avec une attention particulière sur les personnes vulnérables, y inclus les mineurs (900 000 euros).

Objectif spécifique 2 : Migration légale et intégration.
– Action B.1 : Promotion de mesures d’intégration et soutien sur mesure adapté aux besoins du public cible (1 000 000 euros) ;
– Action B.3 : Réalisation d’études et de recherches (200 000 euros) ;
– Action B.4 : Renforcement des capacités (300 000 euros).

L’appel prévoit le financement de projets avec un budget global maximal de 3 000 000 euros.

L’appel à projets détaillé ainsi que tous les documents requis afin de pouvoir soumettre une demande de cofinancement sont disponibles sur le site des fonds européens au Luxembourg sous eufunds.lu

La date limite pour la soumission des demandes de financement de projets est fixée au 20 septembre 2024.

Deux séances d’information relatives à l’appel à projets auront lieu à l’Office national de l’accueil le 12 juin 2024 à 14.00 heures et le 9 juillet 2024 à 10.00 heures. Les acteurs intéressés sont priés de confirmer leur participation à amif@fm.etat.lu, en indiquant la séance à laquelle ils souhaitent participer.

En cas de questions, n’hésitez pas à contacter :
amif@fm.etat.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis :
25.06.2024 10.00 heures

Intitulé :
Assurance tous risques chantier (TRC) à conclure dans l’intérêt du nouveau Lycée technique à Bonnevoie.

Description :
– Le marché consiste de la fourniture d’un contrat d’assurance tous risques chantier (TRC) à exécuter dans l’intérêt de la construction du complexe scolaire et sportif du nouveau lycée à Luxembourg- Bonnevoie.
– Le contrat couvrira les sections 1 « Assurance de chose – dégâts et pertes », 2 « Assurance de responsabilités » et 3 « Dommages aux biens existant ».
La durée du contrat est de 45 mois, à débiter le 1^{er} janvier 2025. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401113

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 11 européenne restreinte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
26.06.2024 14.00 heures

Intitulé :
MCL28 – Travaux d’équipements multimédia dans l’intérêt de la construction du bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg (phase 1).

Description :
– Le bâtiment Jean Monnet 2 est un immeuble de bureau situé à Luxembourg ville, quartier du

Kirchberg.

Le projet se décompose en :
– 1 bâtiment de 8 étages (RdC, 7 étages de bureaux, étage technique), et 4 étages de sous-sols, représentant une surface de planchers d’environ 81 100 m² en hors sol et 57 300 m² en sous-sol ;
– 1 tour de 24 niveaux (RdC, 22 étages de bureaux, étage technique) et 5 étages de sous-sols, représentant une surface de planchers d’environ 33 200 m² en hors sol et 15 000 m² en sous-sol ;
– 1 bâtiment nommé *Welcome Pavillon* pour accueillir les visiteurs, représentant une surface de planchers d’environ 1 600 m² en hors sol et 2 200 m² en sous-sol.

Les travaux du présent lot se décomposent essentiellement en la fourniture et mise en œuvre/pose d’équipements multimédia pour :
– Une grande salle de conférence sur 2 niveaux pour 315 personnes, avec sa propre régie ;
– une salle de conférence (66 personnes) ;
– Trois salles de conférence identiques (chacune 88 personnes) ;
– Une salle de conférence (136 personnes).

Les différents systèmes à mettre en œuvre dans le cadre de ce lot sont :
– La traduction simultanée ;
– La diffusion vidéo ;
– La sonorisation ;
– La prise de vue ;
– La commande et le contrôle de chaque salle ;
– Les équipements actifs réseau propre au lot MCL28 (étoile optique et switchs dédiés).

La durée des travaux est de 392 jours ouvrables, à débiter le 1^{er} trimestre 2025. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier :
Les documents de candidature peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les dossiers de candidature sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour la remise.

Autres informations :
La procédure du marché comporte deux phases :
– Une première phase avec un appel à candidature ;
– Une deuxième phase avec la remise d’une offre pour les candidats retenus.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2401131

d’Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuurger Land **Instagram** [letzeburger_land](https://www.instagram.com/letzeburger_land) **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Des sculptures et des socles

IIII Lucien Kayser

Le Centre Pompidou de Paris expose Brancusi avec deux expositions en une, plus de 120 sculptures, une pléthore de documents, pour saisir la magie d'une création



Portraits féminins sur socles multiples et variés

Le paradoxe d'une exposition comme celle du sculpteur Constantin Brancusi, avec notamment son atelier transposé depuis le parvis vers l'étage supérieur du Centre Pompidou, d'une part elle vaut largement le détour, voire le voyage, pour reprendre telles recommandations, d'autre part, sa durée, de trois mois seulement, c'est peu pour pareil engagement, ne permet guère au Non-Parisien d'y aller le nombre de fois qu'il faudrait. En l'occurrence, pas moins de trois visites s'imposent, elles jalonnent ce qui suivra, un premier survol, peut-être axé plus sur le contexte de l'œuvre, puis ce que Brancusi a apporté à la sculpture, plus généralement à l'art moderne, cette liberté évoquée par Fernand Léger après le procès contre les États-Unis, et enfin, autre changement radical, dans le rapport de la sculpture avec son support, rupture avec le modèle traditionnel.

Le moment présent du Centre ainsi que son avenir des années prochaines, fermeture pour travaux, ont fait que l'atelier de Brancusi, impasse Ronsin, jusqu'à sa mort en 1957, légué à l'État français, et reconstitué dans un pavillon sur le parvis de Beaubourg, a été déplacé le temps de l'exposition dans la grande galerie. Avec le bénéfice pour cette intrusion, terme choisi à dessein, bien que contraire au choix même de l'artiste, du visiteur dans une intimité, dans un lieu de création. D'où l'on retiendra d'abord le savoir-faire ramené de Roumanie, dans toutes sortes de pièces taillées, ciselées, quelle maîtrise du bois, après viendra pour Brancusi le passage dans l'atelier de Rodin. Et l'exposition, pour la suite, a pu puiser dans des archives abondantes, dessins, photos, autres documents, jusqu'à des pochettes de disques, qui viennent donner un vif et riche éclairage à une vie, et chose plus importante, à une vie, au cheminement et au destin d'un œuvre.

C'est le bain, dira-t-on, l'environnement, l'ambiance où le visiteur voit et revoit dès lors les sculptures de Brancusi, dans un aménagement thématique, avec tels moments saisissants ; il faudrait en mentionner plusieurs, l'incipit avec les plâtres monumentaux du *Coq*, comme pour rappeler Man Ray si-

Les têtes de Brancusi, comme Muse endormie ou Enfant, sont à la fois archaïques, séculaires et incroyablement modernes : on est dans l'épure, l'essence

déré par la blancheur et la clarté lors de sa visite dans l'atelier, et tout de suite après, le face à face avec Derain par exemple, deux cubes pour un *Baiser*, symbole plus épuré chez le Roumain, mis sur une tombe du cimetière du Montparnasse, cette fois sous la forme de colonne. Mais il y aura surtout, avec les larges ouvertures sur le nord parisien, le Sacré-Cœur en haut, plusieurs versions de *l'Oiseau dans l'espace*, ces volatiles élancés entrés dans l'histoire de l'art, là prêts à exercer leur envol qui importait au sculpteur, à se jeter dans le ciel, pour peu qu'on ouvre les vitres.

Non moins pour d'autres animaux, et de même dans les portraits de femmes, ce n'est donc plus de ressemblance qu'il s'agit, mais d'épure, voire d'abstraction, ou plutôt d'essence, ou tout simplement de sens que donne la forme. Aller à l'essentiel, et au bout il est notre ravissement. Ensemble avec l'interrogation, la réflexion, suscitées par le geste de l'artiste.

Prenons les têtes de Brancusi, *muse endormie* ou *enfant*, peu importe, quoi de plus simple, en même temps de plus archaïque, séculaire (en pensant par exemple à l'art cycladique), et de plus moderne. Elles reposent, comme prises dans un sommeil, pas de support. Et nous voici à cette autre innovation de Brancusi, sans doute qu'on peut la ramener en partie à Rodin, où le socle y est toujours pour son *Balzac*, réduit, scellé à l'ensemble de ses *Bourgeois de Calais*. En tout cas, le piédestal des monuments, c'est fini, pour le moins, au sens propre.

Maïastra, en marbre blanc, figuration de l'oiseau des légendes folkloriques, version qui date de 1910-1912, il est là corps bombé, cou allongé, sur un support multiple, fait de trois parties en calcaire dont celle du milieu est une double cariatide : le socle fait ensemble 177,8 cm, le marbre lui-même 55,9 cm. Trois fois moins, mais la sculpture est une. Et ce n'est pas une exception. Tel *Coq*, bronze poli, fait lui quand même 100 cm, mais les quatre éléments du socle, dont trois en chêne, arrivent à 150 cm. Et le visiteur n'en aura pas fini avec ce nouveau statut de la sculpture, émerveillé devant la tribune et l'ensemble des portraits féminins.

Un mot pour conclure, au-delà de l'exposition. Peut-être que l'un ou l'autre lecteurs se souviendront de *Deep Deep Down*, au Mudam, qui a fini en février dernier. Et de l'œuvre de l'artiste belge Didier Vermeiren. De ses deux socles identiques superposés, l'un sous forme renversée à 90 degrés. L'œuvre s'intitule *Monument à Victor Hugo*, reprenant justement le support d'une sculpture de Rodin. Elle est à n'en pas douter plus encore un hommage à Brancusi. ●



Sven Becker

La pizzeria: un choix de resto adapté aux enfants

Les marmots et les marmites

IIII France Clarinval

Faut-il choisir entre poussette et fourchette ? En d'autres termes, est-ce une bonne idée d'emmener ses enfants au restaurant ? Certains établissements ont répondu de manière claire à cette question en interdisant tout simplement l'accès aux petits de moins de dix ou douze ans. Ces restaurants s'attirent souvent les foudres des familles outrées dans les commentaires en ligne, voire risquent une amende pour discrimination (la *winstub* Zum Pfifferhus de Ribeauvillé en Alsace y a échappé de justesse en 2022). Leur argument est d'offrir une expérience de meilleure qualité, au calme et sans craindre des hurlements intempestifs d'enfants insensibles à la qualité gastronomique du lieu. D'ailleurs, les zones « no kids » se multiplient un peu partout dans l'industrie des loisirs que ce soit les piscines, les hôtels, les camping ou les moyens de transport. Et les fêtes de mariage, où l'on demande aux invités de venir sans leurs enfants sont courantes.

Cette option est acceptée par certains parents qui voient la sortie au resto comme une occasion de s'extraire du quotidien ou de s'offrir un repas gastronomique pointu. Ils n'ont pas envie de régimenter l'attitude de leur progéniture, de faire une pause pipi pendant l'énoncé du sommelier, que leur gamin se mouche dans la serviette amidonnée ou de se taper la honte face au comportement bruyant des bambins. C'est bien connu, les enfants,

c'est comme les pets, on ne supporte que les siens ! Au contraire, il y a des parents qui n'envisagent pas de sortir au restaurant sans leurs rejetons, tablant sur l'idée d'un bon moment en famille et profitant de l'occasion de les sensibiliser à la bonne bouffe et aux bonnes manières.

Emmener les marmots au resto, cela suppose quelques précautions à prendre en amont du repas. Il en va d'abord du choix du restaurant. On évitera les repas à rallonge, en cinq ou sept services, qui n'auront pas grâce aux papilles du bambin et susciteront son ennui et sa fatigue. À propos de fatigue : on va au restaurant tôt, de préférence pas trop loin de chez nous. Cela évite de mettre la patience des enfants à l'épreuve lorsqu'ils ont faim. Sans compter que le staff, en début de service, sera plus enclin à des adaptations. Pour que le repas se passe au mieux, on signalera la présence et l'âge des enfants lors de la réservation. Avec un peu de chance, une chaise haute sera déjà à table. Peut-être même que le chef aura pensé à un menu adapté. Pour que les enfants patientent sagement en attendant les plats, on pense à emporter de quoi faire des coloriations, des livres ou des petits jouets. (L'arme fatale sous la forme d'une tablette qui déverse les épisodes de l'âne *Trotro* ou de *Peppa Pig* est une option assez peu recommandable, rapport à la

surexposition aux écrans.) Il n'est pas inutile de responsabiliser les enfants en leur rappelant les règles de bienséance, le respect des autres clients et du personnel.

Quand certains établissements les bannissent, d'autres séduisent les familles en concoctant une offre spécifique : De la place pour garer les poussettes, une zone avec des livres et des jeux (dans beaucoup de pizzerias ou au Koeppchen de Wormeldange), une personne pour encadrer les enfants pendant le repas (au brunch du Mama Shelter et à celui du T'Chiz de Belval, par exemple), une plaine de jeux à côté de la terrasse (au Siewenburen, à la Torre, au Club 5 am Park...), et des propositions culinaires appropriées. L'offre pour les « mangeurs de demain » s'est considérablement enrichie ces dernières années. Le steak haché ou les nuggets font place à des plats issus de la carte, en plus petite portion, pour manger « comme les grands ». Les chefs inventent des dressages ludiques (en forme de visage ou d'animaux), jouent sur des textures différentes (les légumes en chips, par exemple). L'usage allemand de la *Räuberteller*, une assiette vide, généralement gratuite, où les enfants peuvent « voler » les aliments de leurs parents, pourrait aussi se généraliser.

L'éducation au goût, l'apprentissage de la saisonnalité, l'initiation à la gastronomie passe aussi par des activités, comme des ateliers de cuisine (à l'Atelier de Bertrand à Merl ou au Schou, dans le parc de Schouweiler) et par des livres. La littérature jeunesse regorge de livres de recettes, mais aussi d'explications sur les produits, l'histoire de l'alimentation ou les différentes coutumes alimentaires. Pour rester dans le local, on choisira *P'tit Chef* du cuisiner Killian Crowley (au Beim Schloss de Wiltz), illustré par Clémentine Latron, publié par Perspektiv Editions en quatre langues (français, allemand, luxembourgeois et anglais). ●

L'ENDROIT

Artis

Pendant longtemps, cette maison de coin sur la route principale d'Hesperange était un restaurant à sushi comme il en existe des centaines. Le fils



de la famille vient de reprendre l'établissement et l'a complètement transformé, avec des miroirs, des panneaux verts ou fleuris et une lumière douce (photo : fc). Hao Guo apporte à Artis sa riche expérience internationale. Il est passé par de grandes maisons comme Steirereck, deux étoiles Michelin en Autriche, Kaufmanns en Allemagne ou Central au Pérou, avant de revenir au Luxembourg où il s'est notamment occupé de l'ouverture du Pop/up Hertz. Pour autant, il livre une cuisine plutôt classique et française

mais ne se prive pas d'y apporter quelques touches personnelles. Le menu du midi est servi à 32 euros, tandis que le soir, on optera pour le menu découverte à 68 euros. On a apprécié l'entrée de gambas mi-cuites avec une sauce acidulée, des avocats et des poivrons brûlés et le magret de canard, à la parfaite cuisson, servi avec une raviole farcie des cuisses de la même bestiole et une belle pleurotes, bien rôtie. FC

DIE JAHRESZEIT

Flohmärkte

Es ist wieder so weit. Sobald die Tage etwas länger und sommerlicher werden, werden einige Meter Bürgersteig oder Kopfsteinpflaster von Fußgängerzonen für ein paar Euro vermietet. Klappstühle und Tische werden aufgestellt und Krimskrams feil geboten. Vintage-Kleidung, antike Möbel, Deko- und Haushaltsartikel, Kinderspiele, Puzzles, mehr oder weniger extravaganter Schmuck und

ungewöhnliche Sammlerstücke – all das macht Flohmärkte aus. In Luxemburg-Stadt (Foto: Marion Dessard) und Arlon finden die Flohmärkte jeweils am ersten Sonntag jedes Monats bis Oktober statt. Das Stadtzentrum von Thionville wird jeden zweiten Sonntag von 400 Ständen belagert. Diese Stadt-Flohmärkte zeichnen sich dadurch aus, dass sie eher professionellen Händlern vorbehalten sind. Wer vor allem mit Gelegenheitsanbietern handeln will, bevorzugt Trödelmärkte auf dem Dorf.

Märkte für gebrauchte Gegenstände fanden im 19. Jahrhundert in Paris und Brüssel ihren Ursprung. Das Wort „Flohmarkt“ leitet sich von den hygienischen Standards seiner frühen Variante ab – in den angebotenen Textilien konnten sich Flöhe befinden. SM

